

Algérie

Guerre de libération nationale

Annexes

Préparées par :

Djemaa DJOHLAL

Amar NEGADI

&

AuresChaouia



- 4 -

Il est précisé que même les permanents doivent participer à cette Contribution Nationale et faire don du montant d'une journée de permanence.

Les Algériens émigrés en France savent en particulier qu'un premier impératif s'impose à tous nos compatriotes : celui d'alimenter notre Trésor de guerre. Notre Glorieux A.L. V. considère aujourd'hui comme l'une des plus fortes du monde, le pouvoir restaurer et développer l'armement et l'équipement modernes qui lui permettront d'avancer l'heure décisive de l'INDÉPENDANCE. De plus, une aide sociale toujours plus importante devra être accordée aux familles des détenus, aux détenus eux-mêmes, aux familles des Moudjahidines, aux veuves et orphelins de tous les patriotes, aux ministres victimes de la guerre barbare d'Algérie.

Ce geste de contribution rapprochera davantage nos frères de France de ceux qui en Algérie luttent pour la libération de tous.

FRONT DE LIBERATION NATIONALE
FEDERATION DE FRANCE

JEUN 1958

- APPEL -

5 Juillet, Journée Nationale de la Résistance Algérienne.

FRERES ALGERIENS !

Le 5 Juillet 1930 l'occupation d'Alger ouvrait l'ère sanglante de l'oppression de notre peuple par la France colonialiste.

Le 5 Juillet 1930 naissait la Résistance Nationale Algérienne contre l'occupant français.

L'héroïsme sublime des compagnons d'Abdelkader soutenus par notre peuple sauvegarda l'existence de notre Etat jusqu'en 1847.

L'esprit de sacrifice et le courage de tous ceux qui organisèrent et participèrent aux insurrections régionales jusqu'en 1916 ne put suppléer à l'absence d'unité politique profonde de notre peuple, pas plus qu'à l'isolement international de notre combat.

Il ne fait aucun doute que seule l'absence de ces deux facteurs a permis à la supériorité matérielle de l'armée française de jouer un rôle décisif.

Aujourd'hui, grâce au F.L.N., notre peuple a forgé son unité politique dans une longue résistance à la colonisation raciste.

Aujourd'hui, grâce au F.L.N., notre peuple a des alliés fidèles et agissants.

A nos côtés les peuples frères Maghrébins et tous les peuples frères arabes.

A nos côtés, tous les peuples d'Asie et d'Afrique.

Dans les continents Américain et Européen, notre combat trouve de larges échos de sympathie.

Face à notre peuple engagé dans sa révolution libératrice ouverte le 1er Novembre 1954, le colonialisme saigné à blanc par ses guerres coloniales, blessé à mort par notre glorieuse A.L.N., tente de se survivre en se lançant dans une guerre d'extermination raciste.

La France colonialiste ne croit plus à la victoire totale, elle cherche à "négocier en position de force"; c'est pour cela que de Gaulle a réintroduit le régime d'administration militaire et veut développer encore plus la guerre de reconquête.

FRERES ALGERIENS !

Engrégés en France vous n'avez pas pu prendre part directement aux combats héroïques de l'A.L.N. comme vous le désirez tous.

Mais votre combat en France a acquis l'estime de tous nos Moudjahidines car ils connaissent l'apport de la Fédération de France du F.L.N. à la Révolution Libératrice sur tous les plans. .../...

A l'occasion du 5 Juillet, Journée Nationale de la Résistance Algérienne, nous devons leur montrer d'un façon éclatante que leur confiance et leur estime sont justifiées.

A l'occasion du 5 Juillet, il s'agit de soutenir l'A.L.N., d'aider nos frères réfugiés et tous nos compatriotes victimes de la guerre.

FRERES ALGERIENS !

Nos Moudjahidines, nos militants tombés au Champ d'Honneur ou assassinés par l'ennemi dont ils étaient prisonniers, tous nos compatriotes massacrés nous ont légué un message:

- UNIR toujours plus notre peuple autour du F.L.N.
- SOUTENIR et ARMER notre glorieuse Armée de Libération Nationale (A.L.N.)
- ETRE VIGILANTS contre l'ennemi et DEVELOPPER la discipline révolutionnaire.
- NOUS APPUYER franchement sur tous les peuples amis.

Ainsi nous achèverons la destruction des dernières citadelles du colonialisme avec la certitude de les détruire et d'arracher notre

INDEPENDANCE NATIONALE

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

FEDERATION DE FRANCE

A PROPOS DES DEBATS PARLEMENTAIRES SUR L'ALGERIE

Le F.L.N. REFOUD AUX VALETS DE SERVICE.

Nous avons suivi les débats parlementaires des 9 et 10 juin sur l'Algérie. Nous avons lu l'analytique des débats. Rien de beau, rien de grand dans tout ce que nous avons pu entendre ou lire.

Les ultras déchainés, maîtres de la tribune, suivis des valets de service, le gouvernement niant volontairement les vrais problèmes et continuant à mystifier et à tranquilliser l'opinion publique sur la défense de la civilisation en Afrique du Nord, la décision de continuer une guerre de plus en plus impopulaire en France et dans le monde; voilà le spectacle qui a été offert à l'Assemblée Nationale.

MAIS QUI SONT CES VALETS DE SERVICE ?

Nous vous présentons leurs porte-paroles, sous leur véritable personnalité :

ALI MALIEN - qui, à la tribune, se présente comme l'Avocat de **REN BOULALD**, n'est qu'un imposteur porte-parole de **SOUSZELLE**. Avocat sans cause, il a réussi une affaire qui lui a rapporté plus de 10 millions dorénavant. Nous en reparlerons incessamment. Tout en critiquant l'armée et la police qui exterminaient les innocents, il n'hésite pas à se contredire en faisant confiance à la pacification.

SEN HAYLES - cadi véreux, se prétend ami de **Forhat ABBAS** et cherche à susciter une troisième force dont il rêve de prendre la tête. Avant Mai 58, il menait une campagne violente contre M. **TERRE**. Depuis que l'actuel pouvoir est de De Séryny, ordurier dans ses propos et marqué de l'esprit le plus vil de servilité. Dans sa déclaration, il dit : "... Si vous voulez encore de nous, comme citoyens ..." Mentalité de mendiant ...

A. DUBOURG - indicateur des polices d'Alger. S'est contenté de 5.000 fr. alloués généreusement pour l'un de ses services avant qu'il soit député. Porte-parole de De Séryny, ordurier dans ses propos et marqué de l'esprit le plus vil de servilité. Dans sa déclaration, il dit : "... Si vous voulez encore de nous, comme citoyens ..." Mentalité de mendiant ...

LAGILLARDE - avocat sans cause, fruit sec, s'est engagé comme lieutenant de parachutiste pour subvenir à sa famille. Son père et sa mère ne peuvent le souffrir. A participé à l'assassinat de Maître **BOURSENDEL**. A été en tombe, vivants, 18 hommes arrêtés la même nuit à Oued el Alloug. Ses supérieurs ont été obligés de résilier son contrat. A volé l'auto de M. **SEFFA** qu'il a torturé 8 nuits de suite. A dérobé 2 enfants de 3 et 7 ans le même jour à Belcourt. La police et la justice possèdent un dossier. Nous possédons un dossier complet sur ses exactions. C'est un grand criminel de guerre.

.../...

Si la justice française commençait à s'intéresser à lui, les Algériens pourraient commencer à penser que quelque chose changerait en Algérie.

Un jour, les Algériens s'intéresseront beaucoup à lui. Il y aura beaucoup de comptes à rendre. Nuremberg ...

Madame KEPPLANT - (Sétif) A Sétif, on dit plus communément **Madame LE GÉNÉRAL GENDOURT** (Côté la région). Elle ne représente que ce Général qui l'aime passionnément.

Mademoiselle BOULSA (Mascara) - Ne représente que son beau capitaine. Même grande vie à Paris. On en reparlera.

BEROULINE (Oran) - Le Sid Cha de service étant usé, on le pousse en avant. Ruvre idiot innocent !

DE SÉRIGNY et sa presse - très connu, mais ce que l'on sait le moins c'est que, porte parole de la famille **DUROUX** d'Alger, il a vendu la totalité de ses biens et ceux de cette famille pour réinvestir, non en France, mais en Uruguay et au Canada. Quel beau défenseur de l'Algérie française !

LURIOU - " célèbre " professeur (tendance néo-libérale) qui, après avoir prôné le fédéralisme personnel dont l'essentiel était la ségrégation raciale, a subitement changé pour l'intégration à la solde de De Séryny, etc ... etc ...

Voilà donc ceux que l'on prétend être représentatifs d'un peuple, voilà la démocratie appliquée ...

Nous demandons aux journalistes parlementaires de raconter toutes les confidences entendues dans les couloirs ...

Nous invitons tous ces élus à venir parler, en tête à tête, avec les travailleurs Algériens, sans police, ni protection, ni armes. (**LAGILLARDE**, **KAOUCHE** portent continuellement le revolver, même à l'intérieur de l'Assemblée). On pourra alors prendre la mesure de leur représentativité.

Le F.L.N. dénonce devant l'opinion Française et Mondiale cette trieste mascarade qui couvre tant de sang et de surprofits, cette politique contraire aux intérêts des peuples de France et d'Algérie.

L'opinion publique française dénonce de plus en plus cette sale guerre.

Le congrès radical de Pau, les socialistes à l'Assemblée, les grandes Confédérations Syndicales Françaises, les Unions Nationales d'Étudiants, les partis politiques (ultras mis à part) sont maintenant tous d'accord pour négocier avec ceux qui ont pris les armes contre le colonialisme oppresseur et mercantile.

Peuple de France,

La Fédération de France du F. L. N. est prête à vous aider à balayer ces faux élus qui préparent méthodiquement votre enchaînement et retardent l'heure de la Paix.

Jun 1959.

UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS
ALGERIENS

Tunis le 23 Juin 1959

-i-i-i-i-

A I S S A T I D I R

Premier SECRETAIRE de l'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

EN DANGER DE MORT

Premier Secrétaire de l'U.G.T.A. et l'un de ses fondateurs AISSAT IDIR a été arrêté le 23 Mai 1956 pour ses activités syndicales et interné au camp de concentration de Berrouaghia, puis successivement détenu aux camps de Saint-Leu, Aflou et Bossuet.

EN MAI 1957, il fut transféré dans un avion militaire à Alger, interrogé et torturé par les parachutistes pour être dirigé de nouveau sur les camps de concentration d'Arcole d'abord, de Bossuet ensuite.

EN SEPTEMBRE 1958, il fut extrait du Camp et incarcéré à la prison civile de Barberousse à Alger, sous l'inculpation "d'atteinte à la sûreté Extérieure de l'Etat" français.

LE 12 JANVIER 1959, il devait passer, ainsi que de nombreux responsables et militants de l'U.G.T.A., devant le Tribunal permanent des Forces Armées Françaises d'Alger. Sa défense fut assurée notamment par Me Henri ROLLIN, ministre d'Etat et Sénateur Belge constitué par la C.I.S.L.

LE 13 JANVIER 1959, le Tribunal militaire français prononça son acquittement.

Ainsi, pendant près de trois ans, il fut privé de sa liberté par une mesure arbitraire équivalant à une véritable "léttre de cachet", et cela, uniquement en raison de son activité syndicale.

Son cas est semblable à celui de milliers d'autres Algériens dont plusieurs centaines de dirigeants syndicalistes.

Examinant la situation de ces "assignés à résidence", la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels instituée par le Gouvernement Guy MOLLET n'a pas hésité, elle-même, à la qualifier de "véritable séquestration".

Cependant, malgré son acquittement, AISSAT IDIR n'a pas été remis en liberté et pendant deux mois, ni sa famille, ni ses avocats n'ont pu avoir de ses nouvelles.

Après de multiples et vains efforts déployés tant par la C.I.S.L. que par la défense pour obtenir l'autorisation d'une visite après d'AISSAT IDIR, les autorités d'Alger opposèrent le refus le plus catégorique.

Ayant été accusées à donner des explications ces mêmes autorités prétendirent qu'il avait tenté de mettre fin à ses jours et annoncèrent qu'il était hospitalisé.

A la suite d'une nouvelle tentative, un avocat put enfin se rendre auprès d'AISSAT qui nia formellement avoir voulu se suicider, bien que l'entrevue se soit déroulée en présence d'un officier et d'une sentinelle armée. AISSAT avait cependant de graves brûlures aux jambes.

La thèse du suicide maintes fois avancée par les responsables français ne trompe plus personne, maintenant.

En fait AISSAT IDIR avait été affreusement torturé au chalumeau par les parachutistes et cela après son acquittement.

Tous les efforts déployés par le Gouvernement Français pour qu'une quelconque mesure intervienne en faveur d'AISSAT IDIR ont échoué. La situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, est des plus inquiétantes.

LA VIE D'AISSAT IDIR EST EN DANGER

TRAVAILLEURS DU MONDE !

Vos camarades travailleurs mènent une lutte sanglante contre les forces colossales du colonialisme français en Algérie. C'est une lutte pour la dignité et la vie, pour l'émancipation et la promotion de la classe ouvrière Algérienne, pour la Libération de tout un Peuple.

La classe ouvrière Mondiale qui a toujours été à l'avant garde du combat pour la Liberté, La Paix et le Progrès a le devoir, maintenant, d'être aux côtés du Peuple et des Travailleurs Algériens dans leur Lutte.

TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER !

Un de vos camarades travailleurs, AISSAT IDIR, souffre encore entre les mains des parachutistes français, cinq mois après son acquittement par un Tribunal Français.

Grâce à votre magnifique élan de solidarité, le 12 Janvier dernier, il a été acquitté.

Aujourd'hui, il est à tout instant menacé de mort.

L'U.G.T.A. lance un appel pressant à toutes les Centrales Syndicales, à tous les Travailleurs du Monde, à toutes les Organisations Nationales et Internationales pour mener une vaste campagne afin de sauver la vie d'AISSAT IDIR.

La solidarité Internationale doit se manifester par :

- Une action efficace de tous les Travailleurs du Monde pour demander la Libération immédiate d'AISSAT IDIR et de tous les militants et Responsables syndicalistes détenus en Algérie et en France.
- L'envoi de télégrammes de protestation, de messages, de lettres adressés au Président de la République Française, le Général De Gaulle, au Président du Conseil Français, au Ministre Français de la Justice et à Monsieur Delouvrier, Délégué Général du Gouvernement Français à Alger.
- Des manifestations, des meetings, des résolutions, et pétitions adressées aux dirigeants Français et aux différentes Ambassades de France, et dénonçant la politique de guerre et d'extermination pratiquée par les Gouvernements Français.
- La condamnation de la guerre coloniale imposée au Peuple et aux Travailleurs Algériens et dont les conséquences directes sont : la répression aveugle qui s'abat sur tous les Algériens en Algérie et en France, la suppression de toutes les libertés syndicales et démocratiques, la violation des Droits de l'Homme et le piétinement de la personne humaine.

Dans cette dure épreuve, les Travailleurs Algériens comptent sur leurs camarades Travailleurs du Monde entier.

La classe ouvrière Mondiale qui constitue une véritable force ne faillira pas à son devoir.

S. prière nous informer de l'action que vous entreprendrez

Le Secrétariat de la Délégation Extérieure
de l'U. G. T. A.
29, Place M'Hamed Ali TUNIS.

UNION GENERALES DES TRAVAILLEURS
ALGERIENS

-:-:-:-:-

Tunis le 23 Juin 1959

Monsieur

.....
.....
.....
.....

Cher camarade,

Nous vous transmettons le communiqué ci-joint concernant le cas de notre camarade AISSAT IDIR, actuellement détenu en Algérie.

Nous vous prions de bien vouloir lui assurer la diffusion la plus large possible.

Recevez, cher camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour le Secrétariat de la Délégation
Extérieure de l'U.G.T.A.

A. MAACHOU.

Document 7

MESSAGE DE MESSALI HADJ A TOUTES LES ALGERIENNES
ET A TOUTS LES ALGERIENS

En ce jour du nouvel an de l'Hégire, je vous adresse mes meilleurs vœux. Puisse 1379 être pour notre chère Algérie, l'année de la paix, de la fraternité et de la fin de cette guerre qui déchire notre pays.

Depuis mon retour d'exil, j'ai eu la joie de vous rencontrer plusieurs fois, de vous entendre et de vous communiquer ma pensée de vive voix. D'abord, vous êtes venus par milliers pour me présenter vos souhaits à l'occasion de ma libération, puis ensuite le Ramadan, l'Aïd El-Feghir, l'Aïd El-Kebir et mon anniversaire ont été, à leur tour, une excellente occasion pour vous rencontrer en tant qu'Algériens.

Permettez-moi de vous dire que j'en étais profondément touché et j'ai constaté chez vous avec infiniment de plaisir l'enthousiasme, la foi et l'espoir de voir l'Algérie libre et heureuse dans une coopération loyale et fraternelle avec nos compatriotes algériens non-musulmans et le peuple français.

Cette constatation ne m'avait pas du tout étonné car vous êtes restés simplement fidèles aux principes d'éducation politique que vous aviez reçus du temps de l'Etoile Nord-Africaine à nos jours.

Notre mouvement d'émancipation a été toujours un mouvement libérateur débarrassé de tout chauvinisme, de tout racisme et de tout fanatisme.

Vous n'avez pas oublié, vous jeunes générations, que vos aînés ont créé l'Etoile Nord-Africaine dans les faubourgs populaires de ce grand Paris qui est en même temps un balcon ouvert sur le monde d'où sont parties les pensées révolutionnaires de 1789.

Aujourd'hui, vous jeunes générations, êtes les héritiers de ce passé héroïque et de l'espoir qu'il porte avec lui-même comme la plus bienfaitrice à la culture. Tout en étant grand, cet héritage qui profite à vous tous impose naturellement des devoirs.

De cela, je vous en ai parlé lors de vos nombreuses visites quand vous m'apportiez à Clichy et à Gouvieux des fleurs de France et des douceurs d'Algérie. Vous et moi sommes atteints à la même hauteur, qui doit nous conduire à la liberté, à la dignité, à la paix et à la fraternité des peuples.

Oui, l'Algérie vous convie tous ensemble à entreprendre cette nouvelle étape pour réaliser nos aspirations légitimes et créer avec l'ensemble des Algériens sans distinction de race ou de religion une manière de vivre et construire la République Algérienne secour de la République Française. Il est bon de construire, c'est sans doute l'objet de la création divine qui fait que l'homme doit se comporter comme tel dans toute œuvre humaine.

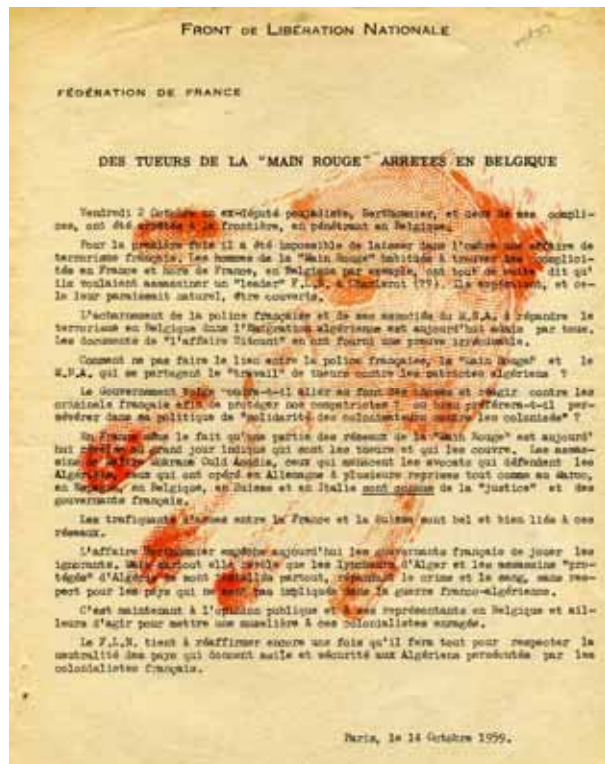
Déjà, tous les prophètes nous ont tracé la voie quand ils ont déclaré successivement : "on est véritablement croyant que dans la mesure où l'on voudrait pour son prochain ce que l'on désire pour soi-même".

C'est dans cette voie que je vous engage pour accomplir votre mission d'homme, de patriotes et de serviteurs de Dieu. C'est dans cette voie également que je vous engage à œuvrer pour l'union entre tous les Algériens sans distinction d'appartenance politique et de confession.

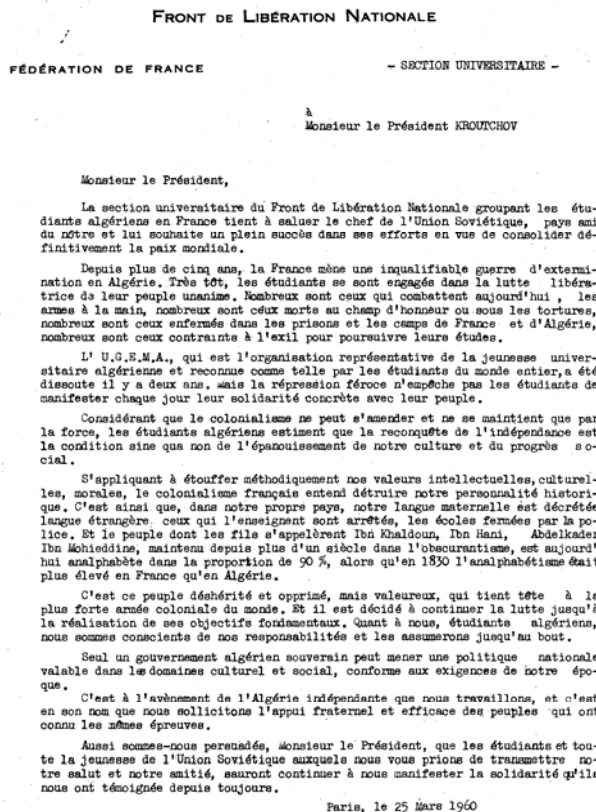
Une fois de plus, je vous demande de cesser les luttes fratricides et de maintenir des rapports amicaux avec le peuple français. Espérez d'une future coopération entre nos deux peuples libres pour le bien-être de tous.

TOUTEVOIE, LE 10 Juillet 1959

Document 8



Document 9



AMICALE GÉNÉRALE des TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Paris, le 27 Mars, 1960

Lettre Ouverte à
Monsieur le Président KROUTCHOV

Monsieur le Président,

L'Amicale Générale des Travailleurs Algériens résidant en France vous adresse ses souhaits de bienvenue et salus en vous le Président du Gouvernement du grand pays Socialiste.

Les Algériens en France savent que l'U.R.S.S. manifeste sa sympathie active à la Révolution populaire algérienne et au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne dont il est l'émancipation.

Au cours du tour de France que vous allez accomplir et des conversations et contacts avec le peuple de France, nous aurions souhaité pouvoir nous trouver sur votre chemin. Nous ne le pouvons pas, car l'ensemble des Travailleurs Algériens est relégué par la répression colonialiste en marge de toute activité sociale ou politique.

Permettez-nous alors de vous adresser quelques mots sur la situation qui nous est faite et plus particulièrement sur la politique du Gouvernement français à l'égard de l'Algérie dite "Terre Française".

- Une guerre dure et violente écrase l'Algérie depuis 1954.

- Après 130 ans de domination coloniale, une armée de 500.000 hommes tente de renouveler la conquête du pays.

- Un million et demi d'Algériens sont déplacés, dont les 2/3 comptent des femmes, des enfants et des vieillards. Plus de 600.000 tués ou disparus.

- Plus de 20.000 travailleurs internés et emprisonnés en France.

- Notre Amicale Syndicale est dissoute.

- Nos leaders sont assassinés.

- L'ouvrier algérien, victime du pacte colonial, est maintenu dans l'ignorance et dans une position de main-d'œuvre subalterne. Il ne peut accéder à la promotion sociale, donc à la dignité d'homme.

Les Travailleurs Algériens souhaitent vivement la PAIX dans le monde et en Algérie, mais ils affirment avec la plus grande fermeté que cette paix ne peut être conclue qu'avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Les Travailleurs Algériens souhaitent aussi que votre voyage contribue à la réalisation de cette paix, et qu'il ne soit pas exploité par la presse ou par le Gouvernement français pour cautionner la politique de reconquête coloniale qu'il poursuit dans notre pays.

L'A.S.T.A. souhaite surtout que le grand combat de libération de la classe ouvrière algérienne et du peuple algérien soit mieux perçu par l'ensemble de la classe ouvrière française et mondiale et espère pouvoir compter sur un soutien efficace des Travailleurs de l'Union Soviétique.

Les Travailleurs Algériens vous saluent, Monsieur le Président, et vous prient de transmettre leur message de sympathie et d'amitié aux travailleurs et au peuple soviétiques.

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

FÉDÉRATION DE FRANCE

Paris, le 24 Mars 1960

SECTION des FEMMES

LETTRE OUVERTE A Madame KROUCHITCHEV

Madame,

Au moment où dans tous les pays des femmes et des hommes conjuguent leurs efforts pour une meilleure compréhension : la reconnaissance et le respect des libertés des peuples, la coexistence pacifique et le progrès de l'Humanité - votre voyage en France, comme dans d'autres pays, s'inscrit avec une intensité particulière dans le cadre de ce vaste mouvement comme un message d'espoir. Message d'espoir de toutes les femmes soviétiques, qui se sont exprimées et qui s'expriment par votre voix, à toutes les femmes du Monde.

La Presse internationale et la Radio-diffusion, par la place de premier plan qu'elles accorderont à votre séjour en France donneront la mesure de l'immense intérêt avec lequel il sera suivi.

Nous, mères Algériennes, femmes d'un peuple entier engagé dans le combat pour sa libération, sommes particulièrement intéressées par les efforts que déploient les femmes du Monde pour un avenir meilleur, et nous félicitons des succès déjà remportés, parce que notre participation, en tant que mères, au combat du Peuple Algérien s'insère dans le vaste mouvement de libération des peuples encore opprimés.

C'est pourquoi nous serons plus particulièrement attentives à chacune de vos paroles, et c'est pourquoi Madame, nous vous prions de trouver ici l'expression de nos vœux les plus ardents pour le plein succès de votre mission qui est celle de la Paix, à travers les contacts et les échanges que vous aurez avec les femmes de France.

C'est à vous, en tant que mère, en tant que Résistante et en tant que citoyenne d'un grand pays, que les mères algériennes s'adressent aujourd'hui.

Les femmes françaises que vous allez rencontrer, femmes du peuple et femmes de la "Haute Société", qui vous recevront avec tous les égards et toute la cordialité dus à votre rang et vous entretiendront certainement des Valeurs françaises : grandes traditions de liberté du Peuple Français, son amour de la Démocratie, son rayonnement culturel à travers le monde... sont pourtant les mêmes mères qui, chaque jour, laissent leurs enfants partir dans le contingent pour l'ALGERIE prendre part à ce qu'elles considèrent "mission de la grandeur française" : la guerre faite à notre peuple, avec tout ce qu'elle comporte de deuils et de larmes. Guerre atroce, baptisée "Pacification".

Vous allez admirer des chefs-d'œuvres d'architecture : la cathédrale de Notre-Dame, le Palais Royal et les Tuileries, les Châteaux de la Loire et tant d'autres monuments célèbres. Vous allez assister à des manifestations artistiques : concerts, opéra, ballets folkloriques. Vous allez visiter de grandes installations industrielles modernes. Vous allez parcourir la belle campagne française...

Dans le même temps, sur le même sol de France, des Algériennes et des Algériens, plusieurs milliers, arrêtés en France ou transférés d'Algérie, sont enfermés derrière les barreaux des prisons et les barbelés des camps de concentration, dans des conditions inhumaines. Et même les Droits de la Défense se trouvent constamment violés.

Ces femmes et ces hommes, vous ne les verrez pas, pourtant vous passerez souvent près d'eux. Les acclamations des foules françaises sur votre passage vous empêcheront d'entendre leurs voix.

Peut-être même profitera-t-on de l'intérêt accordé à votre présence pour faire tomber, dans l'indifférence populaire, le couperet de la guillotine sur des patriotes Algériens ? Et cela, sur le même sol de France où vous serez.

Vous Madame, qui savez les joies, les espérances mais aussi les souffrances d'une maman, vous dont le Pays s'enorgueillit de milliers d'héroïnes, tombées pour le triomphe de la Liberté et de la dignité du Peuple Soviétique, nous sommes certaines que vous comprendrez pourquoi nous mères algériennes, femmes d'un peuple longtemps opprimé et bafoué par le colonialisme français, prenons part à l'action armée de l'A.L.N. action armée à laquelle il a été fait recours comme forme décisive de la lutte que notre peuple n'a jamais cessé de mener pour sa Libération.

La France qui vous accueille aujourd'hui, la France où vous venez porter le message de Paix des femmes soviétiques, à quelques semaines à peine de votre arrivée, vient de procéder à l'extérieur de son territoire, en Algérie, en terre d'Afrique, à l'explosion d'une bombe atomique.

Cet acte criminel, condamné et dénoncé par tous les peuples épris de Paix et de Liberté, illustre - s'il en était besoin - le mépris traditionnel de la France pour l'Homme Africain. Il ne fait que succéder aux innombrables crimes déjà commis sur cette terre d'Afrique et vient s'ajouter à ce que la France continue d'y perpétrer chaque jour.

Alors que de nombreuses Nations ont compris la nécessité de s'orienter vers la coopération pacifique, l'établissement de liens d'amitié dans le respect des valeurs et des libertés de chacune, et que des pays de plus en plus nombreux en Asie, en Afrique, en Amérique, prennent en main leur destinée - la France se trouve être l'un des derniers bastions du colonialisme, le seul pays dans le monde qui envoie des centaines de milliers de ses enfants combattre des femmes et des hommes résolus à reconquérir leurs libertés.

Le colonialisme français qui nous détruit physiquement chaque jour, a tenté avec acharnement, depuis cent trente ans, de nous détruire aussi moralement et nationalement. Le massacre de nos populations civiles ne sont rien à côté des humiliations quotidiennes, des discriminations raciales et des tentatives de dépersonnalisation de notre peuple.

En s'installant dans notre pays par le feu et le sang, les Français ont ravagé les trésors culturels de notre peuple, brûlé ou fermé les Médéras où nos enfants, en même temps qu'ils s'instruisaient, apprenaient à connaître et à aimer le long passé historique de la Nation Algérienne, l'œuvre de ses savants, de ses philosophes, de ses poètes.

Dès lors, nos enfants ont grandi, Madame, sans savoir lire et écrire. Ils ont grandi dans l'ignorance du passé de notre peuple. Ils ont grandi en voyant leurs parents aussi ignorants qu'eux, bousculés par des intrus qui s'érigaient en maîtres sur leurs biens, leur travail, leurs mouvements. Et ces intrus ravissaient les meilleures terres et y faisaient travailler leurs propriétaires légitimes comme des esclaves.

Et nos enfants ont eu faim et nous n'avons pas pu leur donner à manger. Ils sont morts dans nos bras parce que nous n'avions pas le morceau de galette ou la tasse de lait qui les auraient sauvés.

Et nos enfants ont été malades, leurs yeux enflévrés nous imploraient de soulager leurs souffrances - mais il n'y avait pas de médecins pour nous.

Ce que chaque mère désire pour son enfant : la santé l'éducation, le droit au travail assuré dans la Justice sociale et la dignité, les mères Algériennes n'ont pas pu l'assurer à leurs enfants.

Vous comprendrez, Madame, ce qu'est l'angoisse d'une mère qui voit l'avenir de ses enfants s'inscrire dans l'obscurantisme, l'exploitation quotidienne, l'injustice, et sa décision lorsqu'elle réalise qu'elle ne peut espérer aucun changement de ces perspectives si elle ne prend pas elle-même son destin en main.

C'est pourquoi, sous la direction éclairée du Front de Libération Nationale, unificateur et guide de l'Algérie en Révolution, les femmes Algériennes combattent, souffrent, mais espèrent parce qu'elles sont convaincues que leur cause est juste et qu'elle doit triompher. Il ne peut pas en être autrement.

Désemparée par le combat farouche des Algériens, les colonialistes français, emportés par leur haine, cherchent à l'assouvir dans l'extermination collective des populations civiles et jusque dans l'odieux massacre des nouveaux-nés et des tous-petits. Combien de nos enfants des villes et des campagnes garderont pour toute leur vie peut-être les traumatismes de cette guerre.

Vous, Madame, dont le pays a connu les mêmes horreurs, comprenez notre cauchemar devant l'ampleur de ce drame :

- Plus de SIX CENT MILLE des nôtres morts ou disparus.
- Plus d'un Million cinq cent mille vieillards, femmes et enfants, parqués dans les camps de concentration de l'armée française, baptisés "Centre de regroupement".
- Trois cent mille civils ont fui les massacres et attendent le long des frontières dans les pays frères, Maroc, Tunisie, Lybie - parmi eux, plus de cent mille enfants.
- Des milliers de patriotes dans les camps, les prisons et les locaux de tortures.

Les femmes françaises que vous allez rencontrer feindront-elles l'ignorance du drame algérien ? ... Invoqueront-elles la distance à laquelle il se déroule, sur l'autre rive de la Méditerranée ? ...

Et pourtant, le drame algérien a ses prolongements en France même et jusqu'au cœur de Paris : des familles de travailleurs Algériens y supportent les mêmes conditions que celles qui sont faites en Algérie. Ils logent dans ces innombrables barraquements et grottes que l'on baptise "Bidonvilles", sans eau, sans électricité, sans chauffage, dans le dénuement le plus complet. La maladie, les menaces de chômage, les humiliations, sont leur lot quotidien, auquel s'ajoute depuis plus de cinq ans la hantise constante des rafles et des incursions de la police.

Des pères et des frères aînés sont malmenés devant les petits, jetés et emmenés dans les fourgons et les enfants, qui tant de fois les ont attendus en vain, savent qu'ils ne reviendront plus. Si les premiers temps ils essayaient de comprendre et nous posaient des questions, maintenant ils sont habitués à ces scènes. Ils ne disent rien, observent en silence et leurs regards ne sont plus des regards d'enfants.

Oui, ces enfants sont déjà hommes avant que d'être enfants. Or, vous le savez, Madame, et nul ne peut l'ignorer, que la paix des berceaux est l'oeuvre des adultes.

Quand vous serez de retour parmi les femmes et les hommes du peuple soviétique, vous aurez gardé peut-être de votre voyage l'image lumineuse d'un visage d'enfant ... mais ce sera celui de la petite fille française resplendissante de santé, émue et heureuse d'avoir été choisie pour vous offrir les fleurs de bienvenue.

Aussi permettez-nous Madame, nous dont les enfants ne savent plus sourire de vous exprimer notre espoir dans l'action des femmes de bonne volonté, dont vous êtes, pour que les enfants de tous les continents soient égaux devant le Bonheur, la santé, la culture, le travail, la justice dans la sécurité.

Les femmes Africaines, femmes de ce continent longtemps enchaîné et ignoré, se dressent aujourd'hui dans un même élan pour reconquérir leur droit légitime à construire elles-mêmes l'avenir de leurs enfants. Elles souhaitent ardemment qu'une solidarité active des femmes Soviétiques se joigne à celle de toutes les femmes animées du même idéal, pour abrèger les souffrances et hâter l'établissement d'une Paix effective dans l'amitié.

Paris, le 24 Mars 1960

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

FÉDÉRATION DE FRANCE

Paris, le 24 Mars

Monsieur le Président du Conseil des Ministres
de l'Union des Républiques Socialistes
Soviétiques.

Monsieur le Président,

Poursuivant les efforts que l'Union Soviétique déploie en vue de l'instauration d'une coexistence pacifique entre les grandes puissances desquelles dépend aujourd'hui le sort de notre planète, vous arrivez en France en messager de la paix.

Au nom des 400.000 travailleurs algériens, surexploités et contraints par le colonialisme d'émigrer en France, la Fédération de France du Front de Libération Nationale Algérien tient tout d'abord à saluer en vous le représentant du peuple de l'Union Soviétique. Elle souhaite également un plein succès dans sa mission au Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S.

Les Algériens savent, Monsieur le Président, le prix que le Gouvernement de l'U.R.S.S. a toujours attaché à la défense et à la consolidation de la paix, et les difficultés d'une telle entreprise constamment tenue en échec par les appétits impérialistes insatiables. Aussi apprécient-ils davantage l'efficacité de vos efforts visant à neutraliser les foyers bellicistes d'une part et, d'autre part, la sympathie naturelle du peuple soviétique à l'égard des peuples qui, comme le nôtre, luttent pour briser l'étreinte impérialiste.

Vous survolerez, Monsieur le Président, les beaux monuments de Paris mais, dans la masse noire des prisons de la Santé et de Fresnes, si même vous les apercevriez, vous ne saurez pas que des milliers de patriotes algériens attendent que les juges français les envoient au bagne à vie ou à l'échafaud.

L'on ne vous dira pas davantage que vous ne sauriez traverser une seule ville de France qui n'ait son contingent de détenus algériens. L'on ne vous apprendra pas que plus de 12.000 Algériens croupissent dans les prisons, que le tiers des détenus en France sont des Algériens alors que l'émigration algérienne représente moins du 1/100ème de la population française.

Vous ne saurez pas non plus que dans cette France que l'étranger considère comme "pays de la liberté", quinze ans après l'écrasement du nazisme, des camps de concentration ont été ouverts spécialement à l'intention des Algériens, et que plus de 10.000 y sont parqués.

Aucune des personnalités officielles n'osera vous avouer qu'il ne se passe pas de semaine, sans que ce même sol de France que vous foulez aujourd'hui soit rougi par le sang des Algériens condamnés après un simulacre de justice et guillotinnés.

Pourquoi cette répression généralisée ?

Parce que, Monsieur le Président, ces hommes pensent comme vous que l'ère du colonialisme est révolue, qu'ils manifestent leur solidarité active au peuple dont ils sont issus et qui supporte depuis 1954 la seule guerre chaude du monde afin de mettre un terme à la surexploitation colonialiste.

Lors de votre récent voyage en Indonésie vous avez, en effet, proclamé : "Le colonialisme est mort, faisons-lui un énorme cercueil et enterrons-le une bonne fois pour toutes !" Or, le gouvernement qui vous reçoit, Monsieur le Président, non seulement n'est pas disposé pour une telle cérémonie qui débarrasserait les peuples africains d'un fléau dont ils n'ont que trop souffert, mais encore nous promet, par la voix de son chef, une "présence" - entendez une domination - éternelle grâce au maintien, dans notre pays, d'une armée coloniale cinq fois plus forte et plus nombreuse que le corps expéditionnaire français au Viet-Nam.

Comment un peuple saurait-il vivre en paix dans la servitude ?

C'est précisément pour se libérer d'un joug séculaire et après avoir épuisé et compris la vanité de tous les moyens pacifiques que le peuple algérien dut prendre les armes. Depuis près de six ans, le peuple algérien lutte afin d'enterrer précisément le colonialisme français. Plus de 600.000 Algériens, en majorité civile, sont morts sous les bombardements ou dans les combats; les services officiels français avouent avoir procédé à l'internement et au regroupement de 1.500.000 personnes. Pour comprendre l'ampleur du sacrifice consenti par le peuple algérien il vous faudrait savoir, Monsieur le Président, que les mêmes proportions appliquées aux populations de l'U.R.S.S. donneraient les chiffres de 12.000.000 de morts et de 30.000.000 d'internés !... Et pour que l'Algérie demeure "liée" à la France, le Général de Gaulle promet le 3 Mars, à ses officiers, que la "pacification" durerait encore "très longtemps".

Ces liens, dont les gouvernements français de tous les régimes ont été unanimes à prétendre imposer la pérennité sous les vocables les plus divers, ne sont en fait et en droit que le produit de la violence établie par la conquête. Cette violence n'a jamais cessé. Un communiqué du Ministre français de l'Information en date du 8 Mars ne vient-il pas d'avouer explicitement que le seul rapport sous lequel vit notre pays est celui de "la domination directe pratiquée par la France depuis la conquête" ?

Or, nous luttons pour briser les chaînes de la domination. Car nous ne voulons plus voir nos travailleurs et nos fellahs maintenus dans un état de surexploitation endémique, les richesses de notre sol et de notre sous-sol pillées au profit des impérialistes, notre territoire national - spécialement le Sahara - servir de terrain d'essais atomiques et nos populations de cobayes.

Mais que par la suite des liens d'amitié puissent un jour exister entre les peuples algérien et français, que ces liens soient librement noués dans le respect des intérêts réciproques et dans l'amitié, les responsables de la Révolution algérienne le souhaitent sincèrement. D'ailleurs, l'amitié dont ils témoignent pour le peuple de France, les Algériens l'ont suffisamment prouvée lorsqu'il a fallu l'aider à se débarrasser de l'occupation étrangère et à recouvrer sa liberté. C'est par dizaines de milliers que se comptent les Algériens tombés sur les champs de ba-

taille de Tunisie, d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne, sans compter ceux qui, en France même, sacrifièrent leur vie dans le combat clandestin auprès de leurs camarades français résistants.

Partout volontaires dans la lutte pour la liberté des peuples, que ce soit en Espagne au sein des Brigades Internationales, dans les rangs de l'Armée Populaire du Viet-Nam ou parmi les guérilleros de Fidel Castro, les Algériens n'ont pas hésité à tourner leurs armes contre l'oppression, au péril de leur vie. Nous nous plaignons, en cette circonstance, à rappeler au Premier Secrétaire du Parti Communiste de l'U.R.S.S. le comportement héroïque du 17ème Régiment de Marche composé uniquement d'Algériens et du 1er Régiment de Zouaves en grande partie algérien qui, opposés aux troupes bolchéviques près d'Odesa, au printemps 1919, refusèrent, malgré l'ordre des officiers français, d'attaquer l'armée révolutionnaire russe. Pour n'avoir pas voulu servir de mercenaires à l'impérialisme, les deux régiments ramenés en Roumanie furent l'objet d'une sévère répression... Pendant ce temps, aux frontières de la Pologne, le capitaine de Gaulle essayait de réduire l'Armée Rouge.

o
o

Certes en donnant le 1er Novembre 1954 le signal pour la libération de l'Afrique sous domination française, l'Algérie savait qu'elle allait constituer l'ultime bastion de l'impérialisme français dans ce continent. S'il perdait ce bastion, clé de voûte de ses possessions d'outre-mer, le grand capital français se verrait privé des principales sources de matières premières volées à leurs propriétaires africains et qui assurent son assise depuis le début du XIXème siècle. L'on comprend dès lors, l'acharnement et la sauvagerie dont témoigne le colonialisme français dans la poursuite de cette guerre.

Mais dans la lutte pour son indépendance, l'Algérie n'a pas seulement à triompher du potentiel militaire français. Elle doit aussi faire face à l'Occident et aux principales puissances du Pacte Atlantique qui participent, directement ou indirectement, à l'écrasement de la Révolution algérienne. Déjà, dans une note remise le 9 Janvier 1958 à tous les Ambassadeurs accrédités à Tunis, le Comité de Coordination et d'Exécution du Front de Libération Nationale, dénonçait l'aide "inconditionnelle" de 450 millions de dollars accordés à la France par les spécialistes américains et allemands du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne des Paiements. "La France - disaient en substance les délégués - connaît des difficultés économiques à cause des lourdes charges qu'elle assume. Il est juste que les organismes européens lui viennent en aide". Evidemment cette participation n'est pas désintéressée; elle est dictée par les intérêts des trusts internationaux et les holdings pétrolières occidentaux qui entendent, sous la protection de l'armée française, déposséder encore et toujours le peuple algérien de ses richesses sahariennes, et le maintenir dans son rôle de main-d'oeuvre coloniale à bon marché.

C'est pourquoi nous pensons être en droit de compter sur la compréhension et l'appui de tous les peuples et les gouvernements qui oeuvrent pour arracher l'homme des griffes des exploiters impérialistes.

o
o

Dans les nombreuses réceptions que l'on vous prépare, un peu partout en France, on lèvera de nombreux toasts à la paix. L'émigration algérienne est convaincue que vous ne manquerez pas de rappeler à vos interlocuteurs le caractère indivisi-

ble de la paix. Le gouvernement qui vous reçoit ne peut être un sincère défenseur de la paix en-deçà de la Méditerranée, alors qu'à deux heures d'avion du lieu où vous vous trouvez, il prétend imposer la "paix" de ses canons et de ses bombardiers... La paix et la détente internationales impliquent nécessairement la fin du régime colonial et la libération des peuples.

Nous savons quant à nous, que le gouvernement gaulliste espère faire de votre voyage, Monsieur le Président, le prélude à un "Congrès de Berlin" d'un nouveau genre. Dans les discussions qui s'ouvriront bientôt à Paris entre les Quatre Grands, il est certain que le gouvernement colonialiste français ne manquera pas d'user de toutes les manœuvres et pressions pour que les problèmes des peuples encore dépendants d'Afrique soient exclus des débats, pour que les démocraties populaires acceptent de laisser se perpétuer l'exploitation par le capitalisme français des pays embrigadés dans la "Communauté", pour que l'U.R.S.S. consente à bénir la poursuite du massacre en Algérie. D'ailleurs les récentes et impudiques prétentions de la France quant à "son droit de préemption" sur l'ex-Congo belge confirment la stagnation d'une mentalité colonialiste fidèle à l'époque de Brazza et Gallieni.

Mais cette ère est inéluctablement révolue.

Aujourd'hui, aussi bien les peuples afro-asiatiques que les pays socialistes manifestent une solidarité agissante à leurs frères encore colonisés qui luttent pour rejeter la sujétion. Le camp des forces de libération des peuples coloniaux est en progression irréversible.

Déjà le Manifeste de l'Internationale Communiste aux Proletaires du Monde entier affirmait que si les "Hindous, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe" en 1914-18 entraînés par leurs maîtres coloniaux, ce n'était certes pas au "nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France". De nos jours les Hindous et une minorité de peuples africains sont parvenus à mettre fin à l'esclavage colonial. Seule l'Algérie parmi les pays arabes demeure encore soumise au statut barbare condamné par l'Internationale Communiste.

Mais l'Afrique de 1960 n'est pas celle de 1884. Elle a définitivement arrêté sa politique de non-dépendance. Reprenant en main leur destin, les Africains ont décidé que ce destin ne sera que celui qu'eux-mêmes - et eux seuls - ont choisi qu'il soit celui d'hommes libres, capables de décider de leur sort et responsables de leur devenir.

Tant que les légitimes aspirations des Africains à la dignité, à la liberté et à l'indépendance ne seront pas satisfaites, ces hommes n'ont d'autre issue que de poursuivre leur lutte.

o o

Dès lors, Monsieur le Président, la continuation de la guerre coloniale d'Algérie demeure un obstacle aux possibilités toujours plus grandes de coopération internationale, de front commun contre l'impérialisme. Aussi la Fédération Rénouveau du Front de Libération Nationale Algérien est-elle persuadée que vous ne négligerez aucun effort pour amener le gouvernement français à envisager sincèrement la question algérienne dans l'esprit de notre époque c'est-à-dire dans le respect du droit des peuples à disposer réellement d'eux-mêmes.

La force des armes ne pouvant de nos jours rien trancher au fond sans l'accord des peuples intéressés, la seule voie pour y parvenir et ramener la paix dans cette région du monde est la négociation avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, porte-parole authentique du peuple algérien, dont il incarne les aspirations.

Document 10

FRONT DE LIBERATION NATIONALE
Fédération de France

A U P E U P L E F R A N C A I S

La déclaration du Général de Gaulle en date du 14 Juin et la réponse positive du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne ont soulevé un immense et légitime espoir.

Enregistrant avec satisfaction ce nouveau pas vers la Paix en Algérie, le monde entier souhaite voir aboutir rapidement les négociations qui s'ouvrent entre les deux parties. Cet espoir ne doit pas être déçu. Pour la première fois depuis six ans, des chances sérieuses apparaissent de régler définitivement le conflit franco-algérien dans l'amitié et l'intérêt de nos deux peuples.

Si la résistance invincible de l'Armée de Libération Algérienne, l'engagement total du peuple dans la lutte, et la réaction des deux tiers de l'humanité ont signifié aux gouvernements français successifs qu'il était vain de chercher à infléchir la volonté des Algériens par la force des armes, l'action des forces démocratiques de paix en France, qui depuis quelques mois ont secoué leur apathie, a également contribué à créer le climat fécond hors duquel les chances de paix librement et loyalement négociées ne pouvaient éclore.

La Fédération de France du Front de Libération Nationale tient aujourd'hui à saluer le courage de ces Français et Françaises qui - abandonnant le verbiage stérile ou les vœux pieux pour une paix abstraite qui constituait l'alibi permanent à l'inaction de la Gauche - ont su braver une légalité inique pour agir concrètement et directement dans le sens de la Paix.

La Fédération de France du Front de Libération Nationale, interprète des sentiments des 400.000 travailleurs émigrés en France, est persuadée que le sacrifice des Français poursuivis, emprisonnés ou contraints à l'exil pour leur soutien aux militants révolutionnaires Algériens, le courage des jeunes français insoumis et réfractaires à une guerre aussi odieuse qu'imbécile, seront le gage d'une amitié que ces pionniers auront

malgré tout préservée entre les peuples Algérien et Français.

Mais, que les Français amis des Algériens, et par là même sincères défenseurs de la Paix, se gardent de tomber dans une euphorie qui serait pour le moins prématurée.

A Paris et à Alger, les "attardés du colonialisme" feront tout pour présenter les négociations qui s'ouvrent comme une catastrophe. Ignorants des conséquences incalculables d'une rupture, ils s'acharneront encore à dresser des obstacles sur la voie de la Paix, dans leur volonté manifeste de perpétuer en Algérie une guerre sans issue pour la France, et d'instaurer un régime fasciste.

Il appartient aux forces démocratiques françaises de museler ces saboteurs, de déjouer leurs manœuvres, de prévenir leurs provocations, de faire échec à leurs actions subversives éventuelles : les Ultras ne désarment pas facilement !

Il appartient au Peuple français d'UNIR et de DEVELOPPER le mouvement pour la paix à travers le pays. L'ensemble des forces qui œuvrent pour une solution juste et négociée du problème algérien doivent se conjuguer en vue d'imposer la fin des combats et l'application loyale de l'Autodétermination.

La mobilisation permanente des masses, la vigilance et la pression des organisations françaises (partis, syndicats, mouvements de jeunesse) permettront le triomphe du bon sens et la conclusion rapide des négociations franco-algériennes.

PEUPLE FRANÇAIS !

Dans cette étape décisive, il y va de l'avenir des relations entre nos deux pays, entre nos deux peuples. Davantage : entre la FRANCE et l'AFRIQUE entière.

PARIS, le 29 Juin 1960

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

FRANCE

APPEL AUX ALGERIENS

Le Ministère de l'Information du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a publié le 19 Novembre le communiqué suivant:

" Le Gouvernement français a rendu public le 16 Novembre 1960, son intention de procéder à la réorganisation des pouvoirs publics en Algérie" par une loi que le peuple français approuverait par référendum.

Il est clair qu'il s'agit de doter l'Algérie d'un statut octroyé.

Le Gouvernement français qui a déjà pris des mesures administratives pour amputer l'Algérie de son Sahara, qui a préfabriqué les élections et institué des commissions dites d'état, et qui joue le chantage à la partition territoriale pour tenter d'empêcher le peuple algérien de se prononcer pour l'indépendance, fait donc un nouveau pas décisif dans le reniement du principe de l'autodétermination. Ce statut est destiné au surplus à provoquer l'émiettement du peuple algérien en communautés raciales ou religieuses artificielles.

Le G.P.R.A. qui est le garant du patrimoine national jusqu'au jour où le peuple algérien se prononcera librement, considère que la proclamation du droit à l'autodétermination a enlevé au Gouvernement et au peuple français tout pouvoir de se prononcer au nom et à la place du peuple algérien.

..... L'opinion publique mondiale constatera ainsi que la politique de la Vème République Française, dépourvue maintenant de tous ses artifices, revient à celle de la IVème. Elle ne peut que prolonger la guerre.

Le peuple algérien, riche de ses expériences antérieures, saura réserver à la nouvelle loi française le même sort que celui que connaît la "Loi-cadre".

Puisque le Gouvernement français s'est refusé à la négociation et qu'il cherche à imposer un statut en contradiction formelle avec l'autodétermination, l'opinion publique comprendra qu'il n'avère plus que jamais nécessaire que les Nations Unies contrôlent le référendum d'autodétermination de l'Algérie.

ALGERIENS ALGERIENNES

Régulièrement depuis le 1er Novembre 1954 notre peuple a signifié avec éclat son mépris à l'ennemi et boycotté ses urnes.

Aujourd'hui, comme hier, il faut qu'il sache que rien ne nous détournera de la voie que nous avons choisie et que nous poursuivons avec détermination jusqu'à la victoire: la voie de la lutte et du sacrifice pour la liberté qui ne s'octroie pas, mais s'arrache. L'ennemi feint d'oublier cette vérité. Nous nous chargerons de l' lui rappeler le 8 Janvier 1961 en ignorant son référendum.

PAS UN ALGERIEN N'Y PARTICIPERA Paris le 8/12/60

Document 12

LETTRE OUVERTE

au

SYNDICAT NATIONAL des INSTITUTEURS

par

LA FEDERATION DE FRANCE DU P.L.N

Dans un appel qui se veut solennel et qui a reçu l'approbation de la Fédération de l'Education Nationale, de la Ligue des Droits de l'Homme et d'un certain nombre de personnalités françaises, vous mettez l'accent sur la nécessité impérieuse d'une solution négociée du problème algérien.

Vous avez certes le droit d'apprécier de telle façon qu'il vous plait la situation en Algérie. Mais c'est la nôtre également de relever dans le texte de votre appel le caractère volontairement confusionniste qui l'entache, et de rejeter la formulation pseudo-humaniste dont il est imprégné. Car dans un effort qu'on aimerait pouvoir qualifier de louable, vous avez contrivié, peut-être malgré vous, à épaisir les ténèbres dans lesquelles est plongée l'opinion française face à la guerre d'Algérie! On eût souhaité de votre part une plus claire vision des événements historiques qui secouent l'Algérie depuis le premier Novembre 1954; on eût applaudi d'une plus saine prise de conscience devant les réalités algériennes. Hélas! au lieu de cela nous constatons avec regret que selon qu'on soit français ou algérien, les données de la véritable situation sont estompées ou affirmées.

Il n'est pas dans notre intention de polémiquer avec vous. Mais il n'est pas, non plus, possible nous peine de mériter votre paternalisme de ne pas vous communiquer les réflexions que nous suggère la lecture attentive de votre appel.

Et d'abord que signifie exactement la formule: "Communauté franc-musulmane" qui revient si souvent sous votre plume? Elle participe d'un double nouage: celui d'éviter de dégrader la spécificité algérienne de la communauté en question; celui de sacrifier à la terminologie "officielle" dont on sait de quel mépris de l'Algérie elle est assortie. Dans les deux cas l'emploi que vous en faites est à tout le moins condamnable, surtout pour des laïcs!

"Les exigences unilatérales ne concourent qu'à perpétuer le drame" affirmez-vous ensuite sur un ton de logique apparente. Qu'est-ce à dire? La revendication de la Liberté et de l'Indépendance exprimée par des colonisés, est-elle donc devenue pour vous "une exigence unilatérale" qu'on ne peut satisfaire? Vous êtes-vous posé - jamais - la question de savoir pourquoi les Algériens ont été amenés à prendre les armes? De quel droit et au nom de quel principe, vous autorisez-vous à considérer l'aspiration du peuple algérien à l'Indépendance comme une "exigence unilatérale"?

Ne serait-elle, n'est-elle pas plutôt naturelle et digne d'être agréée, d'autant que c'est au colonialisme qu'elle s'est arrachée? Il est vrai que pas une seule fois le mot colonialisme n'est utilisé par vous, et nous ne saurions croire que cet oubli, qui pourrait induire en erreur, ait été involontaire. Le conflit franco-algérien n'est pas une querelle de ménage qui relève de la justice de paix du quartier : c'est une affaire de vie ou de mort, et l'indépendance est la seule sanction qui garantisse les droits imprescriptibles du peuple algérien.

Puis vous vous adressez à la "Rébellion" (sic) et aux "Autorités françaises" pour qu'ils respectent la première, son idéal, les secondes, "les Droits de l'Homme". Décidément le jeu de la "balance égale" est de plus en plus en vogue dans certains milieux français dits avancés lorsque il s'agit de la guerre d'Algérie.

Comme elle doit être confortable la position d'arbitre moral dans laquelle vous vous installez, au-dessus de la mêlée ! Comme il doit être commode pour vous de contempler du haut de votre neutralité, le combat sanglant qui oppose un peuple héroïque à un système maléfique ! Comme il doit vous paraître beau le rôle de conciliateur que vous vous arrogez en la circonstance ! Mais vous ne pouvez pour autant échapper au jugement de l'Histoire : votre seule appartenance à la Nation qui depuis près de 130 ans écrase notre patrie vous crée des obligations et des responsabilités.

En vous érigeant, et en quels termes, en censeurs de la Révolution Algérienne sans vous attacher à analyser sérieusement ses causes et son caractère sacré de légitime défense, vous rejetez consciemment ou inconsciemment ceux de vos compatriotes qui font tant de mal à notre peuple. Ce faisant vous apportez votre caution d'éducateurs et de syndicalistes à une entreprise de mystification dont la nocivité sur l'état d'esprit de l'opinion de votre pays n'est plus à démontrer.

En réduisant les forfaitifs innombrables que l'armée de reconquête coloniale, la police et les civils français, commettent quotidiennement depuis trois ans en Algérie, à la dimension "d'actes de répression", d'exactions et mesures d'exceptions" vous piétimez la vérité et, consciemment ou inconsciemment, vous vous faites les complices d'une très grave imposture.

Quoi, accuser de "deshonneur et de haine" un idéal révolutionnaire tout tendu vers la Libération Nationale et sociale d'un peuple qui se refuse à la servitude coloniale !

Quoi, insulter au sacrifice de dix millions d'êtres humains qu'un impérialisme implacable a acculés à la dernière extrémité pour sauvegarder farouchement leur droit à l'existence !

Quoi, tenir la "balance égale" entre l'opresseur et l'opprimé, l'assassin et sa victime !

Cela est d'une odieuse injustice et révélateur de sentiments inadmissibles. Car enfin, ce ne sont pas les "douars" du Poitou ou de la Normandie qui flambent sous les bombardements de l'aviation algérienne et que nous voyions, les ratisages avec le viol, les exactions comme et les pillages qui les accompagnent n'ont pas pour théâtre la Dordogne ! Vous osez vous accorder qu'une importance très relative à cette tragique réalité

A vous lire, il s'agirait d'un banal malentendu !

Un "mur de haine existe en Algérie" C'est exact. Mais il est antérieur au premier novembre 1954 ; il date de 1830, et c'est l'impérialisme français qui par ses pratiques monstrueuses l'a élevé et consolidé.

Les Algériens, en recourant à la lutte armée, après avoir tenté vainement d'intéresser à leur malheureux sort le peuple de France, ne font qu'exercer leur droit de légitime défense : il n'a pas dépendu d'eux que le drame actuel n'eût pas lieu.

Etait-il possible, d'ailleurs, qu'il en fût autrement ? Lorsqu'on songe aux terribles humiliations que subissent les Algériens sur la terre de leurs ancêtres, depuis plus d'un siècle, du fait du régime raciste que leur a imposé la France, on ne peut que répondre par la négative.

Vous mêmes, Messieurs les éducateurs, n'avez-vous pas participé dans le domaine qui vous est particulier à la tentative de dépersonnalisation de notre peuple en vous efforçant d'inculquer à nos enfants, sur les bancs de vos très rares écoles, ce mensonge historique : "nos aïeux s'appelaient les Gaulois" ? Reprenez donc vos manuels pédagogiques à l'usage des enseignants et vous réaliserez peut-être toute l'étendue de vos responsabilités dans la situation présente.

Plutôt que de jouer les "innocents" et les conciliateurs désintéressés, ayez le courage et la probité intellectuels de reconnaître qu'il est impossible d'humaniser le colonialisme mais qu'il faut le détruire !

Telles sont les réflexions que nous suggère votre appel.

C'est sans artifice de style et en toute loyauté que nous les livrons à votre méditation. Puissez-vous découvrir dans leur nécessaire franchise l'expression d'un désir sincère de clarification et de compréhension de nos positions respectives.

La Fédération de France du
FRONT DE LIBERATION NATIONALE

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

FÉDÉRATION DE FRANCE

DECLARATION DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE

Le putsch du 22 Avril 1961, réalisé par les généraux suivis par une partie des cadres et de l'armée coloniale française opérant en Algérie, a été la conséquence logique de la politique fondamentale appliquée par les gouvernements successifs français.

Quels que furent les constitutions, les régimes ou les gouvernements que la France s'est donnée, elle a concrètement depuis sept ans - et sans que les variantes de vocabulaire des responsables passagers du pouvoir changent en rien la réalité - constitué, équipé, fortifié une armée colossale dont la raison d'être est, non pas la défense de la vie, de l'honneur et des biens du peuple français, mais l'étouffement des aspirations humaines parfaitement légitimes d'un autre peuple que les vicissitudes avalent, à un moment donné de l'Histoire, placé sous la dépendance française.

Or, une armée aussi puissante, ayant des objectifs aussi rétrogrades, se mouvant dans le milieu pernicieux des colonialistes établis en Algérie, ne pouvait devenir à la longue que l'instrument idéal pour l'installation du fascisme, dans cette métropole même qui l'a forgée pour lui conserver sa colonie, et devait fatalement se retourner contre le peuple qui, par sa passivité et sans s'en douter, a entretenu cette vipère.

Il serait toutefois trop aisé de rejeter aujourd'hui l'entière responsabilité du coup d'état, sur le "quartieron de généraux félons", et infiniment dangereux pour les démocrates et le peuple français de retomber dans l'attentisme une fois l'alerte passée.

Car, le "socialiste" Guy Mollet qui envoya le contingent en Algérie et fit de cette sale guerre non seulement une expédition de mercenaires mais un conflit de peuple à peuple ; les partis qui votèrent les pouvoirs spéciaux dominant par là des moyens exorbitants aux militaires d'Algérie ; la passivité de certains dirigeants de gauche et du mouvement ouvrier le 13 Mai 1958 ; les condamnations que d'aucuns prononcèrent contre les seuls démocrates conséquents qui refusèrent de participer à la guerre abjecte ou approuvèrent le refus de servir comme mercenaires dans l'armée de Salan puis de Challe : voilà autant de faits qui, sous prétexte de réduire la Révolution algérienne ont pratiquement permis aux factieux de préparer leurs complots et au fascisme de naître.

FRANÇAIS !

Nous avons toujours affirmé que le peuple algérien n'est pas l'ennemi du peuple de France, et les 400.000 travailleurs algériens émigrés en France ne sont toujours tenus prêts à entrer dans la lutte aux côtés des démocrates, contre la réaction fasciste.

Les ennemis des libertés de nos deux peuples : les parachutistes, les légionnaires qui, lors de la bataille d'Alger ont rempli la baie de cadavres de révolutionnaires torturés, sont ceux-là même qui, hier, s'apprêtaient à débarquer sur les aérodromes parisiens pour vous soumettre à leur loi fasciste.

On a fait gloire à de nombreux officiers de l'armée d'Algérie d'avoir, depuis sept ans fusillé, torturé, violé, brûlé au napalm, regroupé, marqué un peuple qui n'aspire qu'à sa liberté et à sa dignité. On les a honorés, distingués, promus pour avoir "pacifié" l'Algérie ; c'est pourquoi certains ont voulu poursuivre cette œuvre "pacificatrice" sur l'autre rive du "fleuve méditerranéen" qui, comme le disait l'un d'eux, traverse la France comme la Seine traverse Paris.

Et pourquoi donc, si la guerre devait durer en Algérie, d'autres officiers ne procéderaient-ils pas à une quatrième tentative après les trois précédentes : celles des 13 Mai 1958, 24 Janvier 1960 et 23 Avril 1961 ?

Un fait doit être aujourd'hui clair et définitivement acquis : seule la guerre coloniale d'Algérie qui dure depuis sept ans grâce surtout à la lâcheté du peuple français qui fournit l'intégralité du contingent nécessaire à l'armée coloniale, a pu créer une situation propice à l'établissement du fascisme en France.

Plus que toute autre guerre coloniale, la guerre d'Algérie (parce qu'elle est, sans aucun doute, la dernière de ce genre et rassemble dans le camp des jusqu'aboutistes les racistes les plus bornés, les officiers factieux revanchards et les colonialistes désespérés) est le bouillon de culture le plus favorable au développement du fascisme dont le peuple français subira d'autant plus les rigueurs que cette guerre aura plus longtemps duré.

IL IMPORTE DONC QUE LES FRANÇAIS METTENT FIN A CETTE GUERRE

Comprenant enfin que le combat du peuple algérien contre l'exploitation coloniale - en premier lieu pour son indépendance nationale - se confond avec celui des classes laborieuses et de tous les démocrates de France pour leurs libertés fondamentales, il appartient désormais aux masses françaises d'appuyer sans réticences la révolution algérienne pour qu'ensemble nos deux peuples triomphent simultanément du colonialisme et du fascisme.

PEUPLE DE FRANCE !

Dès aujourd'hui, il n'est plus tolérable que les anticolonialistes conséquents et les antifascistes conscients demeurent dans les prisons du pouvoir, parce que précisément ils ont eu la clairvoyance de combattre en France, aux côtés de la Révolution algérienne, le fascisme, avant qu'il se soit cru assez fort pour tenter de s'imposer par un putsch militaire.

L'écrasement définitif de tout germe de fascisme n'interviendra que lorsque l'armée française ne sera plus utilisée pour étouffer la liberté des peuples et que le matériel nécessaire à cette entreprise d'asservissement ne lui sera plus fourni.

La Fédération de France du F.L.N., consciente d'agir dans l'intérêt commun de l'émigration algérienne exploitée et des masses laborieuses françaises, appelle les démocrates, les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants et tous les travailleurs de France

A S'OPPOSER A L'ENVOI DE TOUT SOLDAT ET A L'EMBARQUEMENT DE
TOUT MATERIEL DE GUERRE POUR L'ARMÉE D'OCCUPATION EN ALGERIE

Pour conclure la paix si ardemment souhaitée par nos deux peuples, la Fédération de France du F.L.N. appelle tous les Français et Françaises à exiger de leur gouvernement l'ouverture immédiate et sans préalable, de négociations franches et loyales avec le G.P.R.A., seul représentant valable du peuple algérien.

Paris, le 27 Avril 1961.

Document 14

AMICALE GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

APPEL DU COMITE DIRECTEUR DE L' A.G.T.A.

De diverses sources françaises, le Comité directeur de l'A.G.T.A. vient d'apprendre que certains milieux politiques et administratifs d'ALGER et de PARIS sont prêts à tout tenter, y compris des machinations policières, pour obtenir la dissolution de l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens résidant en France.

Afin de prévenir ces manœuvres tendant à isoler l'émigration algérienne et à la priver de tout moyen légal d'expression, l' A.G.T.A. lance un appel solennel aux travailleurs et à l'opinion publique française.

Organisation non politique, l'A.G.T.A. est une Amicale qui regroupe, sans exclusivité, les syndiqués algériens des différentes Centrales : C.G.T., F.O., C.F.T.C., Autonomes, afin de leur permettre de lutter plus efficacement pour la défense de leurs revendications particulières, et de travailler en commun à la promotion culturelle, professionnelle et syndicale des émigrés.

Tout en restant indépendante de la lutte politique proprement dite, elle n'a cessé, depuis sa création, de multiplier les contacts avec tous les Français de bonne foi et elle entend les poursuivre malgré les difficultés, afin de faciliter une meilleure compréhension nécessaire entre nos deux peuples.

Dans leur journal " L'Ouvrier Algérien " et par leur action quotidienne, les militants de l'A.G.T.A. manifestent concrètement leur solidarité à la classe ouvrière française. Beaucoup d'entre eux ont été victimes de l'arbitraire gouvernemental et ont été arrêtés et transférés illégalement en Algérie (par exemple Bouzar Abdelahman, Kabhène Mouloud, Dib Hessaoud, membres du Comité directeur) alors que leur activité, strictement syndicale, s'exerçait publiquement.

Les Algériens réclament le respect des droits reconnus par la loi à tous les travailleurs vivant en France. Devant les menaces de la réaction colonialiste, ils espèrent que les Centrales ouvrières et tous les Français honnêtes se rangeront à leurs côtés pour déjouer les manœuvres contre la liberté d'association et exiger la libération des syndicalistes emprisonnés.

PARIS le 22 Avril 1958
Le Comité Directeur de l'A.G.T.A.

Cet appel a été adressé :

- à nos camarades Secrétaires généraux de la C.G.T. - C.G.T.-F.O., C.F.T.C., F.E.N.
- à M. le Président de la Ligue des Droits de l'Homme,
- à M. le Président du M.R.A.P.
- à diverses personnalités, et communiqué aux journaux et Agences de presse.

Document 15

Amicale Générale des Travailleurs Algériens
Résident en France

(A.G.T.A.)

Déclaration du Comité Directeur de l'A.G.T.A.

Le "coup du 13 Mai" à Alger semble avoir frappé d'étonnement la grande majorité des Français. Pour nous Algériens, il est apparu au contraire comme l'aboutissement logique d'une situation politique que nous n'avons cessé de décrire et de dénoncer depuis de nombreuses années, bien avant le 1er Novembre 1954.

Le pouvoir souverain de la Métropole en Algérie n'a jamais été autre chose qu'une fiction juridique, le pouvoir réel de fait étant entre les mains des grands patrons de la colonisation.

Le "coup du 13 Mai" a seulement rendu publique une situation que tous les régimes avaient jusqu'ici pudiquement dissimulée.

LES "FRANÇAIS D'ALGERIE"

Qui sont en effet ces gens qui, en ce moment, hurlent dans des meetings hystériques leur volonté de gouverner en maîtres, non seulement les Arabes, mais la France entière ?

Descendants de Français, d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais, de paysans et d'ouvriers chassés de leur pays par la misère au cours du 19ème siècle, ils bénéficient du fait du système colonial d'un véritable privilège de caste. Même lorsqu'ils sont socialement ou économiquement dans les échelons les plus bas de la hiérarchie, il leur reste au moins la possibilité de s'affirmer des êtres supérieurs, par rapport à la masse "indigène"; c'est pourquoi les plus râtés parmi les Européens sont précisément les plus acharnés à soutenir les gros colons qui, par leur puissance financière, sont seuls capables à leurs yeux de maintenir le système.

Pour les mêmes raisons le petit cultivateur soutient aveuglément le "gros", le petit fonctionnaire les grands patrons de l'Administration, et l'ouvrier vote pour le capitaliste, une aberrante solidarité de race prenant le pas sur la solidarité de classe.

Les "Français d'Algérie" (c'est ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes pour se différencier) méprisent profondément les Français métropolitains; les "francois" ne savent pas garder leurs distances vis-à-vis des Arabes lorsqu'ils débarquent à Alger et, lorsqu'ils sont à Paris, ne comprennent rien aux réalités algériennes; ne les a-t-on pas vus voter des lois qui risquaient de saper les fondements de la colonisation ? (heureusement que les CUTTOLI et les BORGEAUD ont toujours veillé...)

L'ALGERIE FRANCAISE

Pourquoi la fiction de l'Algérie française s'est-elle cependant maintenue ?

Lisons ce qu'écrivait une revue d'Alger en 1922 :

"Lorsque les Arabes ont été matés, nous avons organisé le pays, et cette organisation affirme l'idée de supériorité du vainqueur sur la vaincu, du civilisé sur l'homme inférieur..... Nous sommes les légitimes propriétaires du pays".

L'Algérie n'est donc pas, aux yeux de ses habitants européens, une terre française. Elle est la légitime propriété des colons.

Il semble qu'un tel état d'esprit, qui s'est développé dès le lendemain de la conquête, aurait dû amener tôt ou tard la séparation de la métropole et la constitution d'un Etat colonial ségrégationniste analogue à celui d'Afrique du Sud.

Pourquoi cela ne s'est-il pas produit ?

Une seule raison suffit à l'expliquer : la puissance matérielle de la métropole n'a cessé, depuis 1830, d'être nécessaire pour maintenir la subordination du peuple algérien.

Les Algériens avaient été difficilement soumis, et BUGEAUD lui-même les avait dit vaincus, mais non domptés. Face aux fils des combattants d'ABD-EL-KADER, il fallait donc rester vigilant, et la minorité européenne était incapable d'assumer seule cette responsabilité. La France, elle, le pouvait. Le mythe de "l'Algérie, province française", savamment exploité, permit d'appeler au secours l'armée des "Francois" chaque fois que les Européens jugèrent leur domination en péril; ainsi les jeunes soldats français qui, dès 1871, tombèrent dans les djebels, furent censés être "morts pour la patrie" et non pour la défense des privilèges d'un groupe.

LA POLITIQUE DU CHANTAGE

Le coup du 13 Mai 1958 n'est pas le premier de ce genre. Le 8 Novembre 1870, déjà, des ultras se rebellèrent ouvertement contre le pouvoir central de Paris, suspect de libéralisme, et proclamèrent un "Comité de Défense"; cet ancêtre du Comité Massu ne dura que quelques semaines. La sécession s'avérant impossible, les ultras comprirent qu'il leur fallait manœuvrer avec plus de diplomatie. Ils réussirent peu à peu à conquérir une véritable autonomie de fait, contrôlant l'économie, noyant le Gouvernement Général, et s'assurant l'appui de l'armée par un habile politique de mariages entre officiers et filles de gros colons.

D'objectif avoué, la sécession devint un moyen de chantage efficace pour dénaturer toutes les velléités de réformes libérales ou les faire avorter.

Vint la guerre de 1939-45, et l'immense mouvement d'émancipation des peuples colonisés. Niant l'évidence historique les ultras condamnèrent DE GAULLE et sa timide politique de Brazzaville et sabotèrent le Statut de 1947. (Leur porte-parole BOYER-BANSE allant jusqu'à faire appel à l'O.N.U.) Patiemment, ils organisèrent dans la Métropole leur propagande afin de détourner à leur profit l'idéal patriotique des Français. "Algérie Française Alsace-Lorraine..." Ils furent aidés dans cette tâche par une presse achetée et les groupes d'extrême-droite avec lesquels ils firent le Front Commun de la Réaction contre le Progrès. Ils attendaient l'orage du 1er Novembre 1954 et s'y préparaient, sachant qu'ils allaient jouer leurs dernières cartes. Il faut leur rendre cette justice qu'ils se sont bien préparés. Le 6 Février 1956, ils imposèrent à MOLLET, contre la volonté manifestée par le peuple français, la poursuite d'une guerre qu'il déclarait "imbécile" un mois auparavant. Successivement, ils s'ingénierent à couper tous les ponts entre le peuple de France et l'Arabe; ce fut le "coup de l'avion", ce fut Sakhiat. Les ultras, maîtres à Alger vivaient cependant dans la perpétuelle inquiétude de voir le peuple de la Métropole se réveiller et exiger la paix dans la justice et l'égalité avec le peuple algérien. IL leur fallait donc devenir aussi les maîtres à Paris, et ils organisèrent dès 1956, leur prise de pouvoir. Leur complice SOUSTELLE créa l'U.S.R.A.F., groupement qui, sous le couvert du patriotisme, se mit à monter le complot? Le 13 Mai, ils jetèrent enfin le masque.

DEFENSE DE LA REPUBLIQUE ?

La défense des institutions françaises ne regarde pas les Algériens. Nous n'avons pas à choisir entre DE GAULLE et un autre. Mais nous nous trou-

- 3 -

vons, avec les républicains français, devant un même ennemi. Les ultras d'Alger et la réaction de Paris, unis, révèlent le vrai visage de la guerre. Aux républicains de comprendre que leur combat ne peut être victorieux que s'ils ont le courage de dissiper toutes les équivoques. "Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre".

Nous, les 400.000 Algériens vivant dans ce pays, sommes prêts à apporter notre appui au peuple de France. Mais nous ne le ferons que si nous avons la garantie de ne pas être escroqués comme en 1936 et 1945. Nous attendons des républicains français qu'ils traduisent dans les faits leur anti-colonialisme, en imposant l'ouverture de négociations avec le F.L.N., sur la base de la reconnaissance de l'indépendance.

Alors, mais alors seulement, nous serons à leurs côtés.

PARIS le 30 mai 1958

Document 16

AMICALE GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

COMMUNIQUE

Le Général de GAULLE est allé en Algérie et il a parlé.

Nous, syndicalistes algériens, n'avons pas à interpréter ses silences, mais seulement à prendre acte de ce qu'il a dit reprenant les slogans colonialistes "Algérie Française".... "10 millions de français à part entière".... "élections dans le cadre français"...

Ce sont là des déclarations claires, nettes et sans équivoques. Le général de GAULLE a ainsi reconnu la véritable réalité de la lutte des "combattants courageux" du maquis auxquels il a pourtant rendu hommage. Ces combattants n'ont pas pris les armes par "désespoir" mais au contraire avec l'espoir et la détermination de construire une Algérie égalitaire pour tous, maîtresse de son propre destin.

Frères Algériens ?

Ce que l'on nous propose de nous octroyer aujourd'hui ne correspond en rien au principe universellement admis du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour lequel notre vaillant peuple lutte, souffre et espère depuis quatre ans.

Au lieu de la paix par la libre négociation, le général de GAULLE a choisi la poursuite de la "pacification" et le paternalisme. Les travailleurs Algériens, comme les travailleurs Français savent ce que signifie le paternalisme quel que soit le visage qu'il se donne : néo-colonialisme avec ses services psychologique ou néo-capitalisme avec ses "relations humaines".

Les syndicalistes Algériens sont majeurs et conscients. Ils savent que l'amélioration de leurs conditions de vie et la réalisation de leur promotion humaine dépendent de leur seul combat national. Ils savent aussi que le développement harmonisé de leur pays et la répartition équitable du revenu national algérien exige d'eux :

- de gros sacrifices pour une longue période encore
- une lutte implacable pour la destruction du système colonial
- l'instauration d'un régime politique authentiquement algérien, conforme aux aspirations socialistes du peuple algérien, régime seul capable de mettre un terme à l'exploitation capitaliste et d'exproprier les féodaux terriens au profit des fellahs.

C'est pourquoi les travailleurs algériens ne peuvent en aucun cas faire confiance au général de GAULLE.

Nous répondons NON à l'"Algérie Française" et NON à l'"intégration".

Le Comité Directeur de l'A.G.T.A.

9-6-1958

Document 17

A MICAIE G E R A L E T R A V A I L L E U R S A L G E R I E N S

EN FRANCE

BULLETIN INTERIEUR
ET D'INFORMATION

Janvier - Février n°

SOMMAIRE

- I EDITORIAL: PRECISONS NOTRE POSITION
(par l'équipe de Direction)
- II LE SYNDICALISME DANS LA LIBERATION DU MAGHREB
(par un Militant ouvrier)
- III LA REPRESSION EN FRANCE
- IV RENCONTRE A Claude BOURDET
- V DIVERS: - (Communiqués et Informations)

CE BULLETIN EST VENDU 2 NF.

EN FAVEUR

de L'ENFANCE ALGERIENNE ET
DES SINISTRES D'AGADIR

1960 ?

PRECISONS NOTRE POSITION

L'Amicale Générale des Travailleurs Algériens aborde sa quatrième année d'existence. Malgré l'interdiction qui la frappe, semblable à celle qui a dissout l'U.G.T.A. en Algérie et l'U.G.M.A. elle n'a continué pas moins à poursuivre l'accomplissement de sa mission: organiser à vocation d'éducation, de formation des cadres, d'orientation des jeunes et des liaisons entre tous les Algériens en France, l'U.G.T.A. constitue une véritable association dynamique et créatrice. Venue souvent d'horizons politiques, syndicaux ou professionnels différents, ses membres se trouvent unis par un même idéal; le sentiment national de solidarité envers notre pays et notre peuple en lutte pour sa libération. Tel est le contexte dans lequel s'inscrit sa mission.

Assurer une unité politique et nationale de tous les émigrés, lui donner un sens plus concret, l'inscrire dans une forme d'action utile, la rassembler autour d'un objectif positif, créateur de progrès, voilà les raisons qui justifient pleinement notre existence.

Nous ne sommes pas un mouvement à caractère revendicatif, destiné à collaborer avec les pouvoirs publics en France. Nous n'avons aucun bilan à présenter sur ce point. Nous ne nous érigeons pas non plus en mouvement syndical qui se définit par d'autres principes d'action et des structures spéciales; Nous ne nous camouflons dans aucun organisme. Nous agissons par nous-mêmes, suivant les conditions qui nous sont faites en France. Nous ne nions pas notre personnalité et le but que nous nous assignons. Nos méthodes marquées par la clandestinité, restent pourtant celles d'un groupement soucieux d'éducation et d'efficacité pour une ascension vers le mieux être et le savoir accru.

Appelés à vivre dans un milieu social où le travail diffère de notre milieu d'origine, il nous faut tenir compte de la nécessité d'une adaptation à la vie européenne. La présence de 400.000 Algériens, dans l'ensemble de la France, pose des problèmes complexes, dont nous voudrions assurer la charge, en hommes majeurs. Nos militants, instruits par nous se sentent plus armés pour intervenir dans leurs syndicats respectifs ou auprès de leurs employeurs.

Plus important encore, nous établissons des liens d'amitié véritable basée sur une attitude désintéressée, avec bon nombre d'amis français, de cercles culturels et de milieux de travail. On apprend à s'aider à s'apprécier, à se mieux connaître et même à expliquer sans haine et sans peur tous les aspects du drame actuel. Nous nous unissons pour l'avenir de nouvelles raisons de coopération. On sera surpris en France, lorsque la paix reviendra, du nombre de ces hommes de valeur qui ont su conserver intacte la confiance des Algériens malgré la tourmente et les problèmes de conscience. C'est avec ces amis et leurs organisations que nous reprendrons la tâche de reconstruction au grand jour.

Nous pensons au lendemain de la guerre et nous établissons nos prévisions, nous avançons avec prudence, mais méthodiquement.

- 2 -

Sommes-nous prêts et équipés, pour affronter tous les problèmes (dont nous venons de parler) ?

Certainement non, si l'on pense à leur ampleur et aux forces colossales qui se dressent devant nous. Nous avons beaucoup fait et il nous reste encore plus à réaliser et à apprendre. Tous les Algériens en France, doivent se joindre aux militants de l'A.G.F.A. Notre travail méthodique, qui est le résultat d'une longue expérience, s'enrichira de l'accord de chacun. Nous vous proposons de venir nous aider à compléter nos recherches sur :

- les plans prospectifs d'avenir.
- la situation de l'ensemble de l'immigration Algérienne avec sa répartition et ses chances devant la vie.
- les moyens de réaliser une promotion.
- les problèmes d'éducation familiale des enfants.
- la formation des cadres par une organisation judicieuse, par des conseils pédagogiques et d'orientation professionnelle.

- la participation totale à la lutte de libération nationale, derrière le G.P.R.A., son armée et ses diverses organisations.

- les moyens de lutte contre les divers facteurs de retard et de misère. Nous avons déjà mis en application une partie de notre plan. Hommes et femmes, se remettent à l'étude, à tous les niveaux. Un courant d'effort permanent est créé. Le désir d'amélioration et de progrès rapide soutient cet élan. L'A.G.F.A. en est l'animatrice discrète et résolue. Avec ses propres moyens, l'enthousiasme et la foi qui animent ses militants, elle tente de conduire l'ensemble de la population algérienne en France à la conquête du niveau intellectuel et technique de l'Homme moderne.

Quelque cela suffise simplement à une tâche d'homme, l'A.G.F.A. suit avec vigilance le déroulement des événements. Elle apporte des éléments de jugement et de réflexion, grâce aux informations parvenant de toutes ses sections. Elle assume le rôle et la mission qui lui sont confiés. Elle exprime l'opinion de la majorité de la population Algérienne en France.

Les équipes de l'A.G.F.A. savent qu'après l'insurrection manquée de Lagallardo et Ortiz, une partie de la presse et les cercles gouvernementaux français tentent de faire "basculer" la population algérienne par une prise de position favorable au Général de GAULLE. Une nouvelle force est sollicitée et recherchée, encouragée à s'exprimer tout en Algérie qu'en France. Il faut que l'on sache ceci :

- le fait de mettre de Gériqy en prison ne suffit pas à dégeler notre peuple. Nous notons l'incident, unique dans l'histoire de la colonisation : un coup contre les ultras, avec une certaine attention satisfaisante. Il ne constitue qu'une première étape dans la réalisation des conditions de cessez-le-feu.

On a crié aussi, après les incidents de Mostaganem et quelques interviews d'individus, que les Algériens étaient devenus gaullistes. Là encore, il ne faut pas prendre ses desirs pour des réalités. Les Algériens commencent à croire que le Général de Gaulle était le seul à avoir de l'autorité en France et dont peut-être à pouvoir traiter avec le G.P.R.A. Mais sa récente visite aux officiers et ses propos font penser le contraire.

Le Général nous déclare solennellement dans sa dernière conférence du 29 Janvier qu'il se refuse à traiter avec le G.P.R.A. pour ne pas lui reconnaître une représentativité. Ses discours de la semaine du 1er au 4 Mars 1963 le confirment. Cela suffit encore pour faire tomber toute possibilité de confiance spontanée au Général. Une politique à tant de se définir après la reddition des barrières symboliques : "Adérailisme, association, rétroculisme, solution la plus française", etc... là encore les Algériens ne suivent pas et ne se laisseront pas imposer ou octroyer quoi que ce soit. Toute élection, nécessairement orientée et dirigée, puis contrôlée par l'administration et l'armée n'aura aucune valeur à nos yeux. Elle ne sauvera rien et ne fera pas cesser la lutte. Elle suivra le sort de toutes les autres.

Nous avions simplement pris acte du principe de l'autodétermination. Il aurait pu avoir des chances d'être appliqué s'il était réalisé en plein accord avec le G.P.R.A. Les peuples d'Algérie et de France auraient eu alors de nouvelles raisons d'envisager un avenir commun. Les Ultras, les tortionnaires des exploités, et les assassins mis à part, nous prouverions que nous ne sommes pas les ennemis des Français. Tous les républicains, les démocrates de France et du monde entier s'efforcent depuis laissent à l'écart des ultras. Le Général de Gaulle semblait avoir essayé d'un moyen viril et spectaculaire l'heure de la décolonisation en France. D'autre part devait être faite encore. Mais, après la déclaration du Président Abane, du 29 Février 1963, le Général de Gaulle répond par un refus et une exigence inacceptable : la reddition des armes.

LA LETTRE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Si nous avons pris acte du redressement du Général de Gaulle, le 1er Février 1963, nous ne sommes pas plus rassurés sur sa politique à venir, car son amour continue la tâche d'écroulement qu'il lui a assignée. Lui-même et ses généraux proclament encore "la permanence de l'Algérie Française". La presse parle d'attentisme des "élites" ou des "cadres" algériens : les observateurs superficiels sont tentés de dresser une liste des couches sociales en fonction de ce qu'ils constatent en Europe. Erreur profonde, car tout aussi bien en Algérie qu'en France, tout le peuple fait front derrière le G.P.R.A. On oublie trop que nous sommes déjà un Etat. En France, la Nation Algérienne ne sent plus un être. Elle est reconnue, identifiée. C'est une guerre dure qui forge cet état, lui ont donné une vie réelle. Il a son Gouvernement, ses services, son budget, son opinion publique, ses aspirations, sa réputation, sa dignité, ses réussites et ses échecs et son ambition. Cela compte maintenant. Nous voulons la paix, mais il faut qu'elle soit la paix.

Si nous savons que la paix passée par le Général de Gaulle en France, celui-ci doit nécessairement se convaincre que le même aveu de paix ne peut s'équilibrer que par le G.P.R.A.

Il faut que l'on sache que nous avons une politique à proposer aux Français de France et à ceux d'Algérie. Elle peut être celle d'une vie nouvelle, meilleure, empreinte d'un véritable esprit de coopération et de complémentarité, ménageant les intérêts légitimes, reconstruisant les données de toute domination ou de tout empire. A partir du moment où le consentement du G.P.R.A. nous est par le peuple algérien est obtenu pour l'ouverture des négociations, l'enthousiasme et le renouveau combleront bien des malentendus et des souffrances. Tous les obstacles aujourd'hui infranchissables disparaîtront en grande partie.

Il y aura des chances nouvelles si vraiment
....l'armée française en Algérie qui constitue le second obstacle non encore franchi, n'arbitre plus la situation.

Si tout le personnel politique en Algérie acceptait d'établir la transition vers la solution négociée,

Si les forces occultes qui ont intérêt à faire durer cette guerre si rémunératrice étaient réduites au silence.

Si les camps et les prisons se vidaient.

Si la répression s'arrêtait en Algérie et en France.

Si la négociation s'ouvrait

Alors des chances nouvelles se dégageraient pour tous.

Les revirements politiques du Président de Gaulle, d'une semaine à l'autre, de la visite au Languedoc, à la tournée dans les popotes d'officiers au début Mars nous confirment dans notre scepticisme. Le Général nous traite en grand militaire : il veut la reddition de l' A.L.N. Cela, il ne l'aura pas.

NOUS COMPTONS SUR NOUS-MÊMES

Les suppositions ne constituent pas un baume suffisant pour les Algériens. Travailleurs de toutes catégories, hommes, femmes et enfants sont prêts à tout : aborder la paix ou soutenir la guerre. En France, l'A.G.T.A. a conscience de réfléchir les pensées profondes du peuple dont elle est une partie importante active. C'est pourquoi, elle entreprend de préparer l'avenir, sans attendre la décision du Général. Que les meilleurs de nos frères et nos secours nous rejoignent. Nos équipes doivent être nombreuses. Notre mission est précise. Elle exige des militants de qualité. Nous savons qu'il y en a beaucoup. Répondez avec joie chaque fois que l'on fera appel à vous. Plus forts, plus unis, plus solidaires nous aurons mérité de notre patrie martyre.

L'Equipe de Direction

LE SYNDICALISME DANS LA LIBERATION DU MAGHREB

R.D.L.R. { nous avons demandé à un ouvrier Algérien, responsable syndical dans son usine, son avis sur le syndicalisme au Maghreb et le sens de l'action syndicale.

Le 5 Décembre 1952, tombait sous les balles du colonialisme français, un héros et un des premiers précurseurs du syndicalisme Nord-Africain, FERRAT HACHEM, dont le nom est à jamais attaché à l'Histoire du MAGHREB ARABE.

Le 26 Juillet 1959 succombait héroïquement sous la torture des paracutistes français, un autre combattant de la cause syndicale et l'un des dignes fils de la Patrie Maghrébine, notre regretté AISSAT IDIR.

Auparavant déjà, la Centrale Syndicale du Maroc avait payé le tribut de la libération, en perdant ses meilleurs militants. Avec HACHEM et AISSAT, avec tous les héros qui ont payé de leur vie leur fidélité à la noble cause des masses déshéritées qui sont les travailleurs, disparaissent de grandes figures du syndicalisme dans cette partie de l'Afrique en mouvement.

Par leur sacrifice, le sacrifice suprême, ils ont scellé l'unité avec les peuples frères. Leur lutte constitue l'une des plus glorieuses pages de notre Histoire. Leur souvenir demeure à jamais vivant. C'est cette fidélité émouvante et cet attachement au souvenir de ceux qui ont lutté et qui ne sont plus, qui donne toute sa valeur à l'Histoire des peuples, source intarissable où l'on vient puiser de nouvelles énergies et tirer des enseignements.

En procédant à un léger recul du temps, on constate avec une certaine fierté mêlée d'émotion que ce qui est la grandeur de l'homme et ce qui donne une signification à la vie, a toujours été et reste cet attachement solide à certains principes et à certaines valeurs.

Au même moment, on s'aperçoit non sans amertume, que le colonialisme piétine ces principes pour lesquels tout homme digne, vit et accepte de mourir. C'est dans le combat acharné qui oppose les forces de l'oppression aux Patriotes déterminés et profondément imprégnés de justice, de liberté et de démocratie, que se sont forgés les hommes qui font l'Histoire de ce 20^e siècle dans les pays encore assujettis.

C'est dans le cadre de cette bataille que se situe toute la vie et toute l'action de FERRAT HACHEM, devenu le symbole de la lutte pour l'émancipation sociale des masses laborieuses opprimées. Ce qui fait la grandeur de ce patriote, c'est l'option qu'il a su faire avec courage à un moment déterminé et dans des circonstances difficiles. Ce choix devait marquer toute l'orientation syndicale et nationale de la Tunisie en aboutissant à la création d'une centrale ouvrière nationale.

On sait depuis le rôle qu'ont joué et que continuent de jouer les organisations syndicales par leur contribution active à la bataille de la Libération hier en Tunisie et au Maroc, aujourd'hui encore en Algérie et dans le monde entier grâce à l'U.G.T.A. et en France à l'A.G.T.A.

Notre mouvement ouvrier Algérien a pris naissance à son heure, au milieu de la société colonialiste. Il s'est constitué malgré la guerre et la répression. Il a pris corps, s'est enraciné et a grandi. Les luttes multiples l'ont tour à tour décimé, mais aussi endurci, affirmé et rendu plus résolu.

La place du mouvement syndical, dans la lutte menée par notre peuple est grande. Ses militants sont issus de la grande famille des travailleurs : ouvriers et paysans. Comme eux, ils ont connu les tourments de la faim. C'est à la dure école du travail qu'ils ont été formés. Ils ont compris qu'un régime social basé sur le progrès économique et la justice sociale n'était concevable que dans un pays échappant à l'empire colonialiste et où les travailleurs peuvent s'exprimer librement et participer à la gestion des affaires de la nation.

Chaque année devant la tombe de tous les héros martyrs, les syndicalistes proclament leur attachement indéfectible aux principes qu'ils ont défendus jusqu'à leur mort. L'un de leur rêve le plus cher a été de voir une Afrique du Nord où la classe ouvrière fraternellement unie, bénéficierait de meilleures conditions de vie et de travail, dans la Liberté, la Prospérité et la Justice.

C'est aussi notre volonté, nous, syndicalistes militants, dans nos milieux de travail et membres de l'A.G.T.A.

Nous disons partout à nos frères de participer activement à tout ce qui se prépare pour la prise en charge de nos destinées. Nous ne sommes plus des suiveurs ni des diminutés, ni des pris en charge. Chacun à son poste, suivant son niveau de connaissances, doit apporter sa contribution. Nous devons être les artisans de notre avenir.

LA REPRESSION EN FRANCE

L'ARRESTATION DE MRS OUSSÉDIK ET BAWABDILLAH A CONSTITUÉ UNE GRAVE
MENACE CONTRE LES MILLIERS D'ALGÉRIENS EMPRISONNÉS EN FRANCE.

Nous avons dénoncé à plusieurs reprises les arrestations arbitraires, les ratissages nocturnes, les tortures abominables, qu'opère continuellement la police française, contre les travailleurs algériens résident en France. Des dizaines de milliers de nos frères sont arrêtés et jetés en prison et dans les camps aménagés dans divers endroits. Les conditions de détention sont inhumaines. Nous rappelons pour mémoire le rapport de la Croix-Rouge Internationale.

Les prisonniers sont entassés dans des cellules et soumis aux brimades et injures de toutes sortes. Les arrestations arbitraires de travailleurs, étudiants et commerçants algériens, ne suffisent plus à la police dont tous les plans
./...

repressifs sont continuellement remis en cause (malgré les communiqués de démantèlement des réseaux F.L.N.)

Enragés par l'échec total de la "pacification", les colonialistes s'en prennent même aux avocats Algériens. Après avoir assassiné Me Ali Boumendjel, Ait Abene, Thuveny, Ould Aoudia, ils menacent de mort six avocats parisiens dont Mrs Oussedik et Bonabdallah. Ces menaces n'ont pas empêché nos défenseurs de remplir leur devoir d'Algériens et d'Avocats. Ils ont dénoncé les hommes de main des colonialistes, les policiers tortionnaires, des policiers gangsters. Les sommes saisies aux Algériens se chiffrent à plus de 500 millions.

Ils ont alerté l'opinion publique française et internationale et saisi à plusieurs reprises la commission dite de sauvegarde, sur tous ces crimes qui sont la conséquence de la poursuite de la guerre. Le gouvernement et les colonialistes sous couvert de la "pacification" veulent que tous leurs agissements se passent dans l'ombre et le silence. Ils leur reprochent d'avoir transformé plusieurs procès en accusation du colonialisme.

L'A.G.T.A., dont Mrs Oussedik et Bonabdallah sont les avocats-conseils élève une protestation indignée contre les mesures policières, dont ils étaient dernièrement victimes (fait sans précédent dans les annales juridiques).

Elle alerte les centrales syndicales françaises et les démocrates français contre les dangers qu'a constitués cette mesure arbitraire cherchant à priver des milliers de prisonniers algériens de leurs défenseurs.

L'A.G.T.A. proclame sa solidarité totale à l'égard des Maîtres éminents du barreau, victimes de ces mesures ou sous la menace permanente de décisions d'internement.

REPONSE A CLAUDE BOURDET

Pourquoi aident-ils le F.L.N. ? Tel est le titre de l'article dans lequel par une démarche pleine de contradictions et souvent pénible, vous tentez d'expliquer la récente affaire de l'aide de Français au F.L.N.

Vous dites d'abord "le combat des Algériens n'est pas le nôtre". Mais vous affirmez, plus loin : "La guerre est le cancer qui ronge nos libertés et nous prépare le plus vil des fascismes". Comment pouvez-vous lutter contre ce fascisme menaçant, si vous restez indifférent à cette bataille, si par prudence et par désir de garder votre "autorité", vous vous contentez d'écrire des articles pleins d'indignation, si vous restez satisfaits dans votre politique de salon de rédaction ou de quelques meetings très parisiens; Vous rejoignez un certain grand parti politique.

En vous-mêmes, vous confessez que peut-être ces Français compromis, seront ceux "qui auront une place éminente dans le cœur des Algériens". Et là vous semblez leur accorder un satisfecit. Car, comme le Général de Gaulle, vous ne perdez pas l'espoir d'un affaiblissement de la Révolution Algérienne et d'un

- 8 -

"recueillement" de l'amitié future, grâce à ces Français qui auront gardé le contact.

Votre analyse pêche par ignorance des mobiles qui animent ces amis Français et vous croyez que leur évasion : "vers la lutte clandestine... serait la fuite vers la seule activité" sérieuse de ces Français "désespérés".

Psychologue ou sociologue très superficiel, rasant la surface des eaux, vous n'avez pas encore saisi le sens profond du combat d'un peuple entier des résonnances provoquées dans le monde et plus particulièrement dans certaines couches françaises. La grande responsabilité d'une certaine gauche française apparaît clairement derrière vos arguments. Votre écrit, M. Claude Bourdet, provoque chez les Algériens une déception identique à celle des derniers propos du Général de Gaulle.

COMMUNIQUE

La Fédération de France du P.L.N. dans son communiqué de Janvier 1960 "La Révolution Algérienne suit sa marche triomphale" retrace l'évolution de la lutte et termine :

" Les travailleurs Algériens qui ont été et demeurent à l'Avant-garde de la lutte savent eux aussi que rien dans leurs conditions matérielles et morales ne peut se transformer tant que demeurera le régime colonial. Ils ont CONSCIENCE CEPENDANT QUE L'INDEPENDANCE N'EST PAS UNE FIN EN SOI, ELLE N'EST ET NE POURRIT ÊTRE QU'UNE ETAPE, le véritable problème est celui de la CONSTITUTION DE DEMAIN, d'un REGIME DE DEMOCRATIE REELLE et non pas seulement verbale.

LE GRAND PROBLEME est celui de l'EDIFICATION d'une ECONOMIE NATIONALE solide, entièrement CIRCUE et ORIENTEE dans le sens de l'INTERET DES MASSES DESHERITEES, c'est-à-dire de la CLASSE OUVRIERE.

La grande tâche est celle qui consiste demain, à mettre sur pied un régime progressiste et socialiste en tenant compte des réalités humaines économiques et sociales de notre pays.

REUNION DU COMITE DIRECTEUR DE L'A.G.T.A.

Suivant le programme prévu le Comité Directeur a, durant 3 jours, étudié les points suivants :

- extension de l'A.G.T.A. et mise en place de la structure adaptée aux circonstances,
- définition des rôles respectifs,
- la formation :
 - pour les besoins immédiats,
 - pour les besoins futurs,

./...

- 9 -

- la solidarité et les relations
 - avec l'U.G.T.A. en général
 - avec les organismes divers
 - à l'intérieur de la communauté Algérienne,
- la situation politique après la déclaration du Président du G.P.R.A. et du Général de Gaulle (mars 1960)

Le Comité recommande à tous ses comités et à ses sections :

- une vigilance accrue,
- un effort plus grand dans tous les domaines,
- un souci constant d'animation et des contacts,
- une initiative très grande dans le cadre des diverses missions précitées,
- une très grande prudence dans toutes les activités.

L'ENFANCE ALGERIENNE EN TUNISIE ET AU MAROC

L'U.G.T.A. a, comme vous le savez, grâce à des concours venus du monde entier, ouvert des maisons d'enfants où elle recueille les plus déshérités. Nous avons déjà fait parvenir 2.000 N.F. dans ces maisons. Cela est encore bien insuffisant. Il faut que par des versements réguliers nous arrivions à prendre en charge certains frais mensuels de ces maisons. Aussi, chaque mois, sur le produit de la Vente du bulletin, nous prélevons la moitié que nous reverserons à nos orphelins. Ce sera là notre façon de marquer notre solidarité.

ALGERIE 1960

(Extrait d'une lettre de Kabylie)

Tekhelicht le 24 décembre 1959

"...Tous les villages de montagne sont complètement détruits. Les populations sont regroupées dans des camps appelés maintenant de "ryonnement" ou de "resserrement". Ce sont des centres de concentration, entourés de fils barbelés. On y oblige les gens à construire des cabanes. Ils sont tenus de répondre aux corvées des officiers S.A.S. et de l'armée. Les femmes de maquisards reconnues et groupées à part, sont ~~attolées~~ chaque matin à des herses faites de madriers et de grosses poutres et doivent ratisser les chemins utilisés par les patrouilles militaires, afin d'ouvrir le chemin et de faire sauter les mines."

Les sorties du camp sont soumises à des laissez-passer. Les cartes de rationnement limitent tout achat, même de boîtes d'allumettes. Chaque groupe de 25 familles est sous la responsabilité d'un surveillant. Au dessus, un chef de village, un commerçant chez qui l'on doit faire les achats et chaque soir le contrôle est fait à la S.A.S. Les gens sont amenés à se surveiller mutuellement. Près des camps militaires, les officiers regroupent spécialement les jeunes filles ou femmes seules, à qui ils assignent des blocs de séjour.

- 10 -

Et le, en présence des enfants à qui ils osent offrir parfois bonbons ou argent, renouvellent journellement leur compagne d'un soir.

M. Delcourrier qui a lancé un appel "si pathétique" à Lagnillarde pour sa famille, est-il seulement capable de croire que cela existe...

(N.D.L.R. - Ce passage n'a pas besoin de commentaires. Il est destiné à l'usage de ceux qui espèrent le dégel).

JUSTICE : L'ORGANISATION JUDICIAIRE DU F.L.N. EST EFFICACE

Grâce à l'enquête menée par nos Frères des organisations F.L.N. quatre Algériens condamnés à mort par le tribunal militaire de Marseille, ont été acquittés à Lyon. (Voir "le Monde" 10.2.1960). Malgré l'avou d'un commissaire de police qui est venu déclarer que l'enquête menée par ses services rejoignait "sur de nombreux points" les conclusions de l'enquête du F.L.N., le commissaire du Gouvernement réclamait des peines de travaux forcés.

On voit que pour les tribunaux militaires français : condamner à la peine de mort les travailleurs algériens est une routine et un fait courant. Grâce à la compétence et à la vigilance de nos frères, quatre des nôtres ont été épargnés.

REFLEXION SUR LA REUNION DU DERNIER COMITE CENTRAL DU P.C.F.

Nous avons suivi avec attention les travaux du dernier Comité Central (Janvier 1960).

A travers les discours, les textes publiés et les discussions, on sent :

- un souci d'éviter deux écueils actuellement : celui de combattre les ultras ouvertement et directement, sauf par la presse, et en même temps celui de combattre le Président de Gaulle qu'ils ne peuvent pas soutenir non plus pour l'ensemble de sa politique. Cela conduit à une recommandation générale : pas d'initiative directe, mais laisser faire les syndicats et les partis et être présents partout.

Quant à l'avenir :

- Rechercher des élections à la proportionnelle, en tenant compte que de Gaulle a eu 80 % de voix au Référendum. Ces élections devront permettre au P.C.F. de retrouver ses voix dans le courant Gaulliste sur un thème précis approchant le plus la réalité : lutte contre les factieux d'Alger et de Paris et application d'une véritable politique de paix en Algérie. La grève au 1er Février a cependant enlevé au P.C.F. l'initiative de cette position car elle a cristallisé 95 % de l'opinion française.

L'Unité d'Action du P.C.F.

- Les discours de M. Waldeck Rochet et Thorez font ressortir la nécessité :

- 11 -

- de s'appuyer sur le Mouvement de la Paix comme cadre de campagne :
- action de masse (expression actuellement vide de sens)
- appels aux partis et confédérations.

Les travailleurs Algériens, unis au sein de l'A.G.T.A., estiment que ces positions sur l'Algérie n'ont rien de révolutionnaire et n'expriment en aucune manière la solidarité de classe ni ne tendent à aider concrètement à l'émancipation des peuples.

L'AFRIQUE ET LE PROBLEME ALGERIEN

La deuxième conférence des Peuples Africains s'est tenue à Tunis du 25 au 30 Janvier 1960. Elle comprenait des délégations de Guinée, du Kenya, d'Ethiopie, du Ghana, du Nigéria, de la R.A.U. et du G.P.R.A.

Parmi les décisions prises, nous retenons : la création d'un corps de volontaires africains qui viendrait affirmer par sa présence sa solidarité avec les combattants de l'A.L.N. La demande du retrait d'Algérie des dizaines de milliers de soldats d'Afrique Noire maintenus par la France avec la complicité de leurs pays.

L'INDEPENDANCE DU CONGO

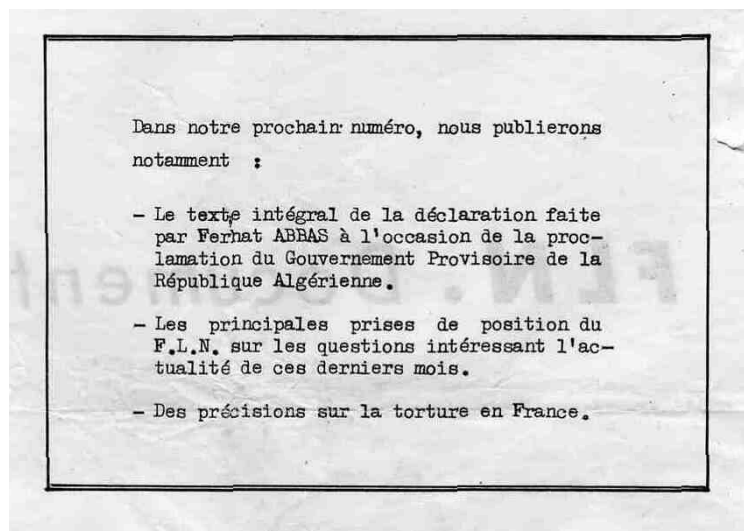
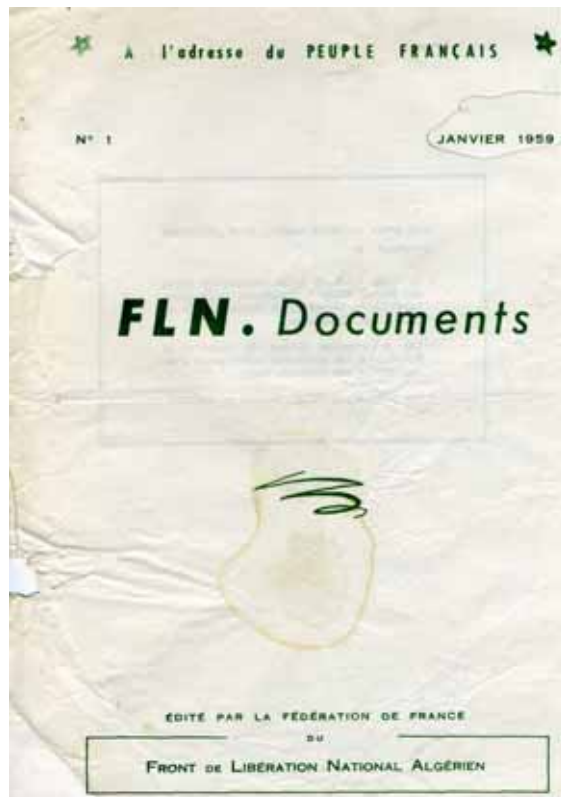
Le premier Gouvernement Congolais sera formé avant le 30 Juin. Cette nouvelle réjouit les Algériens car le processus de libération de l'Afrique se poursuit. La "table ronde" des belges et Congolais permet d'éviter les heurts sanglants et ne diminue en rien le prestige et l'honneur des parties,

Ce qui est possible à Bruxelles, ne peut-il l'être à Paris ?

LES SINISTRES D'AGADIR

L'A.G.T.A. a fait remettre une première somme de 500 N.F., par le canal de l'Union Marocaine du Travail, pour secourir les sinistrés.

Une part, prélevée sur la vente de ce bulletin sera également versée dès qu'elle sera centralisée. Les Travailleurs Algériens de France se doivent de marquer leur solidarité.



FRANCAIS !

La guerre en Algérie dure depuis plus de quatre ans déjà. Les jeunes Français et les jeunes Algériens, gages de votre avenir et du nôtre, tombent chaque jour dans les combats. Les prisons et les camps sont pleins depuis des années. Les femmes, les enfants, les vieillards ne sont pas épargnés. Les récoltes sont détruites, les fo-rêts brûlées, les villages sont devenus souvent un amas de ruines. En France, des ar-restations sans nombre, des violences, des tortures s'abattent chaque jour sur l'é-migration algérienne.

Aucune issue n'apparaît à l'horizon. Aucune des nombreuses solutions à la ques-tion algérienne, élaborées depuis des années à Paris, n'a résisté devant les évène-ments. Aucune des politiques suivies depuis quatre ans n'a pu faire cesser la guerre. Celle qui est imaginée aujourd'hui par le gouvernement du général de Gaulle, après les événements de ces derniers mois, ne le fera pas davantage. La guerre se poursuit. La raison en est simple : c'est que la quasi-unanimité du peuple français ACCEPTE qu'elle se poursuive.

Il est évident que la France, ici, fait fausse route. Et c'est le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme qui persévère dans la voie d'une politique bruta-le ! Cette politique est-elle réaliste ? Pas davantage. Comment des Français pa-triotes, soucieux de l'avenir de leur pays, de son rôle dans le monde et sachant aussi reconnaître le patriotisme des autres peuples, peuvent-ils admettre la prolon-gation d'une guerre dont les données réelles ne sauraient plus leur échapper ?

FRANCAIS, hommes et femmes de France !

Il faut qu'enfin vous nous lisiez, que vous nous entendiez. Il faut qu'enfin notre voix parvienne jusqu'à vous, non plus déformée, lointaine, étrangère, mais toute proche, et que vous y reconnaissiez la voix de ces hommes que vous croisez dans la rue, de ces hommes qui ont leur problèmes, qui les vivent durement, qui se battront jusqu'au bout, mais qui préféreraient entretenir avec vous des relations pacifiques, empreintes de dignité et de respect.

Alors que, chacun d'eux, en fait chaque jour la preuve au péril même de sa vie, vous contraignez les Algériens à s'affirmer CONTRE VOUS, à conquérir SUR VOUS, sans répit, ce droit que vous leur niez : celui d'être eux-mêmes.

L'ampleur de notre lutte, les réalisations de notre armée, les moyens dont nous disposons, l'ardeur révolutionnaire de notre peuple sont connus du monde en-tier :

VOUS SEULS SEMBLEZ LES IGNORER ENCORE, et ceux d'entre vous qui ne les ignorent pas, retombent à tout moment dans la tentation de les sous-es-timer.

Ces étranges méprises que vous n'avez cessé de commettre à notre égard, certains voudraient nous en faire porter la responsabilité. Disons-le nettement : on ne fait certes jamais tout ce qu'il y aurait à faire ; nous avons fait ce que nous avons pu.

Peut-être notre langage, ça et là, vous a-t-il semblé rude - de la rudesse des vérités désagréables à entendre. Mais celui des massacres (et depuis Mai 1945...) celui des élections truquées, celui des arrestations massives, celui des tortures et des viols, celui des ratissages et celui des "ratonnades", celui enfin de vos parachutistes, - tous ces langages-là, ne sentez-vous pas qu'ils ont été pour nous bien plus pénibles encore, et fort peu propres à nous rendre le goût des nuances verbales et des précautions oratoires ? Du moins persistons-nous à vous parler ; du moins n'avons-nous pas cessé de vous dire, avec les moyens dont nous disposions, LA VERITE.

Seulement, il se trouve que vous n'écoutez pas, que vous ne vouliez pas entendre. Car enfin, les moyens d'information vous ont-ils fait si complètement défaut ? Et vos informations officielles n'étaient-elles pas assez constamment démenties par celles du lendemain ou de la semaine suivante ? De cela même vous pouviez tirer l'assurance que nous n'étions pas tels que vos dirigeants nous décrivait, que nous ne poursuivions pas les buts qu'ils nous prêtaient, que le rapport des forces n'était pas celui qu'ils vous disaient, et qu'enfin l'on se moquait de vous, en vous demandant des sacrifices pour une cause que ses plus officiels champions savaient perdue d'avance.

Vous préféreriez, vous, ne pas le savoir. Dès lors, la propagande gouvernementale vous trouvait prêts à accepter ses pires mensonges - comme ses plus incroyables silences. Elle en a très largement usé.

Alors que depuis plus de deux ans le téléspectateur américain a pénétré dans les maquis algériens, vu l' A.L.N. à l'oeuvre, son organisation, ses services sanitaires et de liaisons, le Français considère toujours comme un ramassis de fellagas coupeurs de routes et qui égorgent les braves petits gars du continent, l'Armée de Libération. Il se trouve alors très surpris lorsqu'au cinéma, durant quelques secondes, il découvre sur une bande d'actualités, que ces fellagas sont des soldats vêtus, équipés, entraînés, disciplinés comme ceux de toutes les armées, attachés à leur idéal patriotique.

Alors que des mouvements de solidarité se manifestent pour la Révolution Algérienne à Bandoeng, à Pékin, au Caire aussi bien qu'à Lima ; alors que des volontaires sont prêts à quitter les coins les plus reculés d'Afrique et d'Asie pour rejoindre Accra et Hanoï, afin de venir grossir les rangs de ceux qui luttent en Algérie contre le colonialisme, le Français apprend surtout, par sa presse, comment la raciste et rétrograde Afrique du Sud a soutenu la thèse française dans telle réunion internationale.

FRANCAIS !

Aujourd'hui, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne existe. Que vos journaux l'impriment entre guillemets, que votre radio ne puisse le nommer sans l'accompagner d'un très puéril "soi-disant", cela n'empêche pas qu'il soit déjà reconnu, en droit, par plusieurs centaines de millions d'hommes, et de fait, par les trois quarts de l'humanité.

Dans votre ville, dans votre quartier, le F.L.N. diffuse ses analyses politiques, fait connaître ses positions. Vous n'y accordez pas l'attention que com-

manderait un réel souci de l'avenir. Et pourtant, comment pourriez-vous apprécier sainement des faits dont vous ne connaissez qu'une version ? Comment pourriez-vous déterminer correctement votre attitude à l'égard de cette Révolution en ignorant, volontairement, délibérément, les points de vue des Algériens ; de ceux que votre Armée - vos enfants et vos frères - est allée combattre dans leur pays ?

En créant ce bulletin de documentation, nous faisons un nouvel effort pour porter à la connaissance des Français, aussi constamment que possible, les déclarations, les prises de position politiques, les décisions du G.P.R.A.

Autour de vous, les radios étrangères, celles mêmes de vos alliés parlent : vous ne les entendez pas ; la presse de pays qui sont vos amis, juge la politique de votre gouvernement : vous ne la lisez pas. L'Armée de Libération Nationale algérienne publie, elle aussi, ses communiqués sur le déroulement des opérations militaires : ils ne vous parviennent pas.

Ce bulletin se propose donc de vous informer également sur ce que pensent, aussi bien vos amis que vos adversaires, et - disons le mot - vos ennemis d'aujourd'hui.

Peut-être, ce faisant, parviendrons-nous à faire apparaître ce simple fait, que nous avons, au contraire, un ennemi commun : l'impérialisme exploiteur des peuples français et algérien.

En évitant de stériles polémiques, nous espérons, par le sérieux des documents présentés, permettre à nos lecteurs d'aborder dans sa réalité un conflit qui engage gravement leur avenir, l'avenir d'un pays qui ne retrouvera l'estime du monde que s'il clôt l'ère coloniale, en reconnaissant aux autres peuples le droit à la LIBERTE. -

La Fédération de France

du

Front de Libération National Algérien

Il nous a paru nécessaire de consacrer ce premier numéro aux principaux textes (déclarations, appels, communiqués...) que la Fédération de France du Front de Libération Nationale algérien a publiés depuis le 13 Mai 1958, c'est-à-dire dans une période fertile en événements marquants.

LE F.L.N. DEVANT LE COUP DE FORCE DU 13 MAI

Après avoir examiné la situation créée par la formation à Alger d'un prétendu "Comité de Salut Public" et les répercussions qu'elle pourrait avoir en France,

La Fédération de France du Front de Libération Nationale (F.L.N.)

- rappelle qu'elle n'a jamais cessé de souligner les possibilités que la guerre barbare, menée contre notre peuple héroïque, offrait aux milieux colonialistes d'instaurer en France un régime supprimant les libertés démocratiques et mettant en danger la paix mondiale ;
- réaffirme que le refus des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière d'aider, dans l'intérêt de ceux qu'elles représentent, à la réalisation de l'Indépendance de notre pays, les accule aujourd'hui à une position défensive.
- exprime sa conviction profonde que l'émigration algérienne ne saurait, sans renier le souffle révolutionnaire et démocratique qui l'anime, rester passive face à des événements qui risquent de mettre en cause son existence même ;
- estime que la présence de 400.000 Algériens sur le sol du pays oppresseur leur fait obligation de se ranger délibérément aux côtés de ceux qui sont prêts à manifester dans l'action leur volonté de mettre un terme à la guerre d'Algérie par la reconnaissance de son Indépendance ;
- proclame que la situation actuelle démontre la nécessité de la jonction entre le mouvement anti-colonialiste français et l'émigration algérienne pour hâter le dénouement d'un problème qui leur est commun.

Assumant ses responsabilités, devant l'Histoire et devant les Peuples, la Fédération de France du F.L.N. se déclare disposé à prendre les contacts nécessaires en vue d'étudier concrètement les modalités d'une action commune.

Paris, le 17 Mai 1958.

FACE A LA CRISE POLITIQUE FRANCAISE

Chaque jour qui passe nous apporte la confirmation que si le "coup d'Alger" du 13 Mai 1958 a ravivé certaines contradictions internes de la politique française, il reste que, s'agissant de la guerre d'Algérie, les partisans de Massu et ceux de Pflimlin sont parfaitement d'accord pour la poursuivre et l'intensifier. A Paris comme à Alger le slogan "Algérie française" domine et estompe toutes les autres querelles. Les "factieux" et les "légalistes", pour emporter l'adhésion de l'opinion de leur pays, affirment à qui mieux mieux leur volonté d'écraser les "fellagas". Les uns et les autres surenchérisent non sur la nécessité de mettre fin au conflit franco-algérien en reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, mais sur les moyens les plus efficaces d'empêcher le triomphe de la Révolution algérienne. L'exemple est à cet égard révélateur de la complaisance avec laquelle la Radio "légaliste" et la presse à gages répandent le mensonge grossier que constitue le "ralliement des Musulmans" à la politique de leurs tortionnaires. Tout comme sont significatives la "sollicitude et la compréhension" que témoigne le gouvernement de Paris aux bourreaux de nos compatriotes. On chercherait en vain dans les déclarations de celui-ci une dénonciation du système colonial, encore moins une condamnation de l'armée et des ultras pour tout le mal qu'ils font aux Algériens.

Au contraire, le vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, qui est intervenu au Palais-Bourbon AVEC - UNE FOIS DE PLUS - L' AVAL DES COMMUNISTES ; le fait que Salan - qui par ailleurs fait appel à de Gaulle - soit chargé de l'application de ces pouvoirs spéciaux, sont indicatifs de l'orientation invariable et résolument colonialiste de la politique française.

L'accord est donc unanime entre Alger et Paris, entre les tenants de la "légalité Républicaine" et les prétendants à la dictature militaire. Tout le reste n'est que mystification, verbiage, malentendu domestique et divergence mineure. Ces jeux de cirque ne trompent aucun observateur averti et surtout pas les Algériens qu'ils ne sauraient distraire, et qui sont - plus que jamais - décidés à reconquérir leur indépendance.

L'expérience, longue et cruelle, que nous avons faite de la " démocratie française" dans son comportement séculaire vis-à-vis des colonisés nous commande une VIGILANCE PERMANENTE. C'est pourquoi nous ne recommanderons jamais assez à nos compatriotes de demeurer en éveil pour déjouer les manœuvres de l'adversaire et parer à toutes éventualités.

Quoi que fassent les ennemis de notre peuple, avant longtemps la République Algérienne Indépendante, Démocratique et Sociale naîtra.

Paris, le 25 Mai 1958.

AUX ANTI-COLONIALISTES FRANÇAIS

La France a été profondément ébranlée par la guerre révolutionnaire et libératrice de notre peuple.

Les événements du mois de Mai montrent très clairement que la guerre de reconquête coloniale est dans une impasse complète. Le gouvernement français actuel, tout comme ses prédécesseurs, envisage comme seule issue la guerre totale et un effort militaire accru qui va encore approfondir la crise intérieure française.

La complicité avouée de certains dirigeants de la Gauche française, la passivité des autres et l'indifférence du peuple français en général, ont permis à la guerre injuste d'Algérie de se poursuivre quatre années durant.

Ceux qui dans leur doctrine et leurs principes s'affirmaient anti-colonialistes se sont reniés, et ont en fait agi selon les volontés profondes des milieux réactionnaires.

Aujourd'hui, le bluff de l' "intégration et de l'égalité", s'il vise à impressionner l'opinion mondiale par son allure d'égalitarisme démocratique n'est au fond qu'une tentative de plus pour maintenir notre peuple sous un joug colonial de style nouveau.

Derrière le spectacle de grand cirque des manifestations organisées, des déclarations dictées, des défilés de la plus grande armée coloniale jamais envoyée en Afrique et incapable de vaincre, il y a une réalité : le sol algérien se dérobe sous les pieds des colonialistes et de leurs mercenaires.

La politique du statu quo exprimée par la nouvelle trouvaille, "Français à part entière" nie délibérément notre farouche détermination de VIVRE

COMME ALGÉRIENS DANS UN PAYS QUI NE PEUT ÊTRE QU'UNE ALGÉRIE LIBRE ET INDEPENDANTE.

Par notre combat tenace et héroïque, l'Etat colonial se trouve en voie de liquidation. C'est pourquoi de Gaulle a transféré tous les pouvoirs à l'armée française. En Algérie il ne reste plus maintenant qu'une armée d'occupation face à un peuple en lutte pour son indépendance, et dans ce contexte de guerre les élections que prépare le gouvernement de Gaulle ne peuvent constituer qu'une mascarade.

En France, une évolution importante semble se produire. Nombreux sont ceux qui ont compris que sans la forte pression de notre Armée de Libération Nationale sur l'Armée de reconquête coloniale, celle-ci n'aurait pas manqué, lors des derniers événements, de se lancer dans un coup de force sanglant en France.

A ceux-là, la Fédération de France du F.L.N. rappelle que :

La lutte pour le maintien de leurs libertés en France doit nécessairement être associée à leur lutte pour l'indépendance algérienne et une ALGERIE INDEPENDANTE est le meilleur gage de la liberté du peuple français.

Quant au peuple algérien, comptent d'abord sur lui-même, il poursuivra son combat jusqu'à la restauration de son indépendance nationale. L'expérience de ces dernières années n'a fait que renforcer sa conviction que la liberté est à ceux qui luttent et savent au besoin mourir pour elle.

Paris, le 30 Juin 1958.

DECLARATION SUR L' ACTION DU 24 AU 25

AOUT EN TERRITOIRE FRANCAIS

En cette nuit historique du 25 Août 1958 un pas nouveau vient d'être accompli dans la voie de la lutte pour l' Indépendance.

L'émigration algérienne en France adresse une pieuse pensée à la mémoire des 600.000 Algériens et Algériennes, morts victimes de la guerre barbare de reconquête coloniale.

L'émigration algérienne en France adresse son salut aux vaillants combattants de l' A.L.N. et aux militants du F.L.N., qui, sont la plus haute expression de la volonté populaire.

L'émigration algérienne en France s'incline avec ferveur devant le sacrifice des fidayines du 25 Août et de ceux qui, depuis le 1er Novembre 1954, sont tombés en France dans l'accomplissement de leur mission patriotique.

Durant quatre années de la plus terrible des guerres coloniales, le peuple algérien a prouvé à la face du monde sa détermination farouche de vivre libre. Cependant tous les gouvernements français depuis Mendès-France jusqu'à de Gaulle, n'ont fait que bafouer sa volonté d'indépendance.

Par les bombardements massifs et aveugles, par les exécutions de prisonniers de guerre et d'otages, par les assassinats sous la torture camouflés en suicides, par la famine organisée dans les "zones d'isolement", par les internements en masse dans les camps de concentration, la France colonialiste entendait soumettre le peuple algérien au seul régime de la force.

L'interdiction de toute organisation a enlevé aux Algériens tout moyen légal d'expression. Ainsi la dissolution de l' A.G.T.A. (Amicale Générale des Travailleurs Algériens) par le gouvernement de Gaulle le 20 Août 1958, entend étouffer la voix de l'ultime porte-parole du syndicalisme algérien.

Par la guerre à outrance en Algérie et la répression en France, les gouvernements français ne laissent plus aux Algériens d'autre moyen que l'action directe pour manifester leur conviction patriotique.

Persistant dans leur politique obstinée, les gouvernements français successifs ont délibérément méconnu la volonté inébranlable du peuple algérien de

VIVRE LIBRE DANS UNE ALGERIE INDEPENDANTE.

Alors que par millions, les Algériens courent quotidiennement le risque suprême pour vivre en CITOYENS ALGERIENS, le gouvernement de Gaulle prétend sous le fallacieux vocable de "Français à part entière", les maintenir dans la sujétion.

C'est pourquoi, conscient de ses responsabilités devant le Peuple et devant l'Histoire, après avoir pesé les risques et envisagé toutes les conséquences de ses actes, le F.L.N. a décidé la destruction partout où il se trouve du potentiel de guerre ennemi et en particulier de ses réserves de carburant.

L'action menée dans la nuit du 24 au 25 Août sur le territoire français ne constitue ni une "vaine et stérile entreprise terroriste" ni un "acte de désespoir". Elle répond à un objectif précis : priver l'armée française du carburant grâce auquel ses engins sèment, depuis quatre ans, la mort dans notre pays. Cette action entend aussi marquer notre détermination d'empêcher que le pétrole, extrait du sous-sol algérien, ne serve jamais aux ennemis de notre peuple.

EGALEMENT CONSCIENT DE SES RESPONSABILITES devant l'opinion mondiale, et à l'inverse de l'armée française qui, en Algérie, bombarde des régions entières, massacrant les populations désarmées, le F.L.N. ENTEND D'ORES ET DEJA AFFIRMER SOLENNELLEMENT QUE LES CIVILS NE SERONT PAS INTENTIONNELLEMENT VISES, malgré la responsabilité quasi unanime du peuple français, complice par passivité de la poursuite de la guerre barbare d'Algérie.

L'émigration algérienne en France REAFFIRME SON ESTIME AUX FRANCAIS ET FRANCAISES qui, pour avoir compris l'idéal de liberté du F.L.N., sont jetés dans les prisons, ou traînés dans la boue par les journaux et les radios colonialistes.

L'émigration algérienne en France, interprète des sentiments du peuple algérien est persuadée que ces anonymes français et françaises seront demain, contrairement à de Gaulle et ses colonels, Soustelle et ses complices du 13 Mai, Guy Mollet et ses acolytes socialo-colonialistes les véritables défenseurs des valeurs françaises auprès de l'Algérie libre.

Assuré de sa force et de son organisation indestructible, le F.L.N. n'a pas jugé nécessaire de répondre à la propagande mensongère des bureaux psychologiques français affirmant des "ralliements en masse", des "fraternisations miraculeuses" ou la "décapitation du F.L.N. en France particulièrement dans la Willaya 3". L'action du 25 Août en est le plus éloquent et le plus cinglant démenti. Elle constitue également une réponse avant la date au référendum de Gaulle.

Que le général de Gaulle et le peuple français sachent une fois pour toutes que le peuple algérien est fermement décidé à arracher son indépendance quels que soient les sacrifices à consentir et malgré les risques d'incompréhension chez ceux que la propagande française a bernés.

Que le peuple français et ses dirigeants sachent une fois pour toutes que tout algérien, où qu'il soit, ne saurait avoir qu'un seul comportement : celui d'un combattant de l'Indépendance Nationale.

Paris, le 25 Août 1958.

DECLARATION DE LA FEDERATION DE FRANCE SUR

LE REFERENDUM DU 28 SEPTEMBRE

Après avoir dénoncé dans quelles conditions se faisaient la préparation du vote, l'inscription sur les listes électorales, les pressions exercées par l'armée française sur le peuple algérien, l'impossibilité pour tout opposant éventuel, même européen, de mener sa campagne; après avoir montré que cette nouvelle mascarade était bien dans la tradition des élections à "l'algérienne", la déclaration poursuit :

" Face à cette entreprise d'escroquerie politique, le F.L.N. déclare qu'il tient d'ores et déjà comme nuls et non avenue, les résultats de ce scrutin en Algérie. Ces résultats ne sauraient être en aucune façon l'expression des sentiments réels du Peuple algérien. "

" Le F.L.N. considère l'opération "référéndum" comme une violation flagrante de la dernière résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui préconisait des négociations entre le gouvernement français et le F.L.N. Cette opération constitue un défi à l'opinion des peuples afro-asiatiques, des Etats africains et des peuples maghrébins qui, lors des conférences du Caire, d'Accra et de Tanger, ont réclamé la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie. "

" Le F.L.N. déclare :

- que les Algériens ne luttent pas pour être affublés d'une nationalité autre que la leur, ou pour que leur soit reconnu le "privilège" de choisir les institutions du pays qui leur fait la guerre ;
- que la volonté du peuple algérien qui combat les armes à la main depuis bientôt quatre ans, est de vivre libre et indépendant sur son sol national. "

" Le F.L.N. dénonce le référendum en Algérie comme étant une opération destinée à :

- tromper l'opinion internationale ;
- laisser croire que les Algériens en votant, confirment la thèse de "l'Algérie partie intégrante de la France. "
- contrebalancer l'opposition en France par le bourrage des urnes en Algérie. "

- " Considérant que la consultation du 28 Septembre, qui a pour objet la nouvelle Constitution française, n'intéresse que les Français,
- Considérant que cette consultation ne peut en aucune manière concerner les Algériens qui ont depuis fort longtemps fait leur choix : la libération nationale pour l'instauration en Algérie d'une République démocratique et sociale,
- Considérant que le peuple algérien est en droit comme tous les peuples, de se donner des institutions de son choix par un vote libre et démocratique, sans pression étrangère et dans le cadre de ses institutions propres, "

le F.L.N., fondamentalement opposé à tout vote, de quelque nature qu'il soit, qui se déroulerait sous l'empire de la loi française, condamne le référendum du 28 Septembre, et appelle tous les Algériens résidant en Algérie et en territoire français à le boycotter. "

Paris, le 20 Septembre 1958.

APPEL AU PEUPLE FRANCAIS

" Le F.L.N. entend d'ores et déjà affirmer solennellement que les civils " ne seront pas intentionnellement visés, malgré la responsabilité quasi unanime " du peuple français, complice par passivité de la poursuite de la guerre barbare d'Algérie. "

Cette déclaration en date du 25 Août 1958 semble n'avoir pas été entendue et prise en considération. En effet, de nombreux incidents survenus en territoire français entre civils français et émigrés algériens trahissent une volonté manifeste de mettre en échec l'action du F.L.N. visant à épargner les populations civiles.

De nombreux français ont prêté main forte aux agents de la répression et se sont livrés à plusieurs reprises à de véritables lynchages d'Algériens. C'est ainsi que le 15 Septembre à Forbach, Sarrebourg et Anne-Ville, des agressions contre les travailleurs algériens furent suscitées par des éléments d'extrême droite et des soldats de l'armée coloniale. Il en fut de même à la suite de l'action dirigée contre l'ultra-colonialiste Soustelle.

Contrôlée par ce criminel de guerre, une information raciste fait tout pour que les rapports entre Français et Algériens se transforment en rapports haineux et en affrontements sanglants. Depuis le 25 Août, la presse française a lancé une campagne visant à créer la panique et à ameuter l'opinion contre les émigrés

algériens en attribuant les actes les plus fantaisistes comme les plus odieux au F.L.N. En voici quelques exemples :

- Jeudi 28 Août : la radio-phare de Palmyre (près de Royan) est détérioré. C'est le F.L.N., titre la presse; le 30 Août la gendarmerie découvre que les coupables sont des radio-amateurs.
- Jeudi 28 Août : incendie à l'usine CO-SERVICE à St.Pierre du Perray. C'est le F.L.N., écrit la presse. La gendarmerie arrête comme auteur de l'incendie un ancien employé, Guy Montjarret.
- Lundi 1er Septembre : la voie ferrée Toulouse-Montauban-Bordeaux sabotée par le F.L.N., titrent les journaux. Le témoin, Claude Mirepoix, selon l'enquête policière est déséquilibré, mythomane. Il n'y a pas eu de sabotage.
- Le 12 Septembre : du matériel de "sabotage" enveloppé dans un journal F.L.N. est trouvé sur la voie Lyon-Genève. Sans commentaire.

Le but recherché est clair: répandre l'idée que le F.L.N. organise des attentats aveugles. Si aujourd'hui des actes manifestement contraires aux objectifs du F.L.N. sont perpétrés, nous n'hésitons pas à les dénoncer comme l'œuvre de provocateurs à la solde des services policiers et de nervis des colonialistes d'Alger.

La Fédération de France du F.L.N. dégage toute responsabilité quant à ces actes et rappelle qu'elle a toujours eu le courage de revendiquer la responsabilité des actions qu'elle a effectivement entreprises.

La Fédération de France du F.L.N. APPELLE LES FRANCAIS
CLAIRVOYANTS à agir auprès de leurs compatriotes, bernés
par la propagande de Soustelle, afin de déjouer la ma-
nœuvre colonialiste tendant à creuser entre l'émigration
algérienne et la grande masse de la population française
UN FOSSE DE HAINE ET DE SANG.

Paris, le 22 Septembre 1958.

1er NOVEMBRE 1958 :

DEBUT D'UNE CINQUIEME ANNEE DE LUTTE ARMEE DU PEU-
PLE ALGERIEN POUR SA LIBERATION

S'adressant à l'émigration algérienne, cet appel, après avoir brossé un tableau des différentes étapes franchies depuis le 1er Novembre 1954, déclare :

Notre révolution est suivie avec respect et sympathie par les deux tiers de l'humanité, avec compréhension par l'ensemble des peuples du monde. C'est pourquoi nos méthodes d'action en France doivent demeurer au niveau moral que dès le début nous leur avons assigné. Notre combat sera essentiellement dirigé contre le potentiel économique et militaire, ainsi que le matériel de répression ennemi ; LE PEUPLE FRANCAIS NE SERA PAS INTENTIONNELLEMENT VISE. Dirigeant nos coups les plus rudes, nos attaques audacieuses contre l'ennemi, NOUS VEILLERONS A CE QUE LA POPULATION CIVILE SOIT EPARGNEE. Telle est bien la voie que nous précisait le C.C.E. dans une récente déclaration :

" Quant aux Moudjahidines des commandos et à tous les patriotes de la colonie algérienne en France, disait-il, le C.C.E. salue en eux les dignes fils de la fière Algérie. Leur courage force l'admiration et leur sang le respect. A tous ces héros, le C.C.E. dit : combattez farouchement l'ennemi
" mi EN EPARGNANT CEUX QUI SONT SANS DEFENSE. Montrez à l'uni-
" vers que notre cause est juste et qu'elle triomphera, que vous savez mourir
" EN RESPECTANT LES FEMMES ET LES ENFANTS.
" C'est cet idéal qui est le gage de notre victoire. "

C'est en continuant à être dignes et vigilants que les provocations policières auront moins de chances de vous atteindre.

L'organisation et la discipline au sein du F.L.N. sont plus que jamais nécessaires pour parachever victorieusement l'oeuvre commencée.

La cinquième année de lutte verra notre Révolution suivre avec la même rigueur, son cours inéluctable, vers le but pour lequel tant des nôtres sont tombés : L'INDEPENDANCE NATIONALE.

Paris, le 1er Novembre 1958

DES TORTURES POLICIERES A L'ARRESTATION

DES PRETRES FRANCAIS A PARIS ET A LYON

Des prêtres français ont été arrêtés à Paris et à Lyon pour avoir, par fidélité à leur idéal religieux, aidé des patriotes algériens émigrés en France.

Le social-colonialiste Lacoste s'était contenté d'en expulser quelques-uns, en particulier ceux de Souk-Arhas, qui avaient et le courage d'assister des Algériens, victimes de la guerre de reconquête coloniale.

Le gouvernement de Gaulle est, lui, plus énergique : les poursuites judiciaires et la prison pour les " agents des fellagas ".

Aujourd'hui l'information contrôlée par le criminel de guerre Soustelle calomnie basement des hommes qui ont su mériter l'estime et l'amitié des Algériens, qui presque tous, ont été odieusement persécutés.

Si LES ALGERIENS N' EPROUVENT PAS DE HAINE CONTRE TOUT CE QUI EST FRANCAIS, ne confondent pas tous les Français avec les colonialistes, ils le doivent à leur propre effort d'ouverture en direction de toutes les familles spirituelles françaises et aussi à la RENCONTRE, au DIALOGUE avec des Français qui ont le sens de la dignité humaine et le respect de la CAUSE JUSTE DE LA LIBERTE DES PEUPLES.

LES PRETRES ARRETES SONT DE CEUX-LA et certainement parmi les meilleurs.

Le ridicule montage politique qui entoure ces arrestations vise un objectif très clair : troubler les milieux chrétiens et rompre les liens d'amitié et de compréhension qui existent entre eux et les Algériens pour isoler notre communauté d'émigrés en France.

Cette manœuvre politique elle-même est doublée d'une opération policière, dont le but est de cacher la généralisation de la torture pratiquée contre les patriotes algériens résidant en France.

De très nombreux cas de tortures nous ont été signalés dans toute la France. Ainsi, parmi tant d'autres nous citerons les affaires Telidji à Strasbourg, Rezgui Hocine et Krama Mohamed à Argenteuil, Boutène à Lyon. Dans cette dernière ville, les auteurs de sévices agissent avec la complicité des autorités supérieures, comme l'a démontré la brutale répression de la prison Saint-Paul, où des centaines d'Algériens ont été grièvement blessés par les C.R.S. intervenant dans l'enceinte même de l'établissement pénitencier.

En fait, l'affaire des frères Semmoud et de leurs compagnons dont les tortures ont été attestées par l'expertise judiciaire, aurait permis à certains milieux lyonnais chrétiens notamment de dénoncer les pratiques courantes des autorités policières et administratives de Lyon.

L'opération contre-feu, lancée par la police contre les prêtres, vise à empêcher ou tout au moins à jeter le discrédit sur ces Français honnêtes qui voulaient dénoncer ces abominables agissements.

C'est ainsi que des hommes dignes de respect sont calomniés pour avoir vu avec sympathie un mouvement de solidarité entre Algériens.

Il est vrai que les Algériens sont profondément solidaires avec leurs frères détenus et tous leurs compatriotes sans soutien. La Nation algérienne enlutée est une grande famille qui, dans la dure mais exaltante épreuve qu'elle traverse, retrouve toutes ses grandes traditions : l'hospitalité, la solidarité, la fraternité des combattants.

Seuls les vulgaires plumitifs de Soustelle peuvent parler de " prime aux terroristes ". A force de se prostituer, ils croient que tout s'achète.

Sous le règne de de Gaulle "l'homme d'honneur", on torture les Algériens en France, on arrête des prêtres parce qu'ils ont aidé des patriotes persécutés, on dénigre les sentiments et les actes les plus généreux et les plus nobles des militants algériens.

Malraux, prophète du régime, n'osera sans doute plus lancer des proclamations indécentes sur l'arrêt des tortures.

Telle est la réalité. Aucune manœuvre politico-policière n'empêchera qu'elle apparaisse aux hommes de bonne foi.

Paris, le 5 Novembre 1958

LE F.L.N. CONDAMNE FORMELLEMENT LES ELECTIONS
LEGISLATIVES DES 28, 29, et 30 NOVEMBRE EN ALGERIE .

Après la mascarade des fraternisations, après l'escroquerie du referendum, le gouvernement français organise en Algérie des "élections" législatives.

Devant l'effondrement des structures de l'Etat colonialiste, la démission des élus et la disparition des assemblées préfabriquées, le gouvernement de Gaulle va tenter de couvrir du manteau de la légalité l'occupation et l'administration militaires françaises.

Ce faisant, de Gaulle reprend dans les faits la vieille politique colonialiste de ses prédécesseurs :

- Comme eux, il nie la révolution algérienne et conteste la représentativité de ses chefs.
- Comme eux, il sacrifie les réalités au mythe de "l'Algérie française".
- Comme eux, il recourt au baobabisme.

Le gouvernement français et ses représentants militaires en Algérie font appel, une fois de plus, aux fantoches.

Les FIGURANTS MUSULMANS DES C.S.P. reçoivent une autre affectation. Demain, les SID CARA et autres ROBERT ABDESLAM seront "ELUS" par la grâce des mitraillettes françaises.

Mais personne ne se fait d'illusion sur leur représentativité, pas même le gouvernement français dont le désarroi et l'inquiétude devant l'absence de candidatures algériennes autres que celles des béli-oui-oui sont une preuve - s'il en était besoin - que le référendum, avec son énorme pourcentage de "OUI" fut, en fait, une parodie.

Quant aux conditions dans lesquelles se déroulera le scrutin, les déclarations de Messieurs Fonlupt-Espéraber et Savary, qui ont renoncé à faire acte de can-

didature, montrent que, pas plus que lors du référendum, n'existera pour le collège électoral algérien la possibilité de s'abstenir.

Le F.L.N., fondamentalement opposé à tout vote se déroulant sous l'empire de la loi française, CONDAMNE LES ELECTIONS DES 28 29 ET 30 NOVEMBRE, au même titre que le referendum.

Le peuple algérien combat depuis quatre ans pour l'indépendance nationale. Le F.L.N., expression politique de l'A.L.N., en est le porte-parole exclusif. Les réalités de la guerre ont largement démontré sa représentativité. L'ignorer ou ne pas en tenir compte, c'est :

- Se condamner au truquage électoral et au viol des consciences,
- Refuser la négociation,
- Poursuivre la guerre.

Paris, le 11 Novembre 1958.

LA GREVE DE LA FAIM DES PATRIOTES ALGERIENS DETENUS

A LA SANTE ET DANS LES PRISONS DE FRANCE

Le 13 Novembre 1958, Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed, Ministres d'Etat du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, ont cessé la grève de la faim.

Ils l'avaient déclenchée le 28 Octobre 1958 par solidarité avec Rabah Bittat, autre Ministre d'Etat, ainsi qu'avec d'autres responsables F.L.N. détenus.

Bittat, condamné par le tribunal militaire d'Alger, était emprisonné dans une centrale de force, considéré comme criminel délinquant de droit commun et soumis à un régime d'autant plus odieux, eu égard à sa qualité de Ministre algérien. Pour obliger l'administration pénitentiaire à un minimum de respect et se faire reconnaître la qualité de détenu politique, Bittat recommençait le 4 Octobre une seconde grève de la faim après une première qui dura 13 jours.

- 16 -

Ainsi, pour accéder au régime particulier que toutes les nations civilisées du monde accordent aux détenus dont l'inculpation ou la condamnation est motivée par leurs seules convictions politiques, les Ministres d'Etat algériens et responsables du F.L.N. ont dû avoir recours à l'ultime moyen de détenu : la grève de la faim.

Cette grève eut de grosses répercussions internationales :

- Interventions énergiques du gouvernement marocain qui se sent moralement responsable de l'arrestation des délégués F.L.N. par l'acte de piraterie française du 22 Octobre 1956.
- Grèves et manifestations monstres au Maghreb et dans les pays arabes.

C'est pourquoi le Ministre français de la Justice fut contraint de faire droit aux réclamations des grévistes.

Au moment où la propagande française essaye de tromper l'opinion internationale sur le prétendu désir de négociation du gouvernement de Gaulle, le F.L.N. en appelle à cette même opinion qu'il fait juge des véritables intentions du gouvernement français, qui non seulement maintient en prison des représentants authentiques du peuple algérien, mais encore les assimile à de vulgaires condamnés de droit commun dont ils subissent la promiscuité et le régime.

Le F.L.N. exprime sa sympathie, son admiration et son respect à tous les emprisonnés algériens grévistes. Il salue leur courage digne des meilleurs fils de l'Algérie combattante.

La lutte qu'ils poursuivent au-dedans même des prisons colonialistes ne peut que stimuler les combattants du dehors et hâter l'heure de l'indépendance algérienne.

Paris, le 14 Novembre 1958.

officiers de guerre psychologique de l'armée française et du Gouvernement français. "

Q. - New-York Times : Pensez-vous qu'un cessez-le-feu puisse intervenir dans l'immédiat ?

R. " Nous l'avons dit et nous le redisons : le problème algérien est avant tout un problème politique. S'il y a la guerre d'Algérie, c'est à cause de certaines conditions politiques, à savoir l'existence d'un régime colonialiste. La guerre ne peut prendre fin que par la création d'une nouvelle situation politique répondant aux aspirations nationales du peuple algérien. Il ne saurait y avoir, il est inconcevable qu'il puisse y avoir des cessez-le-feu sans règlement politique préalable. "

Q. - Radio Luxembourg : A part la négociation avec la France en pays neutre, voyez-vous une autre initiative ?

R. " Je ne vois pas d'autre; nous attendons que le Gouvernement français fasse preuve de réalisme et que devant son isolement international et son effondrement économique, il en arrive à considérer nécessaire la négociation avec le Gouvernement algérien. La parole est au Général de Gaulle et à M. Michel Debré qui revient à des positions en retrait sur les positions des Gouvernements qui l'ont précédé à Paris. Il faut que le Gouvernement français accepte de poser le problème franchement et cesse d'essayer de nous manœuvrer ou de manipuler l'opinion internationale, comme il l'a fait lors du changement de régime de détention de quelques uns de nos dirigeants. C'était là une lamentable tentative de semer la confusion dans l'opinion publique internationale; tentative qui a échoué car ces soi-disant mesures de clémence ne signifient rien : transférer un détenu d'une prison à une autre, cela n'a aucune signification politique. Cela aurait eu une signification politique si le Gouvernement français était prêt à négocier avec nous, mais nous en sommes encore loin, et c'est pour cela que nous avons tenu à affirmer aujourd'hui que nous avons le regret, je dis bien le regret, de déclarer que le Gouvernement algérien n'entrevoit actuellement aucune perspective de paix en Algérie. Pour négocier, il faut être deux. Pour le moment, seul le Gouvernement algérien veut négocier, et il le dit clairement. "

Q. - Agence U/P. I : La grâce des condamnés à mort n'est-elle pas un fait politique ?

R. " Les condamnés à mort dans les prisons françaises sont des prisonniers de guerre. Nous sommes des belligérants et nous voulons être considérés comme tels, et c'est violer le droit de la guerre que de les livrer aux tribunaux. "

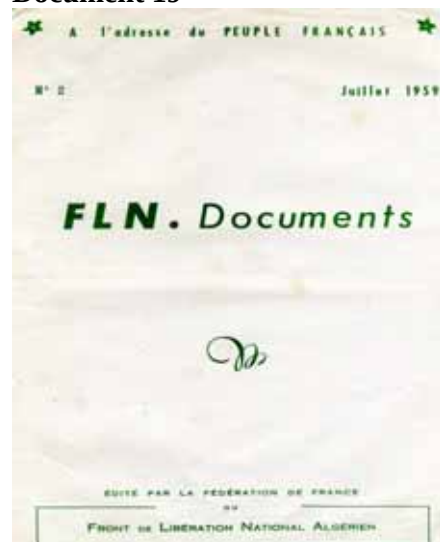
Q. - El Amal : Est-ce que vous avez reçu de l'aide de la R.A.G. selon les décisions de la Ligue Arabe ?

R. " Je ne réponds pas à cette question sous cette forme. Je rappelle que la Ligue Arabe a décidé de nous accorder 12 milliards, mais jusqu'à présent nous n'en avons pas reçu la moindre partie. Nous espérons que les membres de la Ligue Arabe honoreront dans un proche avenir l'engagement pris de participer à notre budget de guerre. "

Q. - France-Soir : Recevez-vous une aide chinoise ?

R. " Ainsi que vous le savez, une délégation de mon Gouvernement s'est rendue à

Document 19



— A NOS LECTEURS FRANÇAIS —

Le discours prononcé le 4 Juin 1959 par le Premier Ministre Français sur le problème algérien, et le débat qui s'en est suivi au parlement, nous laissent sceptiques sur les chances d'une paix que nos deux peuples désirent ardemment.

Ainsi à la cinquième année de lutte c'est encore l'étranger qui serait seul le responsable de la poursuite de la guerre d'Algérie ! "S'il n'y avaient pas les communistes français, algériens, russes ou chinois, si la "presse dé-faitiste" était interdite, si certains "entourages" n'étaient pas "mendésistes" si le Maroc et la Tunisie n'existaient pas, si l'Amérique était plus loyale, a-t-on pu entendre, la guerre d'Algérie serait terminée..." C'est en ces termes qu'un quotidien français, dénonçant la stupidité de ces arguments, résumait les débats.

FRANÇAIS, Hommes et Femmes de France !

Présenter de la sorte la situation algérienne, c'est faire injure non seulement à vos morts et aux nôtres - nous n'attendons certes pas des bourreaux qu'ils respectent la mémoire de leurs victimes - mais encore à vous, électeurs et électrices dont les députés se moquent impudemment.

Car enfin, plus de 50.000 Algériens tués par an et constamment remplacés au sein de l'A.L.N., plus de 100.000 emprisonnés, 112 centres militaires de triage, 11 centres d'"hébergement", plus d'un million de personnes "regroupées" dans les camps de concentration d'Algérie; quatre camps de concentration en France, 15.000 détenus dans les prisons et camps sur le territoire français - ces chiffres étant ceux-là même avoués par les autorités de l'Etat-Major français - n'est-ce pas là le tableau authentique de l'Algérie actuelle ?

Toutes ces souffrances, tous ces sacrifices sont-ils endurés par d'autres que le peuple algérien ?

L'armée française a-t-elle jusqu'à ce jour rencontré dans les rangs de l'A.L.N. des combattants russes ou chinois ?

La vérité c'est que des centaines de milliers d'Algériens et Algériennes sont suspectés, arrêtés, frappés, torturés, "isolés", "regroupés"... quand ils ne sont pas envoyés en "corvée de bois" ou abattus pour "tentative de fuite".

La vérité c'est que des centaines de milliers d'Algériens et Algériennes ont donné leur vie, parce que le peuple algérien unanime a choisi de se débarrasser de l'occupant.

La vérité c'est que des millions d'autres sont décidés à reprendre le flambeau, et parmi vous qui nous lisez, ceux qui dans les maquis eurent l'honneur d'être les combattants sans uniforme le comprendront bien : "Ami - si tu tombes - un ami sort de l'ombre à ta place" ...

La vérité c'est que nous sommes plus de 10 millions. Nous sommes un peuple jeune. Nous n'avons à perdre que nos chaînes. Nous avons lutté et nous lutterons jusqu'à la satisfaction de nos aspirations nationales. Chaque épreuve nouvelle, bien loin de nous mener à cette fameuse "lassitude" dont vous bercent

périodiquement vos imposteurs professionnels, vient raviver dans nos coeurs la détermination farouche de libérer notre pays.

Qu'un Premier Ministre, porte-parole du Général de Gaulle, fasse siens la plupart des arguments usés invoqués au Palais Bourbon par les "mal-élus" ; qu'il menace de dresser une liste noire d'entreprises sises en pays occidentaux voire européens, et de prendre des mesures de rétorsion qui "coûteront cher" à ceux qui ne comprennent pas la nécessité d'une solidarité avec la France ; qu'il prévoie la révision des positions de la France sur le plan de l'Union Européenne et de la Solidarité Atlantique si ses alliés n'épousent pas sans réserve la cause française... toute cette rage impuissante montre à quel point la guerre d'Algérie a isolé la France, même au sein des peuples occidentaux.

Mais alors, la politique colonialiste française aurait-elle raison contre l'ensemble des peuples afro-asiatiques, contre la majorité des peuples américains et européens qui manifestent pour la Révolution algérienne compréhension et sympathie ? Déjà à la dernière session de l'O.N.U. il a fallu le soutien de la raciste Afrique du Sud et du défunt régime Batista pour éviter au gouvernement du Général de Gaulle la condamnation de sa politique algérienne. Et quelle sera l'attitude du peuple français lorsque cette politique aura été condamnée par la plus haute instance internationale ?

FRANÇAIS !

Il ne suffit pas que M. DESRE dise et répète la légitimité française en Algérie pour que le monde le croie.

L'occupation de l'Algérie par la force des armes s'est faite après 27 années de guerre dans le nord du pays. Le sud n'a été définitivement occupé qu'au début du XX^e siècle, c'est-à-dire après une résistance populaire de plus de 70 ans. Or l'occupation de guerre est impropre à faire disparaître la souveraineté algérienne, et à conférer à l'occupant une légitimité quelconque.

Quant à la Nation, à l'Etat algérien que M. DESRE n'a pu découvrir dans le passé, faut-il lui rappeler l'Histoire de son propre pays qui nous enseigne par exemple :

- Qu'un traité entre M. de GUISE au nom de Louis XIII, Roi de France et les Députés du Bacha et Milice d'Alger est signé à Marseille le 21 Mars 1619 ?
- Qu'un traité de paix pour le commerce entre le Dey d'Alger et les sujets du Roy de France est conclu à Alger le 19 Septembre 1628 ?

Et nous pourrions citer d'autres traités où l'Algérie apparaît comme Etat membre de la communauté internationale.

Le Premier Ministre invoque l'acceptation des intéressés, qui fonderait la légitimité française. Abdelkader 1830-1847, les enfumades des Ouled Riah, Mokrani, El Hadad, les déportations en Nouvelle Calédonie, les Ouled Sidi Cheik, Boumazza, 1916 dans les Aurès, 1945 à Sétif et Guelma, enfin la lutte de libération entreprise depuis 1954, voilà autant de faits, de dates, de noms qui jettent le refus constant opposé par le peuple algérien à l'occupant français.

Aujourd'hui ces faits sont connus de tous les peuples sauf du peuple français, dont les gouvernements entretiennent délibérément l'ignorance.

Les nations afro-asiatiques nous comprennent et nous soutiennent parce que notre Histoire de peuple colonisé est la leur. De même que les pays latino-américains qui, encore au siècle dernier, gémissaient sous le joug colonial espagnol. Nombreux aussi sont les gouvernements européens qui comprennent que la France par son obstination à s'opposer au courant irrésistible de libération des peuples colonisés, risque de dresser contre l'Occident les trois quarts de l'humanité qui n'ont pas oublié que certains pays européens étaient hier encore leurs négriers et leurs exploitateurs.

C'est pourquoi notre juste cause est mieux entendue par l'auditoire international que celle dont M. DEBRE s'est fait le champion dans l'hémicycle du Palais Bourbon.

Les textes que nous vous présentons dans ce deuxième numéro de "F.L.N.-DOCUMENTS", sans viser à un bilan exhaustif de l'activité internationale du F.L.N. et du Gouvernement provisoire de la République Algérienne, permettent aux lecteurs de se rendre compte que l'Algérie ne pose pas un problème particulier à une province française - dans le cadre de la République Française - ni a fortiori celui de conflit de caractère local ou tribal.

FRANÇAIS !

A ceux qui, comme le Premier Ministre du Général de Gaulle, parlent encore en Juin 1959 de souveraineté française en Algérie, préfabriquent des députés au rabais, tentent de municipaliser le boudaïfisme et rêvent d'accorder l'"aman" aux groupes de l'Armée de Libération Nationale, nous opposons des faits.

Point n'est besoin ici de parler de la lutte armée, de la guerre de résistance nationale; les informations, même édulcorées, ne manquent pas aux Français. Elles sont tout de même édifiantes.

Nous souhaitons simplement que ces quelques documents aident les Français - soumis à un travail de "mise en condition" de plus en plus systématique - à se rendre compte que l'ALGERIE COMBATTANTE EST MAINTENANT FERMEMENT INSTALLÉE DANS LA VIE INTERNATIONALE.

C'est là une évolution irréversible.

Aujourd'hui pour tout Français, vouloir la paix signifie prendre conscience de cette réalité très simple et indéniable :

L'ALGERIE, L'ÉTAT ALGERIEN EXISTENT.

LA RÉVOLUTION ALGERIENNE SUIT SON COURS.

La négociation ne peut se faire et ne se fera que de gouvernement à gouvernement. La paix ne peut être que franco-algérienne.

Paris, Juin 1959

La Fédération de France du
Front de Libération Nationale Algérien.

LA RESTAURATION DE L'ETAT ALGERIEN

PREMIERE DECLARATION DU GOUVERNEMENT

PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

Le 19 Septembre 1958, un Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a été proclamé. Cette proclamation, faite au nom d'un peuple qui combat depuis quatre ans pour son indépendance, restaure l'Etat algérien que les vicissitudes de la conquête militaire de 1830 ont brutalement et injustement supprimé de la carte politique de l'Afrique du Nord.

Ainsi s'achève la plus scandaleuse des usurpations du siècle dernier qui a voulu dépouiller un peuple de sa nationalité, le détourner du cours de son Histoire et le priver de ses moyens d'existence en le réduisant à une poussière d'individus. Ainsi prend fin la longue nuit des mythes et des fictions. Ainsi prend fin le temps du mépris, des humiliations et des servitudes.

Un peuple qui, à travers 128 années de domination n'a pas renoncé un seul instant à sa personnalité, qui a subi de sanglantes défaites sans jamais abandonner le rythme quotidien de sa propre vie; un peuple qui a conservé intact le culte de son passé, de ses traditions, de sa langue et de sa civilisation, ce peuple-là a droit au respect et à la liberté.

Et c'est parce que cette liberté est demeurée à travers les générations l'idéal sacré que le père transmettait au fils, que le 1er Novembre 1954, dans un nouveau sursaut irrésistible cette fois, le peuple algérien s'est levé pour affirmer les armes à la main, son droit imprescriptible à l'indépendance, à la liberté et à la dignité.

HOMMAGE AU PEUPLE ALGERIEN ET SON ARMEE -

Depuis quatre ans, notre peuple est au combat. Il fait face à une des plus grandes armées du monde. Plus de 600.000 victimes algériennes jalonnent la longue et glorieuse route de la liberté. Livré par la France au pouvoir discrétionnaire des colonialistes et des colons, notre peuple est chaque jour torturé et massacré. Mais malgré ses souffrances et ses milliers de morts il reste inébranlable dans sa foi et dans la certitude de sa libération prochaine.

Notre invincible Armée de Libération Nationale, avec des moyens limités tient tête victorieusement à une armée française dotée d'un matériel moderne puissant, de l'artillerie, de l'aviation, de la marine.

C'est cet héroïsme, c'est ce courage, ce sont ces multiples sacrifices en un mot c'est la volonté unanime du peuple algérien qui légitiment la constitution du Gouvernement que j'ai l'honneur de présider.

Le premier devoir du Gouvernement provisoire de la République Algérienne est donc de rendre un vibrant hommage à ce peuple algérien martyr qui a

accepté de terribles épreuves pour que naisse et vive la République Algérienne libre. Cet hommage s'adresse également avec la même ferveur à la glorieuse Armée de Libération Nationale dont la bravoure et les sacrifices ont définitivement installé la cause de la Révolution algérienne sur la voie du succès.

LIBERTE - JUSTICE - LIBERATION SOCIALE -

En ces moments historiques, le Gouvernement provisoire de la République Algérienne salue avec émotion la mémoire de tous les martyrs algériens. En évoquant le souvenir impérissable de ceux qui furent atrocement torturés, de ceux dont l'horrible exécution fut cyniquement déguisée en fuite ou tentative de fuite, de ceux encore dont l'assassinat fut camouflé en suicide, comme pour ajouter une suprême insulte à leur sacrifice suprême, le Gouvernement provisoire de la République algérienne fait le serment de demeurer fidèle à leur idéal de liberté, de justice et d'émancipation sociale.

Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne, émanation de la volonté du peuple, est à cet égard conscient de ses responsabilités. Il les assumera toutes. Et d'abord celle de conduire le peuple et son Armée jusqu'à la libération nationale.

Cette libération acquise, la parole reviendra au peuple. C'est à lui, et à lui seul que revient le droit de forger les institutions de l'Etat algérien. En faisant siens les principes de la Révolution, il s'est déjà prononcé à la face du monde pour une République démocratique et sociale.

POURQUOI NOUS COMBATONS -

Le peuple algérien est un peuple pacifique. C'est contraint par le colonialisme français qu'il a pris les armes après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour recouvrer sa liberté et son indépendance. La fiction de l'Algérie française, le mythe de l'intégration, n'ont d'autre fondement que la politique de force.

L'Algérie n'est pas la France. Le peuple algérien n'est pas français. Emettre la prétention de "franciser" notre pays constitue une aberration, une entreprise anachronique et criminelle condamnée par la Charte des Nations Unies. Contraindre les Algériens à se prononcer par référendum, sur des institutions purement françaises, est une intolérable provocation contre un peuple qui lutte, précisément, depuis quatre ans pour son indépendance nationale.

Installés dans leurs structures impérialistes et racistes, les colonialistes français entretiennent les mythes du passé, et veulent, par la guerre d'Algérie, perpétuer le crime de 1830 et assurer la pérennité de leur domination.

Ces temps sont révolus. Aucune nation, si puissante soit-elle, n'a plus la liberté d'imposer sa loi à une autre nation. Cela signifie que la force restera impuissante devant la volonté unanime des Algériens d'édifier leur propre Histoire.

Cela signifie que notre peuple ne déposera les armes que le jour où ses droits de peuple souverain seront reconnus.

SOLIDARITE MAGREBINE ET ARABE -

Dans ce combat, l'Algérie n'est plus seule. Que les responsables français réfléchissent : derrière nous, il y a d'abord la Tunisie et le Maroc dont le destin, à travers les âges, a toujours été lié au nôtre. Il est dans la logique que l'Algérie, partie intégrante du Maghreb arabe, puisse édifier avec les deux pays frères une Fédération Nord-Africaine. La Conférence de Tanger fait date. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne reste fidèle à l'esprit de cette Conférence, car il est plus que jamais convaincu que la Fédération Magrébine est la seule formule susceptible d'apporter des solutions viables aux problèmes qui se posent à nous. Elle nous ouvre des perspectives à la dimension du monde moderne.

Il y a aussi le magnifique héritage de la civilisation arabo-islamique. Le peuple algérien, attaché à cette civilisation, fait partie du Monde Arabe. Ce monde est un, et c'est un non-sens politique que de vouloir le diviser. On ne saurait se prétendre les amis des Arabes à Tunis, à Rabat et à Beyrouth et leur nuire à Alger, au Caire et à Bagdad. La solidarité arabe n'est pas un vain mot. C'est grâce au soutien agissant de ces peuples frères et de leurs Gouvernements que le peuple algérien est près d'atteindre son but. S'il pouvait exister une dette de reconnaissance entre frères, celle du peuple algérien envers les peuples arabes serait immense.

SOLIDARITE AFRICAINE ET ASIATIQUE -

Je citerai également les pays libres de la Conférence d'Accra et les peuples encore enchaînés de l'immense continent africain qui aspirent à leur indépendance. A un moment de leur destin, le Gouvernement provisoire de la République algérienne salue ces peuples d'Afrique et de Madagascar, liés au peuple algérien dans une même communauté de souffrance et de lutttes contre le colonialisme français. Africains, Malgaches et Algériens s'entraideront avec la foi que requièrent la libération et la promotion du continent africain.

Après l'Algérie, il y a enfin toute l'Asie, tous les peuples qui viennent de secouer le joug de la domination coloniale et qui accèdent peu à peu aux responsabilités du pouvoir et à la technique moderne. A cet égard, la reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République algérienne par la République populaire de Chine, reconnaissance qui sera suivie par d'autres pays d'Asie, est significative.

A tous les peuples que la Conférence de Bandoeng a réunis autour du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Algérie Combattante adresse ses remerciements, et les assure en même temps que de sa fidélité aux principes de Bandoeng, de sa vive reconnaissance pour l'aide matérielle et morale qu'ils lui ont apportée.

CEUX QUI SAUVENT L' HONNEUR -

Nos remerciements vont également à ces hommes d'élite, à ces démocrates français, à tous ceux qui, en Europe et dans les deux Amériques n'ont pas cessé, avec une liberté de pensée qui les honore, d'appuyer notre juste cause. Ces semeurs d'idées neuves, ces bâtisseurs d'une humanité expurgée de tout esprit de domination, condamnant sans réserve tout système de colonisa-

tion. Ces hommes de toutes confessions et de toutes origines sont nos amis et nos alliés.

NOUS SOMMES PRETS A NEGOCIER

Le peuple algérien est donc fort de solides appuis. Il ne fait cependant pas la guerre pour la guerre. Il n'est pas l'ennemi du peuple français. Il est l'ennemi du seul colonialisme. Mais l'amitié entre peuples ne peut se concevoir que dans le respect de la liberté et de la souveraineté de chacun d'eux.

Nous avons toujours affirmé notre désir d'apporter au problème algérien une solution pacifique et négociée. Seul le refus des gouvernements français à accepter une négociation est à la base de la prolongation de la guerre. C'est dire que la guerre d'Algérie peut rapidement prendre fin si tel est le désir du Gouvernement français.

Le Gouvernement provisoire de la République algérienne est quant à lui prêt à la négociation. Pour ce faire, il est prêt à tout moment à rencontrer les représentants du Gouvernement français.

LA MINORITE EUROPEENNE : PAS DE PROBLEME INSOLUBLE

La présence de Français et d'Européens en Algérie ne pose pas de problème insoluble. En tout état de cause, l'Algérie, expurgée des colonialistes, ne connaîtra ni de super-citoyens, ni de citoyens à part diminuée. La République algérienne ne fera aucune distinction fondée sur la race ou la confession entre ceux qui veulent élever leurs enfants. Des garanties fondamentales seront données pour qu'à tous les échelons tous les citoyens participent à la vie du pays. Tous les intérêts légitimes seront respectés.

L'ALGERIE ET LA FRANCE

Par ailleurs, l'indépendance de l'Algérie n'est nullement un obstacle à l'établissement de nouveaux rapports entre la France et l'Algérie. Ces rapports seront d'autant plus fructueux qu'ils seront fondés sur le respect de la souveraineté de chacun des deux pays. Au surplus, cette indépendance peut seule ouvrir des perspectives nouvelles à la coopération avec tous les autres pays.

L'ALGERIE ET LE MONDE

Depuis sa proclamation, le Gouvernement provisoire de la République Algérienne a enregistré avec satisfaction sa reconnaissance par un certain nombre de puissances. Il les en remercie vivement. D'autres le reconnaîtront demain. A l'adresse de toutes ces puissances, nous déclarons que notre Gouvernement est conscient de ses responsabilités sur le plan international. Il respectera les principes de la Charte des Nations-Unies et fait siennes la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ces principes demeureront la base intangible de la politique de la République algérienne et orienteront l'action de notre Gouvernement.

POUR LE RESPECT DES LOIS DE LA GUERRE- ET POUR LA PAIX MONDIALE -

Dans ce domaine, la Gouvernement provisoire de la République algérienne accueillera avec la plus grande faveur toute initiative internationale tendant à l'application à la guerre d'Algérie des dispositions humanitaires des Conventions de Genève.

De même, il accueillera toute initiative tendant à consolider la paix dans le monde, à arrêter la course aux armements, à interdire dans le monde les expériences nucléaires que la France veut étendre au sol algérien.

Au terme de cette déclaration, nous voudrions rappeler que la prolongation de la guerre d'Algérie constitue une menace permanente à la paix mondiale. Nous lançons un appel pressant à tous les hommes, à tous les peuples pour qu'ils joignent leurs efforts aux nôtres en vue de mettre fin à cette sanglante guerre de reconquête coloniale.

Nous exprimons le fervent espoir que cet appel sera entendu.

L'Algérie à l'O.N.U.

- RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE GUERRE EN ALGERIE
- RECONNAISSANCE DU G.P.R.A.
- RECONNAISSANCE DU DROIT A L'INDEPENDANCE

EN COMMISSION POLITIQUE ...

Une commission tendue où quatre-vingt et un délégués, dont celui de la Guinée qui siégeait pour la première fois, se prononçait alors sur des principes sans ambiguïté. Et les résultats du vote révélaient le profond changement de climat qui était intervenu depuis l'année dernière dans l'esprit d'une large majorité de nations.

Sur le principe du droit à l'indépendance du peuple algérien trente neuf nations votèrent favorablement, quinze seulement s'opposèrent à ce paragraphe alors que vingt trois délégués durent s'abstenir, manifestant ainsi qu'ils ne pouvaient en tout cas pas s'opposer à la reconnaissance de ce droit intangible.

Sur le paragraphe relatif à la poursuite de la guerre d'Algérie, qui comportait notamment pour la première fois le mot "guerre" et qui impliquait en fait une reconnaissance de facto de l'état de belligérance entre l'Algérie et la France, il ne s'est trouvé que sept gouvernements pour soutenir la thèse française, contre cinquante cinq votes favorables à cet alinéa et dix sept abstentions.

Sur le paragraphe admettant que la présente situation en Algérie constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales, quarante sept pays admettaient ce fait politique essentiel contre neuf et vingt abstentions.

La partie opérative de la résolution et notamment la référence à la négociation entre les deux parties obtint à son tour trente six voix contre dix-huit et vingt cinq abstentions.

L'analyse de ces votes se passe de commentaires car elle indique clairement que les Nations-Unies ne se contentent plus d'attitudes vagues mais expriment clairement à une large majorité des positions qui sont une condamnation cinglante de la politique française. Si bien que la résolution votée dans son ensemble, l'emportait largement par trente deux voix favorables contre dix-huit et trente abstentions.

C'était là une victoire éclatante pour nos thèses, une condamnation implicite de la politique française en Algérie, un appel insistant pour une solution politique et négociée entre les deux parties, une reconnaissance de la représentativité du Gouvernement provisoire, une admission sans équivoque du droit imprescriptible de notre peuple à l'indépendance.

EN ASSEMBLEE GENERALE ...

Cette résolution présentée à l'Assemblée Générale dans la nuit du 13 au 14 Décembre 1958, faisait alors l'objet d'une bataille de procédure où l'isolement de la France apparaissait d'une manière implacable. En effet, pour défendre ses thèses en tentant de pitoyables manœuvres de diversion, il ne s'est trouvé que les représentants de Cuba et de la République Dominicaine. Après que les co-auteurs de la résolution eurent, satisfaits par le résultat politique obtenu en commission, retiré le paragraphe faisant référence au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne sans qu'un vote ne soit intervenu sur ce point, l'ensemble de la résolution analysée plus haut obtenait trente cinq voix pour, dix-huit contre et vingt-huit abstentions. Ainsi à une voix près, la majorité des deux tiers aurait pu être acquise, et c'est là une victoire dont les effets ne manqueront pas de se faire sentir. L'analyse de ce vote final, le sens de certaines abstentions, la signification d'une aussi large majorité marquent un tournant essentiel dans notre lutte sur le plan international et un encouragement sans équivoque à mener jusqu'au bout notre combat pour l'indépendance.

Le soutien fidèle de nos amis, l'embarras de ceux de la France, les abstentions spectaculaires de ceux qui hier encore faisaient aveuglément confiance au gouvernement français, sont autant de signes que nous devons accueillir avec satisfaction et qui ne peuvent que raffermir, s'il en était besoin, notre détermination.

Extrait d' EL MOUDJAHID
Organe Central du Front de Libération Nationale
N° 34, - 24 Décembre 1958

RESOLUTION SOUMISE

A L' ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES

L'Assemblée Générale,

- Ayant discuté de la question algérienne,
- Rappelant sa résolution 1012 (XI) du 15 Février 1957 dans laquelle l'Assemblée Générale exprimait l'espoir qu'une solution pacifique, démocratique et juste serait trouvée par des moyens appropriés, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies,
- Rappelant également sa résolution 1184 (XII) du 10 Décembre 1957 dans laquelle l'Assemblée Générale exprimait le vœu que des pourparlers fussent engagés, et d'autres moyens appropriés utilisés en vue d'une solution, en conformité des Buts et Principes de la Charte des Nations-Unies,
- Reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance,
- Profondément préoccupés par la continuation de la guerre en Algérie,
- Considérant que la situation actuelle en Algérie constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Recommande instamment des négociations entre les deux parties intéressées en vue d'aboutir à une solution en conformité de la Charte des Nations-Unies.

COMMUNIQUE DE LA DELEGATION DU

GOVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

A LA XIIIème SESSION DE L' ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES

" Nous sommes pleinement satisfaits de l'issue des débats sur la question algérienne. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne voulait un débat politique. Ce débat politique a eu lieu. Nous avons obtenu une importante majorité en Commission comme en Assemblée Plénière où cette majorité a atteint à une voix près les deux-tiers des voix, en faveur du Droit du peuple algérien à l'indépendance et en faveur de la négociation entre les deux parties intéressées, c'est-à-dire entre le Gouvernement provisoire de la République algérienne et le Gouvernement français."

" Le fait que la Commission ait adopté la référence au Gouvernement provisoire de la République algérienne est une grande victoire politique pour le peuple algérien. Il est à noter que les très nombreuses abstentions des alliés de la France et notamment celle des Etats-Unis d'Amérique constituent une nette indication de leur évolution quant au problème algérien. Les Etats-Unis tout comme plusieurs membres de l'O.T.A.N. ne se sont pas prononcés contre le Droit du peuple algérien à l'indépendance ni contre la négociation avec le

Gouvernement provisoire de la République algérienne. C'est là le fait politique significatif de l'embarras des alliés de la France et de leur désaveu de sa politique en Algérie."

Le Caire, le 14 Décembre 1958

La Solidarité ARABE

L'ALGERIE AU 4^{ème} CONGRES DES ECRIVAINS ARABES

(Koweït - 20-27 Décembre 1958)

RESOLUTION SUR L'ALGERIE -

L'appel suivant, ainsi que l'a décidé le Congrès des Ecrivains Arabes, sera adressé aux Ecrivains et aux Penseurs du monde entier :

- Considérant que malgré les protestations indignées de la conscience universelle devant la guerre d'extermination menée par la France en Algérie, pour reconquérir l'Algérie et ~~destruire~~ les libertés et la nationalité algérienne,
- Considérant que malgré la proclamation du Gouvernement Légal algérien qui représente le peuple algérien combattant pour le Droit sacré de l'Algérie à disposer d'elle-même et à recouvrer ses droits,
- Considérant que la France ne cesse de poursuivre sa politique surannée avec des méthodes et des visées colonialistes,
- Considérant que la France a cherché à détourner la volonté du peuple algérien par le stratagème des élections,

Nous, Ecrivains Arabes, réunis en Congrès à Koweït, insistons particulièrement auprès des hommes libres de toute la terre pour qu'ils épousent la cause algérienne, défendent la thèse de "l'Algérie aux Algériens" et se solidarisent avec le peuple algérien en lutte. Nous les pressons de soutenir le Droit du peuple algérien à sauvegarder son pays, sa langue, sa nationalité. Car c'est là un devoir noble et impératif, dicté par les valeurs suprêmes de l'Homme et par la dignité humaine.

o o
o

Par ailleurs, le Congrès a adressé au Secrétaire Général des Nations-Unies un télégramme de protestation contre la guerre d'extermination menée par la France en Algérie. Un appel a été lancé à tous les Etats du monde pour les inviter à reconnaître le Gouvernement algérien.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS DU
VIII^e CONGRÈS DES CHAMBRES DE COMMERCE,
D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DES PAYS ARABES

Le 8ème Congrès des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des pays arabes s'est tenu au Caire du 6 au 13 Décembre 1958.

Ont assisté à ce Congrès les représentants des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture des pays arabes suivants : R.A.U., Jordanie, Arabie Saoudite, Soudan, Iran, Liban, Lybie, Bahrein, Algérie, Koweït, Yémen, Palestine.

RESOLUTION SUR L'ALGERIE --

Le Congrès :

- 1/- Exprime au courageux peuple algérien son admiration et sa solidarité agissante.
- 2/- Invite les Gouvernements arabes à faire toute diligence et à remplir leurs engagements à l'égard du Gouvernement algérien.
- 3/- Invite les Gouvernements arabes à s'accorder sur un projet commun exécutoire dans tous les pays arabes en vue de réunir les fonds amassés et d'en faire une source d'aide continue et généralisée.
- 4/- Invite tous les peuples et toutes les organisations économiques des pays afro-asiatiques à organiser comme les pays arabes une semaine d'aide à l'Algérie.
- 5/- Appelle l'O.N.U. à faire pression sur la France en vue de négocier directement avec le G.P.R.A., à reconnaître les aspirations nationales du peuple algérien et à arrêter l'effusion de sang en Algérie.
- 6/- Invite les Chambres de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture des pays arabes à boycotter les produits français.
- 7/- Demande aux Gouvernements de Bandoeng de prendre exemple sur les pays arabes qui constituent une partie importante du bloc afro-asiatique et à boycotter à leur tour les produits français.
- 8/- Proteste :
 - 1) Contre toute aide directe ou indirecte apportée à la France en vue de continuer la guerre d'Algérie.
 - 2) Contre l'immixtion d'organismes internationaux aux côtés de la France tel la B.I.R.D. dont le Président a récemment visité les champs pétrolifères algériens, ce qui constitue un acte d'hostilité à l'égard du peuple algérien et un encouragement au colonialisme français.

La Solidarité AFRICAINE

LA CONFERENCE DES PEUPLES AFRICAINS

RESOLUTION SUR L'ALGERIE -

La Conférence des Peuples Africains, tenue à Accra du lundi 8 au vendredi 13 Décembre 1958,

- Constatant qu'en raison de l'obstination de la France et de l'abdication de ses gouvernements successifs devant les injonctions menaçantes de la minorité Ultra installée en Algérie, la guerre d'Algérie est rentrée - plus atroce et plus meurtrière que jamais - dans sa cinquième année;
- Considérant que la France, sourde à tous les appels, s'entête à maintenir sa domination en Algérie pour pouvoir perpétuer, sous des armes camouflées, le régime colonial dans les autres pays qu'elle prétend, par des artifices originiaux, libérer et associer à son destin;
- Considérant que cette guerre que la France impose à l'Algérie coûte au peuple algérien plus de 600.000 victimes;
- Considérant que la discrimination pratiquée contre les Algériens en France et en Algérie, les représailles contre les civils, les menaces, les camps de concentration, les ratisages, le transport des populations civiles des zones dites d'insécurité ont provoqué des mouvements massifs de réfugiés en Tunisie et au Maroc qui y vivent dans des conditions physiques et morales extrêmes;
- Considérant que le peuple Algérien a subi, pendant près de 130 ans, un colonialisme pesant et féroce et n'a entrepris d'arracher son indépendance les armes à la main qu'après avoir épuisé tous les moyens d'une solution pacifique et raisonnable;
- Rappelant les termes des Recommandations faites par les Etats Indépendants d'Afrique lors de la Conférence d'Accra du 22 Avril 1958 en vue de mettre fin à la guerre de reconquête coloniale de l'Algérie;

- 1°/ Réaffirme le Droit du Peuple Algérien à l'Indépendance.
- 2°/ Condamne la politique dite de l'intégration de l'Algérie à la France.
- 3°/ Récuse toute valeur à toute consultation électorale préparée, organisée, conditionnée et contrôlée par les agents français qui, en l'occurrence, ne peuvent être à la fois juges et parties.
- 4°/ Prend acte de nouveau de l'incapacité de la France à organiser des élections libres en Algérie, puisque même des candidats français ultra partisans acharnés du colonialisme et de l'intégration dénoncent violemment les élections législatives truquées du 30 Novembre dernier et contestent officiellement toute représentativité aux députés issus de cette consultation.
- 5°/ Invite la France à reconnaître au peuple algérien son droit naturel à l'in-

- dépendance et à engager rapidement avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, interprète authentique de la volonté du peuple algérien, les négociations en vue de la réalisation de l'indépendance et du cessez-le feu.
- 6° Renouvelle aux nations amies de la France l'appel de la Conférence des Etats d'Afrique Indépendants d'Acra du 22 Avril 1958 afin qu'elles refusent désormais à la France toute aide, de quelque nature qu'elle soit, à son entreprise de génocide en Algérie.
 - 7° Prie instamment l'Organisation des Nations-Unies de recommander expressément une solution pacifique du problème algérien au moyen d'une négociation directe entre le Gouvernement français et le Gouvernement provisoire de la République algérienne, de fixer un délai raisonnable pour l'ouverture de négociations et de prévoir des mesures pratiques et efficaces afin d'aider le Gouvernement français à accepter une solution du problème algérien par la voie de négociations directes dans un territoire neutre qui garantisse la dignité et la liberté de chaque Algérien et sans préalable d'aucune sorte.
 - 8° Prie instamment les Etats et Gouvernements - et notamment les Etats Africains indépendants du Ghana, de la Guinée, du Libéria et de l'Ethiopie - de décider la reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République algérienne.
 - 9° Lance un appel vibrant aux pays africains afin d'organiser une journée de solidarité africaine avec l'Algérie au cours de laquelle on procédera à une collecte populaire en faveur des victimes algériennes de la répression et condamnera - sous forme de manifestations publiques, pétitions et protestations - la guerre coloniale d'Algérie.
 - 10° Salue le courage et l'esprit de solidarité anti-colonialiste et africain des soldats africains qui ont déserté l'armée française et lance un appel fraternel à toutes les troupes africaines engagées dans la guerre d'Algérie afin de suivre ce magnifique exemple et de rejoindre dès que possible l'Armée de Libération Nationale Algérienne.
 - 11° Fait confiance au Secrétariat Permanent de la Conférence Africaine pour veiller à l'application et à l'exécution des recommandations ci-dessus mentionnées.

La Solidarité ASIATIQUE

COMMUNIQUE VIETNAMITEN SUR LA VISITE DE LA DELEGATION ALGERIENNE

Hanoi, 16 Décembre 1958. - Le Gouvernement de la République Démocratique du Viet-Nam a déclaré aujourd'hui son soutien ferme et résolu à la lutte de libération nationale du peuple algérien, dans un communiqué publié sur la visite de la délégation du Gouvernement Algérien.

Le communiqué disait : " La délégation s'est entretenue cordialement

avec une délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Viet-Nam. Une identité de vues complète a été atteinte pendant des discussions au cours desquelles des problèmes internationaux aussi bien que des questions concernant les relations entre les deux pays ont été soulevés".

" Les deux parties notent avec grande satisfaction qu'au cours des quelques dernières années, le mouvement anti-colonialiste, le mouvement de libération nationale et le mouvement de lutte pour la sauvegarde de la paix mondiale sont allés en s'amplifiant chaque jour davantage. Depuis la conférence historique de Bandung et la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques tenue au Caire, jusqu'aux conférences africaines réunies à Accra, le mouvement anti-colonialiste dans les pays d'Afrique et d'Asie, pour l'obtention et la sauvegarde de l'indépendance nationale s'est intensifié jour après jour. Chassés de presque tous les pays d'Asie et d'Afrique, les colonialistes se sont efforcés de maintenir leur politique de "positions de force", en violation des principes des Droits de l'Homme et des lois internationales. La guerre coloniale et les actes de terrorisme barbare commis par les impérialistes ont été condamnés énergiquement. Malgré les difficultés et les obstacles encore nombreux, les peuples des pays d'Afrique et d'Asie, grâce à leur héroïque tradition de lutte et au soutien des pays socialistes et des peuples épris de paix à travers le monde, déjoueront les perfides manœuvres des impérialistes et recouvreront leur indépendance complète.

SIGNATURE DU COMMUNIQUE CONJOINT SINO-ALGERIEN

Pékin, le 20 Décembre 1958 - (Agence Chine Nouvelle) - Un communiqué conjoint sino-algérien a été signé à Pékin cet après-midi par le Ministre des Affaires Etrangères CHEN YI et Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement et membre de la délégation gouvernementale Algérienne. Le Président CHOU EN LAI assistait à la cérémonie, ainsi que d'autres membres de la délégation algérienne : Benyoucef BENKHEDDA, Ministre des Affaires Sociales et Saad DAHLEB, Directeur de l'Information; LI CHI SHEN et KUO MO JO, vice-présidents du Comité Permanent du Congrès National du Peuple; CHANG SHIH SHUNG, vice-Président du Conseil National de la Défense; LEI JEN MEN, Ministre par interim du Commerce Extérieur; CHANG HAN FU, vice-Ministre des Affaires Etrangères; KO HUA, Directeur du Département d'Asie Occidentale et d'Afrique au Ministère des Affaires Etrangères et LIU SHI WEN, sous-directeur du même département au Ministère des Affaires Extérieures.

TEXTE DU COMMUNIQUE CONJOINT :

Sur l'invitation du Gouvernement de la République populaire de Chine une délégation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne composée de Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement, Benyoucef BENKHEDDA, Ministre des Affaires Sociales et Saad DAHLEB, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Information, a visité la Chine du 3 au 13 Décembre et du 16 au 20 Décembre 1958.

MAO TSE TUNG, Président de la République populaire de Chine, et CHOU EN LAI, Premier Ministre du Conseil d'Etat, ont reçu la délégation du G.P.R.A.

CHEN YI, Ministre des Affaires Etrangères, LEI JEN MEN, Ministre par interim du Commerce Extérieur et CHANG HAN FU, Vice-Ministre des Affaires Etrangères, ont eu des conversations avec la Délégation du G.P.R.A. Les conversa-

tions se sont déroulées dans une atmosphère de sincérité et d'amitié. Au cours de ces conversations, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur la situation internationale actuelle, particulièrement sur la guerre d'Algérie et le développement des relations sino-algériennes, pour parvenir à une complète identité de vues.

Les deux parties professent l'opinion commune que la situation internationale actuelle est favorable à la lutte des peuples du monde pour le maintien de la paix internationale.

L'interdiction des expériences atomiques et nucléaires et la prohibition des armes atomiques et nucléaires sont exigées par tous les peuples. Les deux parties appuient complètement ces exigences.

Les deux parties constatent avec satisfaction que le mouvement des peuples d'Asie et d'Afrique pour sauvegarder leur indépendance nationale est déjà une réalité historique. Elles déclarent appuyer fermement les peuples d'Asie et d'Afrique en lutte contre le colonialisme et pensent que toutes les troupes étrangères doivent évacuer l'Afrique et l'Asie.

Au cours des conversations, le Gouvernement chinois a affirmé la justesse de la position solennellement prise à la Conférence de Bandoeng d'aider résolument la peuple algérien dans son juste combat pour l'indépendance nationale. L'Algérie appartient aux Algériens.

Les deux parties ont étudié les moyens pratiques susceptibles de renforcer les relations entre les deux pays. Elles décident en principe d'établir des relations diplomatiques et culturelles entre leurs pays.

Ils ont affirmé leur volonté de développer l'amitié et la coopération, entre les deux peuples.

Pékin, 11e 20 Décembre 1958.

DECLARATION DU PRESIDENT FERHAT ABBAS

AU CORRESPONDANT DE L'AGENCE CHINE NOUVELLE

Le Caire, 21 Décembre 1958 -

C'est avec une grande satisfaction que le Gouvernement Algérien a pris connaissance du Communiqué conjoint publié à Pékin par le Ministre des Affaires Etrangères CHEN YI et notre collègue Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement et du Ravitaillement Général.

Le voyage de notre délégation est plein de promesses. Il est le premier pas vers une coopération fructueuse qui ne cessera de consolider l'amitié entre nos deux peuples.

Le peuple algérien salue cette amitié agissante avec une grande joie.

Au milieu du combat libérateur qu'il mène depuis plus de quatre ans, cette amitié ouvre des perspectives nouvelles et fortifie nos espérances en un a-

venir de Paix et de Liberté.

La fidélité à l'esprit du Congrès de Bandung démontre la permanence des idéaux nationalistes communs aux peuples Africains et Asiatiques et la permanence de la lutte contre l'impérialisme colonial. Cette double permanence s'exprime dans le combat actuel et dans la détermination commune à la Chine et à l'Algérie de construire une paix durable dans l'Indépendance et la Sécurité de tous les peuples petits et grands.

Car, seule l'Indépendance et la liberté des peuples peuvent servir de base à un monde nouveau expurgé de toute exploitation de l'homme par l'homme et de toute domination impérialiste.

LE CONFLIT FRANCO - ALGERIEN ET SON EVOLUTION

DECLARATION ET INTERVIEW DE M'HAMED YAZID

MINISTRE DE L'INFORMATION DU G.P.R.A.

FAITE A TUNIS LE 27 JANVIER 1959.

" Nous avons le regret de déclarer que le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne n'entrevoit actuellement aucune perspective de paix en Algérie. "

" Les dernières semaines ont été marquées par une nette augmentation de la pression exercée par l'A.L.N. sur le corps expéditionnaire français en Algérie. Les actions de nos unités sont appelées à se renforcer. Nos groupes spécialisés ont effectué de nombreuses brèches dans les lignes électrifiées installées par l'ennemi à nos frontières. Des armes modernes ont été mises à la disposition de l'A.L.N., renforçant ainsi son potentiel militaire. Il suffit de lire la presse française pour réaliser l'ampleur de l'offensive de nos forces armées et pour voir que le peuple français est en train de payer cher, de son sang, le prix de la guerre colonialiste voulue par ses gouvernants. "

" Tout ceci prouve que nous sommes prêts à faire la guerre même si elle devait encore durer de longues années. "

" Nous sommes également prêts à faire la paix, mais cela ne dépend pas de nous. Le Gouvernement français tourne de plus en plus le dos à la paix. La déclaration de M. Michel Debré au Parlement français constitue un pas en arrière de la politique algérienne de la France et un refus net et catégorique de la négociation. "

" La France officielle est encore loin de réaliser que la "nature des choses" veut que l'Algérie accède à l'indépendance comme tout le reste de l'Afrique. L'indépendance de l'Algérie est inéluctable. Elle se réalisera avec ou sans la France. Ceci dit, notre offre de négociations directes avec le Gouvernement français, en territoire neutre, pour une solution politique du problème algérien, demeure valable. Si la porte des espoirs de paix en Algérie est en-

core fermée, le Gouvernement français est seul à en porter la responsabilité."

"La guerre d'Algérie asphyxie l'économie française. Le Gouvernement français a fait appel aux capitaux étrangers pour une participation indirecte aux frais de la guerre. Cette participation se fait par le moyen d'investissements étrangers en Algérie pour l'exploitation des richesses naturelles du pays et surtout de notre pétrole saharien. Nous tenons à souligner le caractère précaire des contrats récemment passés avec la France par des sociétés pétrolières étrangères. Notre peuple et son gouvernement ne sont pas liés par les marchés conclus avec l'ennemi en temps de guerre et les considèrent comme un acte d'hostilité à l'égard du peuple algérien. La coopération du capital étranger à l'exploitation des richesses naturelles de notre pays ne peut se concevoir que dans le cadre d'une Algérie indépendante et d'une Afrique du Nord unie."

Q. - Agence Allemande D.P.A. : Est-ce que le Gouvernement algérien est prêt à la négociation ?

R. "Tout d'abord la constitution de mon Gouvernement a créé une situation qui répond aux réalités démographiques et politiques algériennes. Nous sommes prêts à négocier avec la France pour la réalisation de notre indépendance. C'est au Gouvernement français d'accepter d'être de l'autre côté de la table et l'on pourra trouver la solution politique du problème algérien. Naturellement, notre objectif est net, il est connu, c'est l'indépendance de notre pays d'abord, l'unification du Maghreb ensuite."

Q. - Es-Sabah : Pensez-vous, Monsieur le Ministre, que la participation des sociétés étrangères d'exploitation du pétrole saharien représente un danger pour vous ? Si oui, avez-vous la possibilité d'empêcher cette exploitation ?

R. "Nous sommes un peuple en guerre. Nous ne pouvons pas reconnaître comme valables des marchés conclus par notre ennemi avec des sociétés étrangères pour l'exploitation de nos richesses."

Notre déclaration d'aujourd'hui constitue un avertissement qui comporte des dangers pour les capitaux investis, pour le matériel utilisé, et ce qui est très regrettable, pour le personnel engagé. Lorsque nos forces attaquent des objectifs économiques importants, le personnel utilisé autour de ces installations peut être la victime innocente d'une opération militaire."

Q. - Europe N°1 : Y a-t-il eu des négociations au Caire ?

R. "Nous avons déjà répondu à cette question par une déclaration faite au Caire."

Nous n'avons connaissance d'aucun message envoyé au Caire et il n'y a eu ni contacts ni négociations directes ou indirectes."

Ce sont là des ragots sans fondement et il est pénible d'en trouver l'écho dans des "romans-feuilletons" basés sur aucun fait et dont font état certains libéraux français."

Tout cela ne peut que semer la confusion dans l'opinion publique française. Quant à notre opinion publique, elle est habituée à notre franchise et ne se laissera pas manœuvrer par les fausses rumeurs distillées par les

Pékin. Nous avons dit que notre politique consiste à accepter toute aide d'où qu'elle vienne. Ce que je peux dire, c'est que la Délégation est revenue satisfaite des résultats obtenus."

Q. - France-Soir : La Délégation algérienne a-t-elle été invitée à Moscou ?

R. "Nous avons démenti. Notre Gouvernement n'a pas été invité et toute visite officielle est impossible tant que Moscou n'a pas reconnu le Gouvernement algérien."

Donc toute annonce de visite à Moscou du Président Ferhat Abbas ou d'autres Ministres est infondée."

Q. - Le Monde : Le G.P.R.A. acceptera-t-il le statut d'Etat dans la communauté ?

R. "Lorsque nous parlons de Communauté, nous autres Algériens pensons à la Communauté Nord-Africaine et avons des idées précises sur la Communauté du Maghreb Arabe."

Nous nous attelons à la tâche de construire une Afrique du Nord Unie et indépendante et après le problème sera posé, non seulement à l'Algérie mais à l'Afrique entière."

Q. - New-York Times : Avez-vous pris des contacts diplomatiques en ce qui concerne les investissements étrangers en Algérie ?

R. "Oui, nous avons commencé à agir sur le plan diplomatique et surtout militaire car un train de pétrole qui brûle est plus efficace que tout contact politique."

Q. - Le Monde : Doit-on voir dans votre déclaration d'aujourd'hui la preuve d'un raidissement ?

R. "Ce que je viens de vous dire, nous n'avons pas cessé de le réaffirmer depuis notre déclaration ministérielle de Septembre 1958. Les déclarations de M. Debré sont nettes, elles ferment la porte à la négociation et nous le regrettons. Nous rencontrons une absence de politique du côté français. Ce qu'a dit M. Debré sur la souveraineté française en Algérie n'est pas l'expression d'une politique, mais une folie, étant donné la situation politique en France et dans le monde, la prétendue souveraineté française en Algérie ne s'exerce ni sur les Algériens ni sur les colons d'Algérie."

Faisons la distinction : la France officielle qui fait la politique officielle, du peuple français qui en paye le prix."

Et M. M'Hamed YAZID conclut sa conférence de presse :

"Notre présence à Tunis nous donne l'occasion de réaffirmer notre politique maghrébine qui est aussi fondamentale que notre politique pour l'indépendance algérienne."

DECLARATION DE M. MOHAMED YAZID
MINISTRE DE L'INFORMATION DU G.P.R.A.

New-York, 10 Février 1959.

M. Mohamed YAZID, Ministre de l'Information du Gouvernement provisoire de la République Algérienne a fait lundi soir à la presse la déclaration suivante :

" Les déclarations que M. Michel Debré vient de faire à Alger ne font que confirmer qu'il n'y a actuellement aucune perspective de paix en Algérie. Le Premier Ministre français détruit tout ce que les déclarations du Général de Gaulle pouvaient contenir d'intéressant ou de positif.

" Malgré tout le respect que nous devons à l'autorité du Président de la République française, nous ne pouvons qu'enregistrer les déclarations de M. Michel Debré comme exprimant la position officielle de la France et de son Gouvernement.

" Parler de "souveraineté française" en Algérie en 1959, c'est de la folie, il n'y a pas d'autre mot. "

LA JEUNESSE MONDIALE et les ORGANISATIONS INTERNATIONALES
expriment leur solidarité avec l'ALGERIE COMBATTANTE

RESOLUTION DE LA FEDERATION MONDIALE DE LA
JEUNESSE DEMOCRATIQUE SUR L'ALGERIE

Le Comité Exécutif de la F.M.J.D. réuni à Colombo du 7 au 10 Décembre 1958,

- Réaffirme le droit de l'Algérie à son indépendance, sa solidarité avec les jeunes et étudiants d'Algérie.
- Apprécie la solidarité agissante de la jeunesse du monde entier envers la jeunesse combattante algérienne et sa contribution pour mettre fin à la guerre d'Algérie.
- S'élève avec indignation contre la politique de répression systématique exercée sur les jeunes et les étudiants algériens et salue avec respect la mémoire de ceux d'entre eux qui ont consenti le sacrifice suprême pour la cause de leur peuple.

- Salue la constitution du Gouvernement provisoire de la République Algérienne et exige l'ouverture de négociations entre le Gouvernement provisoire Algérien et le Gouvernement français.
- Lance un appel pressant à toutes les organisations de jeunesse et d'étudiants pour renforcer leur action pour la reconnaissance du G.P.R.A. par leurs gouvernements respectifs, la cessation de la guerre d'Algérie et l'accentuation de l'aide matérielle (bourses, médicaments, vivres, vêtements...) apportée aux jeunes et étudiants algériens réfugiés au Maroc, Tunisie et Moyen-Orient.
- Charge le Secrétariat d'étudier la possibilité de constituer avec les autres organisations de jeunesse un Comité International de Solidarité avec les jeunes et étudiants algériens.

RESOLUTIONS SUR L' ALGERIE ADOPTÉES PAR LE CONGRES

DE LA JEUNESSE AFRO-ASIATIQUE

(Le Caire, du 2 au 8 Février)

- Considérant le droit imprescriptible du Peuple Algérien à son indépendance et à sa souveraineté nationale,
- Considérant que, pour reconquérir cette indépendance et cette souveraineté, le peuple algérien mène depuis plus de quatre ans une lutte implacable qui l'oppose à l'une des plus fortes armées du monde soutenue matériellement et financièrement par les alliés de l'O.T.A.N.,
- Considérant que la jeunesse algérienne assure un rôle essentiel dans cette lutte et consent des sacrifices immenses pour la libération de son pays,
- Considérant les pertes énormes et les souffrances subies du fait de la guerre par la jeunesse algérienne,
- Considérant que le Gouvernement français ne tient compte d'aucune des lois internationales de la guerre et recourt ouvertement aujourd'hui à des méthodes que la conscience mondiale a réprouvées, notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,
- Considérant que la France s'est refusée de saisir toutes les occasions qui se sont présentées à elle pour mettre fin à la guerre, particulièrement à la suite de l'offre du Gouvernement provisoire de la République algérienne d'entrer en négociations avec lui en vue d'un cessez-le-feu,
- Considérant que le Gouvernement français vient de réaffirmer sa volonté de poursuivre et d'intensifier la guerre d'extermination qu'il livre au peuple algérien,
- Considérant que le Gouvernement français, en livrant les richesses sahariennes de l'Algérie aux capitalistes français et internationaux, vient de commettre une nouvelle atteinte au Droit du Peuple Algérien à disposer de lui-même, et cela au moment où l'échec de la politique française dite d'intégration ne fait plus de doute comme l'ont démontré les votes intervenus à

la dernière Assemblée Générale des Nations-Unies sur la question algérienne et l'a mis en évidence également l'incapacité où se sont trouvées récemment les autorités colonialistes d'organiser des prétendues consultations électorales en Algérie,

- Considérant que l'enjeu de la guerre colonialiste qui se déroule actuellement en Algérie intéresse non seulement le sort du Peuple algérien mais aussi celui de tous les peuples d'Afrique, particulièrement ceux qui subissent le joug du colonialisme français,
- Considérant que la mainmise des monopoles financiers français et internationaux sur les richesses sahariennes qui constituent un nouvel acte de pillage aux dépens d'un peuple colonisé est une aggravation de l'oppression colonialiste imposée aux peuples africains par cette exploitation du Sahara aboutirait inévitablement à la consolidation de tout le système impérialiste existant sur le continent africain,

Le Congrès de la Jeunesse Afro-Asiatique réuni au Caire du 2 au 8 Février 1959 :

- 1°) Condamne la guerre d'extermination que livre la France au Peuple Algérien et réprovoque les méthodes barbares utilisées par les forces impérialistes françaises contre les Algériens.
- 2°) Demande la libération de Ben Bella et de tous les détenus politiques.
- 3°) Réaffirme le soutien de la Jeunesse des pays d'Afrique et d'Asie à la lutte héroïque que mène la jeunesse algérienne pour la reconquête de la liberté de son pays.
- 4°) Recommande que ce soutien prenne de plus en plus des formes concrètes, afin de contrebalancer par une assistance matérielle effective l'aide dont bénéficie le colonialisme français de la part de ses alliés de l'O.T.A.N.
- 5°) Demande à cet effet;
 - a - au peuple et à la jeunesse d'Asie et d'Afrique d'agir auprès des Gouvernements d'Afrique et d'Asie ainsi que les autres Gouvernements qui n'ont pas encore reconnu le G.P.R.A. de le faire.
 - b - Que les jeunes d'Afrique et d'Asie agissent afin que soit continuée et intensifiée la campagne entreprise par les opinions publiques et les Gouvernements de ces pays en vue d'amener le Gouvernement français à entrer en négociation avec le G.P.R.A., seul moyen de mettre fin à la guerre qui sévit en Algérie.
 - c - Que l'action de la Jeunesse Afro-Asiatique vise également par des moyens appropriés à la situation de chaque pays, à faire cesser l'aide dont bénéficie la France de la part de certains gouvernements.
- 6°) Dénonce les projets d'implantation économique de l'impérialisme français et international au Sahara.
- 7°) Appelle tous les jeunes d'Afrique comme ceux d'Asie à redoubler de vigilance pour mettre en échec les tentatives par lesquelles le colonialisme essaye d'échapper à l'inséparabilité qui l'attend.

RESOLUTION SUR L'ALGERIE ADOPTÉE PAR LE COMITÉ
EXECUTIF DE L' UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS

(Lodz - Pologne)

Le Comité Exécutif de l'U.I.E., après examen de la situation actuelle en Algérie et de ses incidences sur les étudiants,

CONSTATE :

- Que la Révolution algérienne se renforce chaque jour en hommes, en matériel, en techniques militaires, alors que la France se trouve aujourd' hui au banc d'accusation;
- Que depuis le Vème Congrès de l'U.I.E. tenu à Pékin en 1958, deux événements importants sont venus déterminer la politique des deux parties en présence : la constitution du Gouvernement provisoire de la République Algérienne et l'intensification de la répression caractérisée en particulier par la vague d'arrestations d'étudiants algériens survenues en France en décembre.
- Qu'à côté des déclarations dites libérales le Gouvernement français ne fait que multiplier les arrestations et les condamnations à mort d'étudiants et de patriotes algériens.

REAFFIRME les décisions prises au Vème Congrès condamnant la politique d'intégration du Gouvernement français et la complicité des Etats membres de l'O.T.A.N. avec les colonialistes français, dénonçant la mystification du référendum organisé par l'armée française sur des "institutions de la France".

EXPRIME sa plus énergique réprobation contre les arrestations de plus de 40 étudiants dont Francis Mustapha, Kara Mustapha, Boussalah Mohammed, etc., survenues en France en décembre 1958, et réclame leur libération immédiate.

EXPRIME son anxiété de voir les efforts du Gouvernement français qui tend à entraîner d'autres Etats dans la guerre contre le Peuple algérien, convaincu que ceci constituerait un grave danger contre la paix mondiale.

SALUE la constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne, événement répondant aux aspirations profondes du peuple algérien et aux vœux maintes fois exprimés par les étudiants nord-africains, marquant une étape nouvelle dans la lutte du peuple algérien, et EXIGE l'ouverture de négociations entre le G.P.R.A. et le Gouvernement français sur territoire neutre.

LANCE un appel pressant à toutes les organisations d'étudiants pour intervenir auprès de leurs gouvernements et renforcer leurs actions en vue de la reconnaissance du G.P.R.A.

FELICITE le Secrétariat et les Unions Nationales d'étudiants membres de l'U.I.E. pour leur action en faveur de l'U.G.E.M.A. et leur DEMANDE instamment d'intensifier leurs campagnes en faveur des étudiants et du peuple algériens et d'apporter tout leur soutien à l'U.G.E.M.A. dans la solution de tous les problèmes difficiles qui se posent à elle.

DU 15 AU 25 FEVRIER S'EST TENUE LA 8^e C.I.E.
(Conférence Internationale des Etudiants)

à LTMA - PEROU

- Condamnation de la politique d'intégration,
- Respect des lois de la guerre,
- Solidarité avec les Etudiants algériens,
- Négociation avec le Gouvernement provisoire Algérien.

La 8^{ème} C.I.E. constate :

1/- Que la situation générale de l'enseignement et de la culture en Algérie s'est considérablement détériorée et que la situation des étudiants algériens a sérieusement empiré en relation directe avec la continuation et l'aggravation de la guerre d'Algérie.

Que le problème de l'enseignement et de l'éducation en Algérie se pose avec une acuité dramatique, non seulement sur le plan de l'enseignement supérieur mais aussi et surtout aux échelons primaires et secondaires puisque des dizaines de milliers d'enfants sont actuellement parqués dans des camps de réfugiés au Maroc et en Tunisie dans des conditions de misère indescriptibles et ne reçoivent aucune formation scolaire.

2/- Que le Gouvernement français a intensifié ses mesures de répression à l'égard de la communauté étudiante algérienne, ce qui met les étudiants algériens dans un état permanent d'insécurité physique, rendant ainsi les études supérieures bien souvent impossibles en France.

3/- Que les principes élémentaires de justice universelle sont quotidiennement violés par :

- arrestations et séquestrations arbitraires d'étudiants;
- absence de garanties juridiques essentielles aux étudiants en particulier : droit à la défense et libre choix de l'avocat, droit de libre expression de la défense, droit à un procès rapide dans la juridiction ou aurait été commis le délit imputé permettant d'éviter les transferts arbitraires et les longues détentions préventives;
- disparition d'étudiants arrêtés par la police.

4/- Que l'usage des méthodes violentes de la torture par les autorités françaises aboutit à l'extorsion d'aveux sur lesquels ont été prononcées des

peines de mort avec exécution, comme en témoigne le cas de Taleb Abderrahmane, malgré la réprobation indignée de tout le monde étudiant dont les appels sont demeurés vains.

5/- Que la dissolution de l'UGEMA en France constitue l'expression la plus éclatante de la politique d'arbitraire et de répression dont sont victimes les étudiants algériens qui se trouvent ainsi privés de leur seul organisme d'expression et de défense.

5/- Que présentement l'insécurité physique des étudiants est plus grave que jamais, comme en témoignent les récentes et massives arrestations, provoquant ainsi un fort exode d'étudiants qui vient grossir le lot de réfugiés qui posent un sérieux problème à toute la communauté internationale des étudiants.

La 8ème C.I.E. :

- 1) Condamne la politique de répression violente du Gouvernement français dont sont victimes depuis plus de quatre ans les étudiants algériens qui se sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme source de la déchéance de la culture et de l'enseignement de leur pays.
- 2) Exprime sa réprobation indignée contre toutes les atteintes portées aux droits élémentaires et sacrés de l'homme, en particulier condamne la torture et demande la cessation de cette pratique et le juste châtiment de ceux coupables de pareils crimes, exige le respect des lois internationales de la guerre et des conventions de Genève sur le statut de prisonniers de guerre.
- 3) Rejette la politique dite "d'intégration" comme étant la négation même d'une culture nationale conforme au passé et aux traditions de l'Algérie.
- 4) Reconnaît la légitimité de la lutte des étudiants algériens pour l'indépendance nationale qui est comme l'a souligné la 7ème C.I.E. "la condition préalable à toute éducation complète" (Res. 99, Al. a) et se déclare solidaire de la lutte des étudiants algériens pour l'avènement d'une ère de liberté et pour l'épanouissement de la culture et un progrès social dans le domaine de l'enseignement et l'éducation.
- 5) Félicite le C.O.S.E.C. et toutes les Unions Nationales pour leur effort de soutien et d'appui qu'ils ont apporté à l'U.G.E.M.A. au cours de la campagne de solidarité lancée par la Conférence et les engage à persévérer dans cette voie.

La 8ème C.I.E. : Pour des négociations entre les deux Gouvernements.

- 1°/ La Conférence affirme sa conviction profonde que la solution définitive et efficace des problèmes qui se posent à la communauté étudiante algérienne réside dans la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie par la voie pacifique de la négociation entre les gouvernements français et algérien.
- 2°/ La Conférence charge le Secrétariat de porter à la connaissance de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. et du Conseil de Sécurité la présente résolution et de lui assurer une large diffusion dans la presse mondiale.

DOCUMENT 20

★ A l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS ★

N° 4

Novembre 1959

FLN. Documents



EDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE FRANCE

DU

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

LA QUESTION ALGERIENNE

dans la

PRESSE INTERNATIONALE

(Troisième trimestre 1959)

PRESSE ALLEMANDE

"Die Welt" du 15 Avril 1959.

" S'agissant de l'Afrique du Nord, il n'est que temps de rompre avec les engagements théoriques - les messages de solidarité. Tout le monde en est saturé. La déception n'a jamais été aussi vive. Tous les espoirs d'une coopération loyale avec l'Afrique du Nord s'évanouissent progressivement.

Les responsabilités de la guerre d'Algérie sont ainsi partagées; l'Amérique par ses livraisons d'armes, l'Allemagne Fédérale par son aide financière et bien entendu la France avec, à sa suite l'ensemble des puissances de l'O.T.A.N. Nul doute que le reproche de complicité avec la France sera fait demain au monde occidental."

M. Balckstein
Député au Parlement Fédéral

"Die Welt" du 28 Août 1959.

"... Aux Américains, traditionnellement anticolonialistes, il est difficile même de voir la guerre d'Algérie, sans témoigner leur sympathie aux insurgés.

L'Amérique ne gâchera pas le peu d'influence qui lui reste (ainsi qu'à l'Occident) sur les peuples afro-asiatiques, par un soutien ouvert des actes de la France. Ce serait pour elle un suicide diplomatique. Il est clair que la France se trouvera dans une position difficile, lorsque la question algérienne sera évoquée à l'O.N.U. ..."

Paul Sèthe

"Die Welt" du 3 Septembre 1959.

"A l'aide de contre-vérités, de la falsification systématique de faits désagréables et d'éloges au général de Gaulle, on essaye de présenter l'une des plus inhumaines guerres de répression, comme une cause juste.

L'affirmation que la population algérienne est obligée de se protéger contre les insurgés est dépourvue de toute logique. On pourrait aussi bien soutenir que l'occupant allemand protégeait la population française contre la Résistance".

Lettre de
Ralf LEVANDIWSKI de Hambourg

"Die Welt" du 24 Septembre 1959.

"L'Armée de Libération Nationale a remis mercredi à la police tunisienne des légionnaires allemands, dans la ville frontière de Gardimaou. Il s'agit de: Otto NADLER, Gunther BOGATZKI, Killy GRASKAMP et Eckardt SCHULZ.

Les autorités françaises d'Alger avaient prétendu que Nadler et Bogatzki ont été fusillés, ainsi que d'autres légionnaires.

Dans trois autres cas, il s'est avéré que les "fusillés" ont été libérés par l'A.L.N. et rapatriés en Allemagne Fédérale.

PRESSE AMERICAINE

"Christian Science Monitor" du 13 Août 1959.

"L'ALGERIE POSE UN DILEMME A LA FRANCE"

"L'offensive de l'armée française contre les unités rebelles algériennes de la région montagneuse de Kabylie a renforcé l'opinion des observateurs qualifiés ici qu'aucune solution militaire au problème algérien ne peut maintenant se réaliser dans un proche avenir...

Jusque là les experts pensent que tout tend à confirmer la maxime du leader communiste chinois Mao Tsé Tung qui a une large expérience de la guerre des partisans : "l'armée révolutionnaire vit au milieu du peuple comme un poisson dans l'eau". Il voulait dire que, pareille au poisson qui trouve sa subsistance dans l'eau et peut disparaître dans les profondeurs, une bande de rebelles se trouve dans son élément naturel parmi la population civile et peut s'y fondre dans son sein en cas de danger.

... Comme le général Faure l'a indiqué, les rebelles pourraient être facilement encerclés si la population civile l'assistait dans sa tâche. Cela ne s'

est pas produit. Le manque de coopération a été admis officiellement à Paris...

Le Président de Gaulle s'est assigné d'obtenir pour la France une position de parité parmi les grandes puissances mais il peut difficilement y réussir tant que les ressources du pays sont vidées en Algérie...

La situation en Algérie peut devenir la question principale au débat à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les résultats de l'offensive de l'armée française en Algérie peuvent servir à prouver que militairement la situation n'est pas meilleure du point de vue français qu'elle l'a été pendant la dernière session.

Politiquement, en outre, la situation a considérablement empiré et la France a perdu à l'Assemblée Générale d'importants soutiens."

"Evening Star Washington D.C." du 18 Août 1959.

" L' ALGERIE ET L' AMERIQUE "

"... La France rénovée doit faire comprendre à ses alliés qu'elle a le droit de demander de tous le soutien le plus complet pour une cause qui dépasse la destinée d'un peuple et d'une génération..."

Le Premier ministre, dont l'opinion coïncide vraisemblablement avec celle du Général de Gaulle, n'a pas précisé exactement ce qu'il entendait par là. Mais implicitement, dans sa déclaration ressort la suggestion que notre pays est moralement tenu en quelque sorte, de donner un soutien inconditionnel à la France sur toutes les questions concernant l'Algérie - particulièrement aux Nations Unies, et peut-être même une assistance spéciale économique-militaire.

Il est certain que si c'est là la pensée de M. Debré, alors ce dernier demande un peu trop. En fait il demande même trop. Car notre Gouvernement, comme il l'a indiqué ces deux dernières années, a décidé de suivre une politique à mi-chemin dans cette question extrêmement délicate, une politique qui vise à promouvoir une paix mutuellement acceptable sans offenser inutilement ni Paris ni les gouvernements asiatiques, arabes ou africains qui soutiennent les rebelles Algériens. "

"New York Herald Tribune" du 20 Août 1959.

" Si le discours de M. Debré signifie ce que ses mots disent, il demande les mains libres en Algérie avec un soutien inconditionnel des alliés de la France. C'est aller un peu trop loin. Nous devons signer un chèque en blanc qui sera rempli à volonté par le gouvernement de M. Debré.

Cela est pratiquement impossible, et tous les vrais amis de la France et de la vieille alliance entre la France et l'Amérique ont le devoir de dire à M. Debré certaines des réalités du problème. La plus cruciale est que ce pays ne peut pas et ne donnera pas son "soutien le plus complet" à une guerre qui est menée sans consultation avec nous par le gouvernement de M. Debré dans ses relations difficiles et clandestines avec les extrémistes d'Alger. Car cette guerre peut

s'étendre à la Tunisie et au Maroc et provoquer un fossé irréparable entre l'occident et les musulmans en grande majorité amis d'Afrique du Nord. Nous devons garder une position indépendante et éviter d'être mêlés dans une politique et dans une stratégie militaire qui paraît être dictée par des pressions sur le gouvernement de Paris.

Bien plus, il n'y a, je pense, aucun Américain conscient qui croit que la rébellion peut prendre fin par une victoire militaire et des mesures sociales. Les Américains pensent que la rébellion algérienne comme toute autre rébellion similaire dans cette dernière moitié du siècle, finira seulement quand le gouvernement français fera ce que le gouvernement britannique a appris à faire : reconnaître l'authenticité de la revendication des rebelles pour un nouveau statut. Nous ne pensons pas que la France peut pacifier et garder l'Algérie par une politique de paternalisme militaire..."

Walter LIPPMANN

"Washington Post" du 1er Octobre 1959.

"... Les rebelles ne font qu'établir un fait lorsqu'ils disent que la paix ne peut être obtenue sans leur accord".

PRESSE BELGE

"La Gauche" du 30 Mai 1959.

LES "MILLE NOUVEAUX VILLAGES"

Les "centres de regroupement" en Algérie ne datent pas seulement d'aujourd'hui. Leur création remonte au début de 1955. A cette époque, on les désignait sous diverses appellations. En Novembre 1954, quelques jours après le premier harcèlement de M'chounèche par l'Armée de Libération Nationale, les troupes françaises avaient décidé l'évacuation de cette région. Des milliers de tracts y furent lancés, invitant la population à évacuer les lieux sous prétexte que les Aurès allaient être bombardées au napalm. L'opposition des habitants de la région amena l'armée française à de violentes réactions (bombardement aérien des douars, ratissages, arrestations, etc.). Les rescapés de ces opérations furent groupés dans des camps sous surveillance. Ce fut le premier type de regroupements dénommé à l'époque "regroupement de suspects".

Cette population chassée était livrée à son propre sort. Quelques jours plus tard, les militaires l'employèrent pour effectuer des travaux forcés (réfection des routes, création de chemins vicinaux, remise en place de poteaux télégraphi-

ques et téléphoniques, etc...). Comme salaire, ils avaient un pain pour huit. Les récalcitrants étaient envoyés soit en prison, soit dans des camps éloignés de leurs familles.

Vingt Août 1955, journée sanglante dans le nord-est constantinois. Ce sont les campagnards chassés qui se joignirent ce jour là à l'Armée de Libération Nationale. Durant l'année 1955, ce fut la région où la répression fut la plus forte et au lendemain du 20 Août les douars se trouvant au pied du massif de Collo ainsi que les mechtas de Philippeville furent bombardées par le croiseur "Georges Leygues". Après cette entreprise néfaste, les survivants subirent le même sort que les précédents ; ils furent groupés sous surveillance et avec interdiction de quitter le camp.

Un autre type de regroupement est à signaler à Oued Aïssi, en Kabylie, plus communément connu sous le nom de "camp de la mort". A Oued Aïssi, près de Tizi Ouzou, les femmes et les enfants étaient placés à part, et les hommes gardés comme suspects. Dans cette région également, les hommes et parfois les vieillards (peu d'hommes viables avaient en effet manqué de rejoindre le maquis) étaient astreints à des travaux forcés.

Ce que la propagande française appelle les "douars" ralliés, constitue un quatrième type de regroupement de population musulmane. Au printemps de 1956, le général Blanc avait entrepris un ralliement à sa manière dans la vallée de la Soummam, où les éléments de l'Armée de Libération Nationale étaient placés sous le commandement du colonel Amirouche. Afin de convaincre les habitants de cette vallée, le général Blanc n'avait trouvé pour argument que la phrase suivante : "Chiens, fils de chiens, vous quitterez vos gourbis, sinon je vous brûlerai avec" (sic).

Ce sont là quelques exemples de "regroupement" selon la terminologie de la guerre psychologique en Algérie. D'autres regroupements ont eu lieu depuis à Tébessa, Souk-Ahras, Guelma et tout le long de la frontière algéro-tunisienne. Ce fut ensuite l'Algérois, l'Oranais. C'est aujourd'hui tout le reste de l'Algérie...

Quels buts les gouvernements français et l'armée française poursuivent-ils dans le cadre de ces opérations "regroupement" ? Au début, par une répression féroce, l'armée française avait essayé, au moyen de ces regroupements, d'isoler les éléments de l'armée de Libération Nationale. L'essai fut voué à l'échec : il ne pouvait en être autrement puisque l'A.L.N. est l'émanation de la révolution algérienne, elle-même issue du peuple.

L'Administration, à son tour, voulut, après cet échec militaire, tirer profit des tentatives de regroupement...

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur l'interprétation à donner des élections générales et municipales, ainsi qu'aux opérations de référendum, dont la presse a parlé en suffisance dans le monde entier. Nous laisserons à nos lecteurs le soin de dire ce que vaut un résultat électoral lorsque 95 à 98 % des votants expriment exactement une même opinion. Nous connaissons d'autres pays où pareils faits se retrouvent depuis longtemps..."

"De Standaard" (Journal catholique belge) du 4 Août 1959.

"Les chambres de torture de Paris ne sont plus depuis longtemps une légende, mais font partie d'un système dont la prééminence ne peut plus être déniée. D'une source très bien informée, nous savons que la Croix Rouge Internationale de Genève possède un dossier hallucinant sur les tortures en Algérie; une Commission d'Enquête suisse rassemblait des données aussi pénibles sur les pratiques dans la légion; la France éternelle..."

Nous pouvons une fois de plus rougir, si notre délégation à l'O.N.U., au nom de l'amitié et de la solidarité atlantique donne sa voix à la politique algérienne de la France et donc implicitement aux bourreaux de Paris et d'ailleurs".

PRESSE BRITANNIQUE

"Manchester Guardian" (Libéral) du 18 Août 1959.

"Le gouvernement français frappe à la porte de ses alliés. M. Debré demande, comme il l'a déjà fait, l'appui total de ses alliés dans la guerre d'Algérie, qu'il représente comme étant d'une manière ou d'une autre, un élément de la guerre froide. Si c'est vraiment là ce que demande le gouvernement français et le Président de Gaulle, les alliés devront indiquer clairement qu'ils ne peuvent le lui donner. Les Etats-Unis se sont engagés aussi loin qu'ils l'ont pu dans l'appui de la politique déclarée du Président de Gaulle sur l'Algérie, politique qui est bien plus libérale que celle de M. Debré. Aller plus loin, reviendrait à détacher de l'Occident une grande partie de l'Afrique et de l'Asie pour soutenir le gouvernement français dans une guerre qui, aux yeux de la plupart, même dans les pays atlantiques, est un conflit tragique, bien sûr, mais qui se place à mi-chemin entre une guerre civile et une guerre coloniale..."

"Tribune" (Travailleuse) du 21 Août 1959.

"DE GAULLE JETTE LE MASQUE"

Sur trois grands problèmes, les conversations américano-soviétiques, la guerre d'Algérie, les expériences nucléaires, le gouvernement autoritaire français dirigé par le Général de Gaulle a pris des positions que la Grande-Bretagne et le monde ne peuvent ignorer.

La guerre d'Algérie continue son déroulement sans issue. Une fois de plus, la France a ignoré une proposition de Ferhat Abbas, chef du gouvernement nationaliste, pour des négociations de paix sans conditions préliminaires d'au-

un côté. Et M. Debré a demandé que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devaient s'aligner du côté de l'impérialisme français... En d'autres termes nous devons contresigner sans réserve la prétention française de dominer l'Algérie pour toujours...

Soutenir la guerre coloniale de de Gaulle signifie pour la Grande-Bretagne jeter les derniers lambeaux de notre réputation parmi les peuples Africains et Asiatiques. Le soutien pour la liberté de l'Algérie a été unanimement décidé par la Conférence de tous les Peuples Africains et pas plus tard que la semaine dernière, les neuf Etats indépendants d'Afrique - y compris le Ghana - ont renouvelé cette résolution".

"Economist" (Indépendant) du 22 Août 1959.

"... Quant à M. Debré, il ne peut pas gagner sur les deux tableaux. S'il veut l'appui des alliés en Algérie il doit cesser de prétendre que les amis de la France n'ont aucun droit à juger ce qu'il appelle une affaire intérieure française. Le problème que M. Debré estime être "beaucoup plus que la cause d'un peuple et d'une génération" est en train d'être jugée d'après la conduite de la France...

Le Président Eisenhower doit dire clairement que les Etats-Unis ne peuvent accepter moins d'une autodétermination finale pour le peuple Algérien. La réunion des Etats Africains à Monrovia ne lui a pas laissé de choix"...

"Observer" (Indépendant) du 23 Août 1959.

"La France - heureuse et unie sur le plan intérieur sous la direction du général de Gaulle - a des ennemis de tous les côtés. Le discours de la semaine dernière de M. Debré contre la rencontre Eisenhower-Krouchtchev, venant après la conférence des Etats Indépendants d'Afrique de Monrovia a pratiquement isolé la France diplomatiquement..."

Le plus important de tous les facteurs réside dans les relations des pays Européens avec les nouveaux pays d'Asie et d'Afrique, ce que tout le monde admet maintenant comme devant être le problème vital des décades à venir, nous coûterait la confiance de l'Inde et de ses amis, du Ghana et des siens et nos meilleures relations avec les Etats Arabes. Bien plus, l'Allemagne occidentale et l'Italie ne sont pas plus désireuses que nous de s'engager avec l'Algérie française.

Les bases politiques convenables aux futures relations européennes avec les nouveaux pays d'Afrique, du moyen-Orient et d'Asie ne sont certainement pas "l'Europe-Afrique". Essayer de garder une Afrique dépendante de l'Europe aliénera toute l'Asie et remplira d'amertume tous les Africains. Le meilleur cadre politique pour des relations futures entre l'Occident et les pays afro-asiatiques est fourni par les Nations-Unies : c'est la solution qui guérira rapidement les vieilles blessures..."

"Sunday Times" (Conservateur) du 23 Août 1959.

"Un point sur lequel il y a un regret unanime, particulièrement dans les commentaires privés des Hauts Fonctionnaires et des diplomates, est la demande faite par M. Debré aux Etats-Unis de donner un soutien inconditionnel à la politique française en Algérie..."

Il apparaît que le Gouvernement français n'a pas compris que c'était une concession majeure pour les Etats-Unis de s'abstenir aux Nations Unies sur un problème de ce genre avec ses implications émotionnelles de colonialisme..."

"Manchester Guardian" (Libéral) du 24 Août 1959.

"Le Général de Gaulle continue à croire que la France n'est pas convenablement soutenue en Afrique du Nord par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne..."

... Les propres vues du Général de Gaulle ne sont pas connues d'une façon précise... Il est possible que le Président Eisenhower trouvera les moyens de l'aider. Mais il est évident que les Etats-Unis ne doivent pas et ne peuvent pas se compromettre par un soutien public pour les Français en Algérie..."

"Tribune" (Travailleuse) du 28 Août 1959.

"EISENHOWER ET KROUCHTCHOV"

"... M. Debré, le Premier Ministre Français, a déjà fait entendre d'un accent très prononcé qu'il insistera sur le soutien allié pour la politique française en Algérie..."

Il est extrêmement invraisemblable que le Président Eisenhower donnera une consolation quelconque à la France au sujet de l'Algérie. Le faire serait offenser d'importantes parties de l'opinion anti-colonialiste américaine..."

Ces alliances (O.T.A.N. et O.E.C.E.) correspondent difficilement à la haute protestation des pouvoirs occidentaux selon laquelle ils combattent pour la préservation des institutions libérales et démocratiques contre les dictatures autoritaires. Ce mythe est déjà si mince que les brins qui en restent s'évanouiraient complètement si la politique française en Algérie recevait la bénédiction du Président..."

PRESSE DANOISE

"Politiken" (Copenhague - Libéral) du 22 Août 1959.

"QUERRELLE PAR-DESSUS LA MANCHE"

"... Mais lorsque le premier ministre français exige brutalement que les alliés soutiennent la politique française en Algérie d'autres que les Anglais ont leur mot à dire : c'est une affaire qui concerne aussi directement le Danemark, puisque la question algérienne va bientôt venir à nouveau en discussion devant l'O.N.U.

D'abord, quelle est, au juste, la politique française en Algérie ? Depuis plus d'un an que de Gaulle est au pouvoir, on ne sait encore rien de sûr à ce sujet, mais on doit seulement se contenter de vagues paroles d'oracle. On peut difficilement, du côté français, exiger que nous soutenions une politique dont nous ignorons le contenu. Pour le moment, on doit seulement s'en tenir aux actes des autorités françaises, en Algérie et ces actes, il n'y a aucune raison de les soutenir ...

En outre, M. Michel Debré peut difficilement exiger le soutien des alliés aussi longtemps que la France se refuse à écouter l'avis des alliés sur la question algérienne..."

PRESSE SUÉDOISE

"Aftonbladet" du 27 Juillet 1959.

"EN ROUTE VERS UNE NOUVELLE ET PIRE INDOCHINE"

"... Les Français commencent à être anesthésiés par la propagande officielle qui, avec l'aide des agences de presse, des journaux, de la radio et de la télévision, annonce de grands progrès militaires. Dans ces conditions, pense-t-on, il serait absurde d'ouvrir des négociations : "nous sommes sur le point de gagner la guerre". Mais un observateur étranger retrouve le climat de la guerre d'Indochine en 1950, alors que les bulletins de victoire se multipliaient. Il fallut alors deux ans aux Français pour découvrir la réalité, et deux autres années se passèrent avant que la catastrophe finale survint.

La guerre d'Algérie commence réellement à s'approcher d'un tournant, mais il n'est pas sûr que les Français doivent tellement s'en réjouir. Les Fran-

çais ont, sans doute, enregistré quelques progrès militaires, mais il n'y a aucun signe de lassitude chez les nationalistes algériens. Bien au contraire, les combats sont maintenant plus durs qu'ils n'étaient il y a un an. En même temps, l'armement des troupes rebelles s'améliore de jour en jour. Tout récemment, elles ont, pour la première fois, mis en action de l'artillerie lourde...

Hans Granqvist.

"Stockholm-Tidningen" du 3 Août 1959.

"L'ALGERIE ET L'O.N.U."

"... La France de de Gaulle considère qu'elle ne pourrait tolérer une adhésion de l'Assemblée Générale, en considération du fait surtout que cette Assemblée se compose en grande partie de pays petits et souvent sous-développés ! Même si le Président français, qui croit que son pays est redevenu une puissance mondiale, peut être facilement tenté de laisser l'ONU se débrouiller sans la France, on aura de la peine à croire que de Gaulle voudrait, à ce point, jouer au dictateur sud-américain. En ce qui concerne les Nations-Unies, il n'y a aucun doute que le secrétaire général Hammarskjöld a fait comprendre à son éminent hôte qu'elles ne se laisseront pas effrayer par de telles menaces...

... Afin de ne pas venir les mains vides à l'O.N.U., on a en haut lieu à Paris décidé pour la centième fois de réarmer et d'activer les opérations militaires en Algérie. Il y a quelques mois déjà c'était dans le nord-ouest de l'Algérie, en Oranie - que de grandes forces avaient été mises en ligne. Il y a une semaine, une offensive a commencé avec 50.000 hommes dans les montagnes de Kabylie, le long de la côte méditerranéenne. Les derniers rapports arrivant de là-bas sont décevants. "Modestes résultats", constatent les journaux parisiens. En même temps, la pression militaire de la résistance (algérienne) augmente. De grands combats ont fait rage dans la partie orientale du pays, où l'armée de libération algérienne a pu, sur une large échelle, utiliser de l'artillerie et pour la première fois, a mis en avant de plus grandes unités de combat...

... La délégation française à l'O.N.U. se trouvera dans une situation impossible. Les accusations qui suivent non seulement les torturés, mais aussi la misère dans les camps d'internement où près d'un million de musulmans sont gardés, plus ou moins prisonniers, risque de créer une atmosphère dramatique."

"Arbeter" (Malmö - socialiste) du 8 Août 1959.

"LA GANGRENE"

Extermination de peuples, camps de concentration et torture érigés en système sont associés pour toujours au souvenir de l'Allemagne hitlérienne. On croyait dans les démocraties occidentales, à la fin de la guerre en 1945 que les méfaits du nazisme étaient un cauchemar qui ne se répéterait pas - du moins pas dans un "pays de culture".

Aujourd'hui, devant une opinion mondiale honteuse et trop silencieuse,

les méthodes hitlériennes sont de nouveau graduellement en honneur. C'est dans un pays qui, comme l'Allemagne des années 30, fait des rêves de grandeur et de puissance et souffre d'un complexe d'infériorité né de la défaite. Cette fois, il s'agit de la France.

L'ivresse nationaliste qui s'est emparée de la France a sa source dans la guerre d'Algérie.

Depuis longtemps on sait que la poursuite de la guerre en Algérie implique des souffrances illimitées pour la population civile. Les troupes françaises répètent en Algérie les méfaits allemands en Pologne et en Russie. On sait aussi, grâce à des rapports français, que la mortalité est effroyablement élevée parmi le million d'internés. On sait enfin que la torture est depuis longtemps intégrée à un véritable système...

Pierre Vinde.

"Hollands Posten" (Helsinki - libéral) du 8 Août 1959.

"LES ILLUSIONS FRANÇAISES SUR L'ALGERIE"

"Le commandement de l'armée française en Algérie vit sur deux illusions. La première illusion des officiers est de croire qu'ils pourront pendant quatre ou cinq ans, supprimer les injustices sociales et économiques que la France a commises pendant un siècle. Leur deuxième illusion est de s'imaginer qu'ils pourront gagner ces indispensables cinq années par la dureté et les actions militaires contre les insurgés arabes...

Ces jours-ci, on a annoncé, par exemple, que la France va maintenant gagner la jeunesse arabe. Les plus intelligents et les plus dynamiques parmi les jeunes arabes vont devenir des amis de la France... Ce qui semble le plus vain à l'observateur étranger, c'est que ce but serait atteint par les officiers et sous le contrôle direct des soldats français...

L'observateur ne peut s'empêcher de remarquer que ces jeunes formés aux frais de l'Etat français vont, peut-être plus tard, se rallier aux insurgés et non, comme les officiers à Alger le croient, devenir des propagandistes pro-français."

"Dagens Nyheter" (Stockholm - libéral) 15 Août 1959.

"VICTOIRE EN ALGERIE"

"L'offensive s'est déclenchée sur une série de fronts et les bulletins affluant de la Kabylie, d'Alger, de Paris et des capitales de toutes les grandes puissances. Ce n'est pas une scène nouvelle mais comme cela s'est produit plusieurs fois auparavant, il y a des raisons de voir dans cette orchestration d'actions politiques et militaires une offensive diplomatique française en relation avec le futur débat de l'O.N.U. Depuis bientôt cinq ans que la guerre d'Algérie dure, chaque session de l'O.N.U., qui voit la lutte de la France en Afrique du Nord figurer à l'ordre du jour, a été précédé par une période d'optimisme officiel à Paris et à Alger. A l'usage de l'étranger, on souligne le programme de réformes "libérales" et les rapports de victoires militaires, tout

cela pour convaincre les membres des Nations-Unies que la fin du conflit doit être considérée comme une question de temps et que la cause de l'Algérie sera mieux servie si la France peut, sans être dérangée, poursuivre sa politique... Il y a eu une série de variations sur le thème du "dernier quart d'heure", expression qui devint célèbre, une fois, à la suite d'une proclamation de Robert Lacoste, représentant de la France en Algérie pendant les dernières années de la quatrième République. Et c'est ainsi que chaque bulletin de victoire, démenti par les faits, est suivi d'un nouveau, au gré de porte-paroles pleins d'espérance et d'optimisme tactique.

... Plus d'une fois, le "Ministre du Sahara", Jacques Soustelle, a attiré l'attention sur les richesses qui vont être tirées des puits de pétrole du désert et qui vont donner la prospérité économique à la France ...

... Mais tout cela n'est aujourd'hui que chimères ou façades cyniques. Il est impossible d'exploiter normalement les ressources pétrolières aussi longtemps que les combats se poursuivent et que les derricks, les pipe-lines, et les voies de transport se trouvent placés sous une menace perpétuelle. L'idée de réaliser le plan de Constantine en pleine guerre est à la fois dénuée de toute perspective et économiquement irréaliste. Il est grotesque de soutenir que la population algérienne bénéficie des droits démocratiques et qu'elle peut voter librement lorsque les élections sont dirigées par l'armée française et que tout adversaire de la France est considéré et pourchassé comme un criminel...

... Maintenant la dernière offensive, inspirée par le même optimisme que beaucoup d'autres auparavant se poursuit dans les montagnes de Kabylie depuis plusieurs semaines. Mais les bulletins de victoire tardent à paraître et les discours sur l'imminente décision militaire sonnent tout à fait à creux. Aucune offensive de propagande avant la session de l'O.N.U. ne peut masquer l'évidente réalité : la France n'a pas fait un pas de plus vers son objectif officiel et, comme il y a un an, comme il y a deux ou trois ans, il n'y a pas d'autre solution que de rencontrer les nationalistes qui mènent le combat et de les accepter comme partenaires à la table des négociations."

"Ny Tid" (Göteborg - social-démocrate) 26 Août 1959.

" LA SUEDE ET L' ALGERIE "

"... A Paris, lorsqu'on prenait connaissance des critiques de la presse, on pouvait, dans certaines circonstances, craindre une réaction suédoise plus ferme à l'O.N.U., craintes qui, après coup, devaient paraître vaines. On peut naturellement alléguer une série de raisons pour lesquelles la Suède officielle doit se montrer plus prudente que sa presse libre. On peut se référer au besoin aux bonnes relations avec la France... Mais puisque la Suède n'est pas membre de l'O.T.A.N., elle devrait prendre une position plus indépendante que celle des Etats de l'O.T.A.N. qui ont à tenir compte de la coopération militaire avec la France. Si l'on ne voulait pas se rallier à l'exigence d'indépendance inconditionnelle pour l'Algérie, on aurait pu exprimer d'une manière plus claire le droit du peuple algérien de décider lui-même de son sort.

"Tribune de Lusanne" du 24 Août 1959.

"Dans une interview accordée au Monde le Général Challe, commandant en Chef disait hier : " J'estime que nous tenons le bon bout, bien qu'on en ait douté. J'estime qu'il peut y avoir une solution militaire à l'affaire algérienne, parce que les barrages aux frontières remplissent leur rôle et qu'il est possible de se débarrasser assez rapidement de l'adversaire".

Déjà Robert Lacoste ne cessait pas de prédire le "dernier quart d'heure", tandis que des zones entières demeuraient solidement sous le contrôle de la rébellion, et qu'une armée de 500.000 hommes restait impuissante face aux ténueurs d'embuscades et aux hommes des maquis. Aujourd'hui, malgré le 13 mai, malgré de Gaulle, rien, ou presque, n'a changé. Telle une anguille, l'Algérie continue à glisser entre les mains de ceux qui voudraient par la force la retenir. "

"Tribune de Lusanne" du 30 Août 1959.

"A l'heure où nous rédigeons ces lignes, le général de Gaulle inspecte la zone frontalière entre Bône et Tébessa. C'est l'envers du décor que nous nous sommes attachés à décrire dans ce reportage. Le Chef de l'Etat Français vient de dire : "...Nous ne pouvons rien faire qu'à partir de la Paix. Les Algériens feront leur destin eux-mêmes, cela est nécessaire. Ce qui décidera, ce sera la volonté des Hommes". Cette sagesse s'exprime au moment où de l'autre côté de la "ligne Morice", une nouvelle vague de combattants F.L.N. achèvent leur période d'instruction...

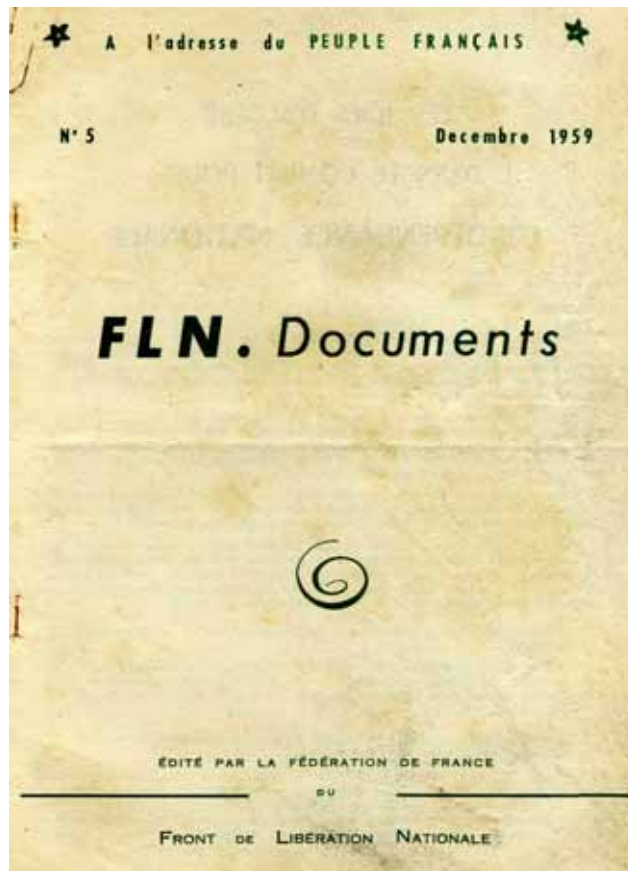
Est-ce à croire que les paroles qu'il vient de prononcer, diminueront leur élan ? Ce que nous avons vu ne nous y incite pas, car ce sont précisément ces Algériens en uniforme qui incarnent le plus la volonté dont parle de Gaulle. Le moral de cette jeune troupe nous a paru d'acier. L'augmentation constante de sa force s'oppose à tout apaisement. Raison de plus pour souligner le tragique et l'absurdité d'une situation qui consiste à prolonger au-delà de toute logique une guerre sans vainqueur, qui dilapide chaque jour davantage le capital spirituel liant la France et l'Algérie.

J'atteste ici que le fella en uniforme n'est pas à proprement parler l'ennemi de la France. Il est par contre l'irréductible adversaire d'une certaine France, à laquelle il ne veut plus rien devoir. C'est sa raison d'exister.

... Ces hommes (les soldats de l'A.L.N.) sont sans problèmes. Ils vont à l'essentiel, mettant quotidiennement en application la devise épinglée au mur du P.C. : "S'instruire pour vaincre !". Dans les conditions de vie qui sont les leurs, il faut une foi. Ils l'ont. C'est là tout leur confort..."

François Enderlin.

DOCUMENT 21



LES JUIFS D'ALGÉRIE DANS LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

AU LECTEUR,

Certains s'inquiètent du sort qui sera fait aux Israélites dans la communauté algérienne de demain. Les uns ressentent cette inquiétude en toute bonne foi et avec le réel souci d'un avenir fraternel dans une Algérie indépendante. Les autres la fomment avec une évidente malveillance et dans l'unique but d'accumuler les obstacles sur la route de notre libération.

Nous ne prétendons pas rassurer ceux qui font profession de s'inquiéter : ce sont assez souvent LES MEMES qui en d'autres temps, fort proches encore, abandonnaient volontiers les Juifs - de France ou d'ailleurs - à leur bourreaux nazis et ne semblaient pas tenir l'existence des fours crématoires pour incompatible avec les "avantages" d'une collaboration franco-hitlérienne.

Nous nous adressons ici à ceux-là seuls qui, au nom de la justice sociale et par scrupule de conscience ou par manque d'information, s'interrogent encore sur les principes fondamentaux sur lesquels repose notre lutte révolutionnaire.

Nous pourrions nous contenter de leur rappeler qu'en prenant les armes il y a cinq ans le peuple algérien s'engageait délibérément dans une lutte à mort contre le colonialisme - c'est-à-dire en particulier CONTRE LE RACISME, dont peu de peuples au monde ont eu à souffrir autant que lui. Nous pourrions nous contenter de les renvoyer à ces fermes déclarations de notre plate-forme politique :

" La Révolution algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion.

" La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une République démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination. "

Il nous a toutefois semblé utile de leur fournir l'ensemble du dossier afin qu'il leur soit possible de juger sur pièces.

Ainsi trouveront-ils dans la présente brochure les diverses précisions successivement apportées par le F.L.N. à sa position essentielle sur l'appartenance - de fait et de droit - des Juifs d'Algérie à la communauté algérienne. Et de façon plus concrète encore, ils y trouveront le témoignage sans équivoque de ceux des Juifs algériens qui ont déjà su reconnaître leurs véritables intérêts.

A ce témoignage s'ajoute l'exemple de nombreux Juifs algériens qui, dès les débuts de la Révolution ont rejoint les rangs de l'Algérie Combattante : soldats qui ont déserté l'armée colonialiste, appelés qui ont refusé de porter les armes contre leur peuple, commerçants qui ont participé à la grève des huit jours en Janvier 1957 et contribué à l'équipement de l'A.L.N., médecins et avocats actuellement dans les prisons et les camps pour avoir assisté leurs compatriotes musulmans.

Tous ceux-là sont la preuve vivante que les barrières artificiellement dressées par le colonialisme entre les Israélites et les Musulmans d'Algérie ne sauraient longtemps résister au souffle unificateur de la Révolution.

Paris, le 1er Décembre 1959.

Première Partie

Le FRONT de LIBERATION NATIONALE

et la Communauté Juive d'Algérie

La question de la MINORITE JUIVE au Congrès de la Soummam :

Le principe fondamental admis par la morale universelle favorise la naissance dans l'opinion israélite d'un espoir dans le maintien d'une cohabitation pacifique millénaire.

D'abord, la minorité juive a été particulièrement sensible à la campagne de démoralisation. Des représentants de leur communauté ont proclamé au Congrès Mondial Juif à Londres leur attachement à la citoyenneté française, les mettant au-dessus de leurs compatriotes musulmans.

Mais le déchaînement de la haine antisémite qui a suivi les manifestations

colonialo-fascistes ont provoqué un trouble profond qui a fait place à une saine réaction d'auto-défense.

Le premier réflexe fut de se préserver du danger d'être pris entre deux feux. Il se manifesta par la condamnation des Juifs membres du "8 Novembre" et du mouvement poujadiste, dont l'activité trop voyante pouvait engendrer le mécontentement vindicatif contre toute la communauté.

La correction inflexible de la Résistance Algérienne, réservant tous ses coups au colonialisme, apparut aux plus inquiets comme une qualité chevaleresque d'une noble colère des faibles contre les tyrans.

Des intellectuels, des étudiants, des commerçants, prirent l'initiative de susciter un mouvement d'opinion pour se désolidariser des gros colons et des anti-juifs.

Ceux-là n'avaient pas la mémoire courte. Ils n'ont pas oublié l'infâme souvenir du régime de Vichy. Pendant quatre ans, 185 lois, décrets ou ordonnances, les ont privés de leurs droits, chassés des administrations et des universités, spoliés de leurs immeubles et de leurs fonds de commerce, dépouillés de leurs bijoux.

Leurs corréligionnaires de France étaient frappés d'une amende collective de un milliard. Ils étaient traqués, arrêtés, internés au camp de Drancy et envoyés par wagons plombés en Pologne où beaucoup périrent dans les fours crématoires.

Au lendemain de la libération de la France, la communauté juive retrouva rapidement ses droits et ses biens grâce à l'appui d'élus musulmans, malgré l'hostilité de l'administration pétainiste. Aura-t-elle la naïveté de croire que la victoire des ultra-colonialistes qui sont précisément les mêmes qui l'ont persécutée naguère, ne ramènera pas le même malheur ?

Les Algériens d'origine juive n'ont pas encore surmonté leur trouble de conscience, ni choisi de quel côté se diriger.

Espérons qu'ils suivront en grand nombre le chemin de ceux qui ont répondu à l'appel de la Patrie généreuse, donné leur amitié à la Révolution en revendiquant déjà avec fierté leur nationalité algérienne.

En dépit du silence du Grand-Rabbin d'Alger, contrastant avec l'attitude réconfortante de l'Archevêque se dressant courageusement et publiquement contre le courant et condamnant l'injustice coloniale, l'immense majorité des Algériens s'est gardée de considérer la communauté juive comme passée définitivement dans le camp ennemi.

Le F.L.N. a étouffé dans l'oeuf les provocations nombreuses préparées par les spécialistes du Gouvernement Général. En dehors du châtiment individuel infligé aux policiers et contre-terroristes responsables des crimes contre la population innocente, l'Algérie a été préservée de tout pogrom. Le boycottage des commerçants juifs, devant suivre le boycottage des Mozabites, a été enrayé avant même d'exploser.

Voilà pourquoi le conflit arabo-israélien n'a pas eu en Algérie de répercussions graves, ce qui aurait comblé le vœu des ennemis du peuple algérien.

Sans puiser dans l'histoire de notre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'Etat, de cohabitation sincère, la révolution algérienne a montré par les actes qu'elle mérite la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante.

En effet, la disparition du régime colonial, qui s'est servi de la minorité juive comme tampon pour atténuer les chocs anti-impérialistes, ne signifie pas forcément sa paupérisation.

C'est une hypothèse absurde que de s'imaginer que "l'Algérie ne serait rien sans la France."

La prospérité économique des peuples affranchis est évidente. Le revenu national plus important assurera à tous les Algériens une vie plus confortable.

Extrait de la plateforme politique
du F.L.N. adoptée au Congrès de la Soummam
en Août 1956

LETTRE du C.C.E. aux ISRAELITES D'ALGERIE

A M. le Grand Rabbin,
A MM. les Membres du Consistoire Israélite,
Aux élus et à tous les responsables de la
Communauté Israélite d'Algérie,

Monsieur le Grand Rabbin,
Messieurs et chers compatriotes,

Le Front de Libération Nationale (F.L.N.) qui dirige depuis deux ans la Révolution anti-colonialiste pour la libération nationale de l'Algérie estime que le moment est venu où chaque Algérien d'origine israélite, à la lumière de sa propre expérience doit, sans aucune équivoque, prendre parti dans cette grande bataille historique.

C'est aujourd'hui un fait notoire que la guerre de reconquête imposée au peuple algérien s'est définitivement soldée par un double échec militaire et politique.

Les généraux français eux-mêmes avec, à leur tête, le Maréchal Juin, ne cachent plus l'impossibilité de venir à bout de la Révolution Algérienne invincible.

Le Gouvernement français, dans sa recherche actuelle d'une solution politique devenue inévitable, veut encore voler sa victoire au peuple algérien en poursuivant la pratique insensée de manœuvres grossières, vouées dès maintenant à un échec retentissant.

L'essentiel de ces manœuvres consiste à tenter d'isoler même partiellement le F.L.N., en portant atteinte à l'unanimité nationale anti-colonialiste désormais indestructible.

Vous n'ignorez pas, chers compatriotes, que le F.L.N., inspiré par une foi patriotique élevée et lucide, a déjà réussi à ruiner la diabolique politique de

division qui s'est traduite dernièrement par le boycottage de nos frères commerçants mozabites, et qui devait s'étendre à l'ensemble des commerçants israélites.

Cette double tentative que nous avons étouffée dans l'oeuf, était, comme par le passé, ourdie par la haute administration et mise en application par une poignée d'aventuriers escrocs, au service de la police.

Les policiers mouchards et contre-terroristes assassins ont été exécutés non en raison de leur confession religieuse, mais uniquement parce que ennemis du peuple.

Le F.L.N., représentant authentique et exclusif du peuple algérien, considère, qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne.

Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français. Il contribuera en outre à recréer la fraternité algérienne, brisée par l'avènement du colonialisme français.

Depuis la Révolution du 1er Novembre 1954, la communauté israélite d'Algérie, inquiète de son sort et de son avenir, a été sujette à des fluctuations politiques diverses.

Au dernier congrès mondial juif de Londres, les délégués algériens, contrairement à leurs corréligionnaires de Tunisie et du Maroc, se sont prononcés, à notre grand regret, pour la citoyenneté française.

Ce n'est qu'après les troubles colonialo-fascistes du 6 Février au cours desquels ont réapparu les slogans anti-juifs, que la communauté israélite s'est orientée vers une attitude neutraliste.

Par la suite, à Alger notamment, un groupe d'Israélites de toutes conditions a eu le courage d'entreprendre une action nettement anti-colonialiste, en affirmant son choix raisonné et définitif pour la nationalité algérienne.

Ceux-là n'ont pas oublié les troubles anti-juifs colonialo-fascistes qui, sporadiquement, se sont poursuivis en pogroms sanglants jusqu'au régime infâme de Vichy.

La communauté israélite se doit de méditer sur la condition terrible que lui a réservée Pétain et la grosse colonisation : privation de la nationalité française, lois et décrets d'exception, spoliations, humiliations, emprisonnements, fours crématoires, etc...

Avec le mouvement Boujade et le réveil du fascisme qui menace, les juifs risquent de connaître de nouveau, malgré leur citoyenneté française, le sort qu'ils ont subi sous Vichy.

Sans vouloir remonter très loin dans l'Histoire, il nous semble malgré tout utile de rappeler l'époque où en France, les Juifs, moins considérés que les animaux, n'avaient même pas le droit d'enterrer leurs morts, ces derniers étant enfouis clandestinement la nuit, n'importe où, en raison de l'interdiction absolue pour les Juifs de posséder le moindre cimetière.

Exactement à la même époque, l'Algérie était le refuge et la terre de liberté pour tous les Israélites qui fuyaient les inhumaines persécutions de l'Inquisition.

Exactement à la même époque, la communauté israélite avait la fierté d'offrir à sa patrie algérienne, non seulement des poètes, mais aussi des consuls et des ministres.

Si le peuple algérien a regretté votre silence, il a apprécié la prise de po-

sition anti-colonialiste des prêtres catholiques, comme ceux notamment des zones de guerre de Montagnac et de Souk-Ahras, et même de l'Archevêché qui pourtant, dans un passé récent, s'identifiait encore avec l'oppression coloniale.

C'est parce que le F.L.N. considère les Israélites Algériens comme les fils de notre Patrie qu'il espère que les dérégeants de la communauté juive auront la sagesse de contribuer à l'édification d'une Algérie libre et véritablement fraternelle.

Le F.L.N. est convaincu que les responsables comprendront qu'il est de leur devoir et de l'intérêt bien compris de toute la communauté israélite de ne plus demeurer "au-dessus de la mêlée", de condamner sans rémission le régime colonial français agonisant, et de proclamer leur option pour la nationalité algérienne.

Salutations patriotiques.

Quelque part en Algérie, le 1er Octobre 1956

Le Front de Libération Nationale.

QUELQUES POINTS D'HISTOIRE

L'Agence France Presse annonçait, le 21 Octobre écoulé : "Dans un message au Grand Rabbin et aux responsables de la Communauté israélite d'Algérie, le F.L.N. invite les Juifs algériens à prendre position dans le conflit." (1)

Au seuil de la troisième année de combat, il est en effet temps de placer les Algériens, tous les Algériens, sans distinction ethnique, devant leurs responsabilités en tant que citoyens d'une Algérie indépendante qu'ils auront demain à construire ensemble.

... Il est vrai que l'une des manœuvres les plus payantes que le colonialisme ait utilisées pour asseoir sa domination fut le classique "diviser pour mieux régner". Il opposa les compagnards aux citadins, les "fils de grande tente" aux prolétaires, les Arabes aux Kabyles, les Israélites aux Musulmans.

Si, au cours de la résistance armée, le peuple algérien devait fournir la preuve éclatante de son unité autour du F.L.N., symbole de la lutte pour l'indépendance nationale, il ne semble pas jusqu'à présent que la communauté juive ait pris nettement conscience de son devenir algérien. Or, il y va de son existence même dans un pays qui est et qui fut le sien.

Regard sur le passé.

... "Les Juifs se trouvent en Afrique du Nord depuis des siècles. Leur trace se perd dans les anciens temps. Une légende rapporte que certaines tribus berbères seraient d'origine palestinienne. Une autre légende a trait à la Kahena, la reine juive de l'Anrès. En tout cas, ils sont là dès le VIIIème siècle avant notre ère. Plus tard vinrent les exilés après la chute de Jérusalem, puis les Espagnols après

(1) Voir ci-dessus lettre du C.C.E. aux Israélites d'Algérie.

l'exode de 1492, puis les Italiens. On les trouve dans les grandes villes et dans d'infimes bourgades, dans les capitales et au coeur même du Sahara. Ils ont de droit en Afrique du Nord, qui est leur terre" (1)

Nombreux sont les Juifs qui fuirent l'Inquisition espagnole pour venir se réfugier au Maroc et en Algérie. En leur qualité de "gens du livre" ils étaient assurés de trouver protection à l'ombre de l'Islam.

A la différence des communautés d'Europe qui conservèrent longtemps une culture et un langage particuliers, les Juifs d'Algérie adoptèrent très vite la civilisation arabe et firent de l'arabe leur langue maternelle. C'est encore la seule langue utilisée par les Juifs du Sud algérien notamment.

L'Emir Abdelkader devait leur confier certaines tâches diplomatiques de la plus haute importance pour l'Etat algérien. Deux traités vitaux pour la cause algérienne, le traité DESMICHÈLS en 1834 et celui de la Tafna en 1837, constituant, l'un et l'autre, un succès incontestable et démontrant un sens politique très sûr, ont été dus, en partie, le premier à l'habileté de deux israélites d'Oran : Busnach et Mardochee Amar, et le second à Juda Ben Drane.

Les leaders marocains et tunisiens n'ont d'ailleurs pas manqué, l'hiver dernier, lors de la campagne que les partis nationalistes ont menée dans les deux pays frères, de rappeler que les Juifs vivaient au Maghreb bien avant l'Islam, et qu'à ce titre ils pouvaient fièrement revendiquer les droits de tous les autochtones.

Les séquelles de l'occupation.

L'implantation du colonialisme en Algérie devait se traduire par la dépersonnalisation et la "dénationalisation" des Juifs et encore par une tendance à les séparer et désolidariser de leurs compatriotes algériens, tendance qui - il faut bien le reconnaître - fut couronnée de succès.

Par les dispositions du décret du 24 Octobre 1870, (Décret Crémieux), les Israélites accèdent globalement et de plein droit à la citoyenneté française alors que les Arabes, "sujets français", ploient sous le Code de l'Indigénat.

Grâce à leurs facultés d'assimilation et d'adaptation, les Juifs opèrent une rapide évolution qui les place très tôt au sommet de la hiérarchie sociale. Grisés sans doute par cette démocratie de façade que le colonialisme excelle à pratiquer, nombre d'Israélites sont non seulement occidentalisés à l'extrême, avec tout ce que cela comporte de dispersion, de détachement et d'abandon des valeurs traditionnelles juniques, mais semblent encore avoir complètement renié leur passé algérien.

Dépersonnalisation.

A la belle époque de "l'Algérie française", il nous fut pénible de voir des Israélites algériens se considérer comme des "super-français" (réflexe d'ailleurs comparable à ceux des étrangers vivant en Algérie, qui sont d'autant plus chatouilleux sur leur qualité de "français" que celle-ci n'est pas de souche)...

L'Israélite, parlant des musulmans, dira "les indigènes". Les pays récemment libérés du joug colonialiste savent ce que ce terme a de péjoratif dans la bouche de l'occupant; venant de compatriotes, il est tout simplement odieux...

(1) Rabi, dans la revue ESPRIT, n° 7-8, Juillet-Août 1956.

Que des étudiants juifs algériens, interrogés sur l'avenir de l'Algérie à la veille de la Révolution actuelle, répondent "nous sommes Français, Français, Français. Vous comprenez. Pour nous il n'y a pas de problème. Si la France s'en va, nous partons tous", (1) cela prouve simplement leur manque de maturité politique et leur irréalisme par rapport à leurs camarades Tunisiens ou Marocains qui, eux, bâtissent avec foi leur avenir dans leur propre patrie.

Si ceux-là désirent redevenir les "Juifs errants", ils n'y auront point été contraints. Mais, pour tout être sensé, lier son sort à celui du colonialisme inexorablement condamné au siècle de Bardoeng, paraît un suicide...

Tout cela est du passé. Nous ne commettrions pas l'iniquité de condamner définitivement quelque communauté que ce soit, sachant au surplus que les divisions et les excitations au racisme furent l'œuvre des agents du colonialisme, qui se présentaient ensuite comme des "justiciers nécessaires", justifiant ainsi leur maintien en Afrique par la mission "humaine" qu'ils remplissaient. Ce qui nous inquiète davantage, ce sont les positions, les réactions, (disons, pour ne pas généraliser) d'un très grand nombre de nos compatriotes israélites devant la Révolution Algérienne...

Il est à peine besoin de rappeler à nos compatriotes que le fondement principal du colonialisme est le racisme. Or, le colonialisme n'a pu durer chez nous si longtemps que parce qu'il inculquait et maintenait le préjugé de supériorité raciale (des européens à l'égard des autochtones, des Juifs à l'égard des Arabes, etc...), base de l'exploitation sociale en régime colonialiste.

Nos envahisseurs n'ont pas manqué de manifester, aux diverses époques de notre occupation, leur antisémitisme congénital : si les Arabes d'Alger en 1830 étaient réputés grossiers (2), "les juives au teint si hâve étaient tellement malpropres, tellement déguenillées qu'il n'y a pas, je crois, de grenadiers qui, de leur vue seule, n'en eût assez..." (3)

Après la défaite de 1870.

... Pour beaucoup de Français d'Algérie, les Juifs continuèrent, (après le décret Crémieux) à représenter "une race inférieure qu'on tolérât dans le commerce et l'artisanat, qu'on voyait sans plaisir dans les professions libérales, et que l'on regardait avec une certaine répugnance dans l'enseignement". (4)

A partir de 1896, l'action de propagandistes comme Morès provoqua la formation de ligues antijuives.

Aux colons, la mévente des vins faisait paraître plus insolente la chance des Juifs dont les professions ordinaires souffraient moins de la crise (il existait cependant un prolétariat juif miséreux). La masse des Européens, impulsive et peu évoluée, était trop accessible aux appels à la violence pour ne pas suivre un mouvement dont les partis politiques à faibles effectifs - réactionnaires et socialistes - essayèrent de se servir pour triompher aux élections. D'autant que les Israélites étaient considérés comme les grands électeurs des députés opportunistes, alors atteints par les scandales dans lesquels étaient compromis des maires de leur clientèle.

(1) Rabi - Article cité.

(2) G. ESQUER : Histoire de l'Algérie, p. 7.

(3) Barchou-Penhon; Mémoires d'un officier d'Etat-Major - Expédition d'Afrique, 1835.

(4) ANSKY: Les Juifs d'Algérie, p. 49.

Il est un domaine où l'on se refusait à les admettre, celui de la politique, en faisant état de l'influence des consistoires sur la masse. L'antisémitisme devint un tremplin électoral. Les pogroms de 1897 se produisirent avec la complicité morale d'une grande partie de la population. Drumont, l'auteur de la France Juive, qui attribuait tous les maux de la France à l'action des Juifs, fut élu triomphalement à Alger en 1898. (1)

Le chef du parti anti-juif, un naturalisé de fraîche date, Maximiliano Régis, devint maire d'Alger à vingt cinq ans, avec un adjoint qui avait pour tout programme : "il faut qu'ils crèvent tous !"

Les manifestations de Mars 1897 contre un professeur israélite aboutirent à Alger, en Janvier 1898, sous l'impulsion du même Maximiliano Régis à des émeutes avec mort d'hommes.

La même provocation colonialiste aboutit au pogrom de Constantine en 1934. Le journal "l'Esclair" de la Ligue d'Action Franciste, dont on a inondé gratuitement les villes d'Algérie, écrivait : "Tout le mal vient des Juifs... C'est le Juif qu'il faut abattre."

Après la défaite de 1940.

La presse prostituée de 1940 - "L'Echo d'Alger" (2), la "Dépêche Quotidienne" (3) (qui s'appelaient alors "Algérienne") hurle haro sur les Juifs, dont elle fait les boucs émissaires de la défaite française.

"Les vichyssois multiplient leurs encouragements auprès des Musulmans à des actions anti-juives : manifestations, boycottages, pogroms, leur promettant une impunité parfaite. Mais les Musulmans ont compris et rejetant avec mépris toutes les propositions, c'est leur entière sympathie qu'ils manifestent aux Juifs", comme devait l'écrire, dans sa lettre au journal marocain "Al Istiqlal" du 17 Août 1956, un groupe d'Israélites de Constantine.

Parmi la littérature "bassement" antisémite, il est bon de noter que l'ouvrage d'un Maurice Lequière : "Fortunée la Juive", voit le jour précisément durant la période 40-41. L'explication que l'auteur tente vainement de traduire dans une préface embarrassée n'en est que plus infâme à une époque où les Juifs écrasés par le nazisme et ses acolytes d'Algérie, se trouvaient dans l'incapacité de répondre.

Nous retrouvons les mêmes noms à la "Fédération des Maires", à "Présence Française" et autres groupements qui entendent, par la réaction brutale, barrer au peuple algérien le chemin de sa liberté.

Et les Israélites algériens iraient, activement ou même par un silence qui ne peut être qu'approbateur, aider ces gens-là dans leur entreprise ?

Notre avenir commun.

Pendant longtemps nous avons compris et même excusé chez nos amis juifs, bernés par les manœuvres colonialistes, cette impossibilité de trancher ce partage, ce "déchirement intérieur", cette incertitude.

(1) Charles André Julien.

(2) De M. de Sérigny.

(3) De M. Schiaffino, autre champion de l'Algérie Française et de l'intégration.

Aujourd'hui, le peuple algérien doit savoir de quel côté se rangent ses véritables enfants. A l'égard des Musulmans qui ont trahi, le châtiment fut immédiat et exemplaire : nous n'avons jamais voulu donner prise à une quelconque accusation de racisme à l'égard de nos compatriotes juifs.

Dans la déclaration faite au journal tunisien "l'Action", le 16 Avril 1956, un porte-parole du Front précisait : "des Algériens d'origine israélite comprennent de plus en plus la véritable fraternité qui anime le F.L.N. à leur égard, et nombre d'entre eux revendiquent dès maintenant avec fierté la nationalité algérienne."

Après l'avoir revendiquée, cette nationalité, soyons tous unanimes à la mériter.

(Extrait de "Résistance Algérienne",
organe du F.L.N., Edition B - n°11 - 1er Nov. 1956.)

Deuxième Partie

Des juifs algériens prennent position

Note : A l'exception du dernier, tous les textes ci-après sont signés par des groupes anonymes. Le lecteur comprendra aisément que dans la situation de l'Algérie depuis 1954, les impératifs de sécurité nous imposent de taire les noms des signataires.

Les Juifs Algériens du Maroc et la REVOLUTION

Dans son appel historique du 1er Novembre 1954, le Front de Libération Nationale invitait le peuple algérien dans son ensemble, à se grouper derrière lui en tant que seul mouvement national et révolutionnaire digne de ce nom - pour arracher la patrie des griffes d'un colonialisme dont l'abjection n'est plus à démontrer. Cet appel qui constitue en somme la Charte de notre Révolution, s'adressait

à tous les groupements ethniques - sans distinction de race ni de confession - qui peuplent l'Algérie.

Notre Révolution étant véritablement nationale, se devait de tenir un langage franc, clair et loyal, à tous ceux qui se réclament, inconsciemment ou consciemment, de la patrie algérienne. C'est ainsi que l'on pouvait déjà lire dans notre Charte : "l'avènement du Front de Libération Nationale a été dicté par des impératifs et des raisons nationales puissantes (entre autres) - le rassemblement des Musulmans, des Européens et des Israélites d'origine algérienne (si leur désir est sincère de partager les obligations et devoirs qui incombent à tout citoyen dans la communauté algérienne) étant un état de fait qu'on ne saurait longtemps écarter. Ses rangs (F.L.N.) sont, de par les facteurs qui ont commandé son avènement, ouverts à tous les Algériens et Algériennes sans distinction de race ni de religion, si ce n'est leur attachement et leurs efforts conséquents pour le triomphe de ce combat libérateur."

Le scepticisme des uns quant à la réussite de notre action et le manque de courage des autres, ont fait que notre appel n'avait pas été entendu par tous lors du déclenchement des hostilités. La Révolution faisant impétueusement son chemin vers le triomphe de la liberté, le F.L.N. se devait de mettre fin à l'ambiguïté et de lever toute équivoque, en invitant solennellement les Israélites algériens à faire leur choix.

Dans une lettre adressée au Grand Rabbin d'Alger et publiée récemment dans "El Moudjahid", le Front de Libération Nationale invitait la population juive d'Algérie à faire face, dès à présent, à ses responsabilités et à prendre parti dans la conjoncture actuelle. Nous avons en effet jugé sinon équivoque, du moins, peu nette, l'attitude d'une importante fraction du peuple algérien à laquelle l'histoire, la langue, la race, le milieu et le moment font obligation de rentrer dans les rangs.

Cet appel aura été entendu.

Les Juifs algériens résidant au Maroc viennent en effet d'adresser à l'O.N.U. un télégramme ainsi conçu :

" Au moment où discussion problème algérien va venir devant l'Assemblée générale O.N.U. - stop - Juifs algériens Maroc expriment désir voir gouvernement français entrer voie négociations avec F.L.N. seul représentant qualifié peuple algérien sur base reconnaissance indépendance Algérie dans respect et intérêts légitimes diverses communautés vivant territoire algérien".

Signé :
"Juifs Algériens Maroc."

A notre réalisme, à notre sens de la démocratie et de la fraternité, à notre soif de justice et du droit, à notre souci de la vérité historique, les Israélites ont donc répondu par un acte qui les honore. En même temps que nous rendons grâce à leur courage, nous tenons à les assurer une fois de plus, que notre Révolution qui n'est ni fanatique, ni xénophobe, ni communiste - comme d'aucuns s'évertuent à le faire croire - saura leur réserver la place qui leur revient de droit dans l'Algérie de demain car, si cette Révolution est indiscutablement nôtre, elle est aussi la leur.

Au demeurant, une histoire récente a démontré que la famille française, dont ils font artificiellement partie depuis 1870, ne les accepte pas de gatté de cœur; l'Algérie était alors pour eux un havre de paix et de quiétude, et la sympathie que leur témoignèrent leurs compatriotes musulmans n'était ni feinte ni forcée :

aujourd'hui ils doivent en être persuadés. A l'heure où le monde semble être partagé en deux camps : le camp des oppresseurs et celui des opprimés, nous ne voulons pas croire que les Juifs d'Algérie admettent de vivre en déracinés dans une société qui n'est pas leur, alors que leur véritable patrie les réclame.

Nous voulons espérer que ce télégramme - qui constitue un tournant décisif dans l'évolution de l'opinion israélite - incitera tous les Juifs d'Algérie à se joindre à leurs corréligionnaires qui ont eu le courage de prendre une telle position, la seule qui soit logique, réaliste, naturelle et humaine. Dans une Algérie libre et souveraine, le Juif ne se sentira pas étranger, mais il importe que, dès à présent, il participe par l'action ou la parole à la libération d'une patrie que nous sommes en train de payer de notre sang, et à laquelle nous donnerons un autre visage, celui de la dignité et de la fraternité retrouvées.

(Extrait de "Résistance Algérienne",
Edition B, n° 18, 10 Janvier 1957)-.

UN GROUPE DE CONSTANTINOIS

Situation des Juifs d'Algérie

à la lumière des événements de 1934 et de 1956

Une des manœuvres les plus pernicieuses du colonialisme en Algérie fut et reste la division entre Juifs et Musulmans. Nous voudrions éclairer sur ce point ceux qui sont plongés dans le drame algérien, ainsi que les socialistes au pouvoir en France dont les discours affirment une position anticolonialiste.

Les Juifs sont en Algérie depuis plus de deux mille ans; ils font donc partie intégrante du peuple algérien. La civilisation arabe se propageant, ils l'adoptèrent et firent de la langue arabe leur langue maternelle, à la différence de la grande majorité des Juifs d'Europe qui ont conservé jusqu'à ces derniers temps une culture et un vocabulaire originaux. Et si de nombreuses familles juives, fuyant l'inquisition espagnole sont venues se réfugier en Algérie, il faut croire que les Juifs n'y étaient pas malheureux.

Cette intégration des Juifs dans le passé algérien, les colonisateurs tentent de la faire tomber dans l'oubli. Ils leur accordent des avantages qu'ils n'accordent pas aux Musulmans, créant ainsi un foyer durable de jalousie. Les Israélites bénéficient de droits civiques égaux à ceux des Français, profitent de la culture française, ce qui leur permet une évolution plus rapide dans le cadre des institutions françaises. Un courant d'incompréhension s'établit entre eux et les Musulmans. Ce fossé est exploité : il s'agit de détourner contre les Juifs une rancœur populaire issue de la misère.

1934, pogroms de Constantine : dans la ville et les campagnes environnantes circulent des appels, répandus par des provocateurs, incitant au pillage des biens juifs et expliquant que les autorités le permettent. Celles-ci d'ailleurs laissent se produire vers Constantine un afflux inusité de fellahs par trains entiers et par camions.

Là des orateurs excitent d'immenses rassemblements de foule. La tension monte.

Les Juifs sont affolés, mais les pouvoirs publics ne prennent aucune précaution sérieuse. On laisse faire une distribution gratuite du journal "l'Eclair" de la Ligue d'Action Franciste, où l'on peut lire : "Tout le mal vient des Juifs ... C'est le Juif qu'il faut abattre..."

Le lendemain matin, de faux bruits fusent d'assassinats d'Arabes et, à dix heures pillages et tueries commencent. De nombreux Juifs n'échappent à la mort qu'en trouvant refuge dans des familles amies musulmanes et européennes. "L'arme au pied, les troupes constatent et ne procèdent à aucune arrestation"; d'ailleurs les cartouches ne sont distribuées qu'à quinze heures.

Par la suite, une répression s'abat sur les Musulmans de la région, pas forcément coupables, et des mesures de coercition sont prises dans toute l'Algérie contre tout mouvement arabe. Ainsi les autorités se donnent un rôle de "justicier nécessaire" et en même temps enravent momentanément les progrès du mouvement national qui est à ses débuts. Le colonialisme est ainsi le gros bénéficiaire du pogrom. Les ultras en ont été les instigateurs.

1940 : Toute la presse de la colonisation vilipende les Juifs et fait l'éloge du nazisme. Les vichyssois multiplient leurs encouragements auprès des Musulmans à des actions anti-juives : manifestations, boycottages, pogroms, leur promettant une impunité parfaite. Mais les musulmans ont compris et, rejetant avec mépris toutes les propositions, c'est leur entière sympathie qu'ils manifestent aux Juifs. Ceci, les Israélites d'Algérie le savent bien et en gardent une profonde reconnaissance.

Nous voici aux événements actuels. Un tract du Front de Libération Nationale, déplorant le drame de 1934, met en garde les Algériens contre toutes les manœuvres colonialistes de division et toute déviation raciste du mouvement. Pourtant en Avril-Mai 1956, un cycle infernal, opposant violemment Juifs et Musulmans est déclenché à Constantine. Au cours de vastes rafles sanglantes organisées contre la population musulmane, des policiers et des supplétifs israéliens font du zèle. Une série d'attentats est alors déclenchée dans le quartier juif. De nombreux musulmans assurent qu'il s'agit là de provocations colonialistes tentant d'exploiter la tension, mais celle-ci croît de jour en jour, si bien que le 12 Mai, une grenade, lancée par on ne sait qui dans un café israélien, faisant quelques blessés, entraîne une incursion meurtrière de certains Juifs dans la ville arabe. Les auteurs ne sont pas désarmés. Le lendemain, deuxième incursion.

Les ultras exultent, heureux de trouver des hommes de main à bon marché, après s'être montrés des antisémites notoires, ils adressent aux Juifs félicitations et flatteries. Mais le cycle se poursuit : deux bombes faisant chacune une trentaine de victimes sont jetées, le Samedi, dans des lieux d'affluence du quartier israélien.

Il ne faut pas que se renouvellent de pareilles tragédies. Musulmans et Juifs, fils d'une même terre, n'ont pas à tomber dans le piège de la provocation. En revanche, ils se doivent de faire front contre elle. Ne pas se laisser duper par ceux qui, il n'y a pas si longtemps, envisageaient avec désinvolture l'anéantissement total des Juifs comme une étape salutaire de l'évolution de l'humanité. Se souvenir qu'ils n'ont pas désarmé; ils ont à peine voilé leur haine et leur mépris. Mais leur racisme trouve à l'heure actuelle un autre exutoire : c'est contre les Arabes qu'ils prennent maintenant des mesures de répression exterminatrice. Voici comment beaucoup conçoivent le terme de "pacification". Pour nous, nous préférons à cette horrible situation un vrai règlement

pacifique, dont aussi bien le congrès socialiste de Lille que la Conférence de Briani ont montré la possibilité. En ceci nous nous unissons au désir profond de la France libérale et populaire.

L'une des façons pour cette paix est que nous tous, Musulmans et Israélites, en collaboration avec les Européens libéraux, écartions toutes les provocations ayant pour but de nous dresser les uns contre les autres.

Pour cela il nous faut les rendre vaines en renforçant entre nous un climat de confiance et d'amitié. Si nous y parvenons, s'ouvriront pour nous toutes les perspectives nouvelles d'une vie débarrassée du fardeau étouffant du racisme. C'est dans ce but que nous envoyons cette lettre.

Nous nous excusons d'avoir dû rappeler de sombres événements; nous avons jugé nécessaire de faire d'abord le plus de lumière possible sur bien des malentendus qui empêchent quantité de bonnes volontés d'agir. Mais ce n'est qu'un travail préalable. Nous espérons que notre appel sera lu, propagé, et qu'il suscitera de nombreuses initiatives semblables chez ceux qui, en Algérie, refusent de voir triompher la haine.

Un groupe d'Israélites de Constantine.

Lettre parue dans l'hebdomadaire marocain "Al Istiqlal"
du 17 Août 1956 et dans "El Moudjahid", numéro spécial
Octobre 1956.

NOTRE ATTACHEMENT A LA NATION ALGERIENNE

Pendant l'Antiquité, des navires hébreux se fixent en différents points de la côte algérienne. D'autres Juifs, fuyant les répressions romaines de Judée les rejoignent. Les uns et les autres se joignent aux gens du pays en répandant leur religion, si bien que la résistance des tribus aux conquérants arabes se souvient d'une reine juive de l'Aurès : la Kahina. Par la suite, les Juifs comme les autres habitants sont arabisés. Les uns deviennent musulmans, les autres gardent leur religion, que l'Islam respecte en raison de la valeur que le Coran lui reconnaît. Sujets fidèles des souverains arabes d'abord, turcs ensuite, ils fournissent ministres, écrivains, poètes... Et la résistance acharnée de Constantine aux conquérants français voit les Juifs se distinguer.

Mais les colonisateurs nous "octroient" la citoyenneté française afin de nous séparer du peuple algérien, sans pour cela désirer se mêler à nous. L'instruction obligatoire se fait en langue française. On nous inculque, à l'école, que la seule histoire qui nous regarde et qui ait une valeur est celle de la France. On nous habitude ainsi à voir avec mépris l'héritage hébraïque transmis par nos parents et leur culture arabe. On laisse dans la nuit notre passé algérien. Malgré l'artifice de la situation dans laquelle nous sommes placés et les complexes psychologiques qui en résultent, nous finissons par accepter notre position car c'est la seule possibilité de modernisation qui nous est laissée.

Cependant le colonialisme, pour perpétuer son exploitation, et son oppression a besoin de dresser les uns contre les autres les éléments de la population du pays. Sous Vichy, c'est nous qu'il attaque, essayant en vain d'entraîner les Musulmans à des pogroms. Ne pouvant assurer son règne par la division, c'est vers les masses mu-

sulmanes qu'après la guerre il dirige son tir. Nous sommes évidemment sollicités à des actions anti-arabes. Les journaux brusquement nous parlent abondamment d'Israël, pleins de tendresse. Ceux qui d'entre nous se laissent entraîner sont d'infimes exceptions et se mettent en marge de notre communauté qui souffrit tant du racisme.

Aujourd'hui il est temps que nous revenions à la communauté algérienne. L'attachement à une citoyenneté française artificielle est un leurre lorsque s'élabore à grands pas la jeune et puissante nation algérienne moderne. Nous n'avons ni intérêts ni droit moral de renier nos origines et notre passé. Nous descendons, exactement comme les Musulmans, des premiers habitants du pays et de Sémites venus d'Orient. Les prescrits d'Espagne qui vinrent se mêler à nous, fuyant l'Inquisition, furent compagnons de malheur des Musulmans.

Pouvons-nous renier nos noms qui sont en général des noms arabes ? Devons-nous refuser de comprendre nos parents qui sont attachés à des coutumes, des traditions, une musique algériennes ? Alors que les tombes de nos ancêtres sont en Algérie depuis des millénaires, préférons-nous devenir ailleurs des étrangers ? Car ceux que nous rencontrons quand nous allons dans d'autres pays, en France par exemple ou en Israël, ne se trompent pas : ils voient en nous des Algériens (1).

Ceux qui nous appellent à la Nation Algérienne ne nous demandent pas de rejeter la culture française que nous avons acquise, car elle est et sera utile au pays.

Marocains et Tunisiens indépendants refusent-ils les rapports étroits et féconds avec la France ? Il nous est demandé seulement de ne pas renier nos origines c'est-à-dire le fond de nous-mêmes, car on a besoin de notre participation pour construire l'Algérie moderne. Ne nous montre-t-on pas le véritable chemin du progrès, celui qui se fait à partir du contact retrouvé avec son passé ?

Des Juifs ont rejoint les rangs des Algériens luttant pour l'indépendance nationale. Nous savons que, quelles que soient les idées politiques qu'ils soutiennent, c'est la haine du racisme qui les a déterminées.

Certains ont payé de leur vie, d'autres ont supporté avec courage les sévices policiers les plus immondes et aujourd'hui se referment sur eux les prisons et les camps de concentration. Nous savons aussi que dans la lutte commune, Musulmans et Juifs se sont découverts frères de race, et qu'ils éprouvent un attachement profond et définitif pour une patrie Algérienne.

En proclamant notre attachement à la Nation Algérienne, nous ferons disparaître le prétexte dont les colonialistes se servent en faisant croire au peuple français que la révolte ici n'est que le fait d'un fanatisme médiéval, pour prolonger leur domination. Ainsi nous abrègerons la tuerie qui ensanglante l'Algérie et où meurent tant d'innocents.

Cependant si les idées de beaucoup d'entre nous ne sont pas claires quant à notre vocation nationale, nous désirons tous profondément le retour de la Paix en Algérie. Nous savons que le seul moyen est l'ouverture de négociations entre le gouvernement français et ceux qui se battent, en particulier avec le Front de Libération Nationale qui a la confiance des masses. Aussi espérons-nous voir le Grand Rabbin d'Algérie s'exprimer, comme l'a fait le Grand Muphti, ce souhait de telles négociations.

Un Groupe de Juifs Algériens.

(Article paru dans "Al Tistiqlal" du 2 Févr. 1957 et dans "Résistance Algérienne" Edition B n° 21-22 du 11 au 28 Fév. 1957).

(1) N.D.L.R. - L'affaire BENHARROCHE qui opposa en Septembre dernier les Nord-Africains aux autres Juifs immigrés en Israël en est une pénible illustration.

UN COMITE D'ALGERIENS ISRAELITES
POUR LA NEGOCIATION

"Algériens d'origine israélite, nous avons pris connaissance dans la presse Française de l'appel du Front de Libération Nationale (F.L.N.) aux Israélites d'Algérie. Touchés par cet appel qui déclare notamment :

"... le peuple algérien considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne.
" Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français. "

"Nous approuvons son contenu et les perspectives politiques qu'il ouvre. Nous condamnons avec force la politique de reconquête coloniale dite de "pacification".

(Paru dans "Résistance Algérienne" Edition
B - N° 21-22 du 28 Février 1957.)

JE NE REPONDRAI PAS

Monsieur le Président de la République Française,

Le sursis qui m'avait été accordé par l'autorité militaire pour terminer mes études venant à expiration, je dois être appelé incessamment pour accomplir le service militaire. J'ai le devoir de vous informer que je ne répondrai pas aux convocations qui pourraient m'être adressées et de vous expliquer en détail les raisons de mon attitude :

Je suis né à Tiaret en Algérie, le 11 Juin 1931 et j'y ai vécu plus de vingt ans de ma vie. Très tôt j'ai eu l'occasion de vérifier personnellement la fausseté de l'affirmation des gouvernements français selon laquelle l'Algérie serait une province française.

C'est pourquoi je vins en France pour la première fois et c'est en liant connaissance avec des démocrates français que j'ai commencé à prendre conscience qu'il y avait des causes profondes aux maux dont souffrait ma Patrie.

J'acquis la conviction, qui ne s'est nullement démentie par la suite, qu'il était possible de construire une Algérie libre, heureuse, à condition d'abattre l'odieux régime colonial qui lui avait été imposé voilà plus de cent vingt ans. Il m'apparut que mon devoir était d'œuvrer à hâter la venue de cet heureux événement. Il m'en fallut pas plus au Ministère de l'Air en exercice pour m'exclure sous un prétexte futile, dû à mon inexpérience, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique où j'avais été admis après trois années de préparation à un concours difficile.

Je suis retourné dans mon pays où j'ai exercé pendant un an le métier de maître auxiliaire d'enseignement au Collège de Tiaret. Aujourd'hui quelques-uns parmi les meilleurs de mes élèves musulmans sont militaires dans l'Armée de Libération

Nationale. L'année suivante, j'ai suivi les cours de la Faculté des Sciences d'Alger : c'est là, à la Maison des Etudiants Musulmans, que j'ai lié quelques-unes de ces amitiés qui comptaient dans la vie d'un homme; de mes amis, les uns sont déjà glorieusement tombés pour leur Patrie, les autres sont dans la lutte.

C'était pour moi la première fois que je me trouvais mêlé aussi intimement aux masses profondes de mon peuple sur la seule base où la rencontre était possible, sur la base de l'anti-colonialisme. En deux ans, je fis dans cette voie des progrès extraordinaires : cette carapace d'incompréhension qu'on avait accumulée entre deux communautés sœurs fondait comme neige au soleil de l'action réciproque; je redécouvrais les multiples affinités qu'un siècle d'une politique d'assimilation forcée n'avait pu faire disparaître, je découvrais, et cela, croyez-le bien, sera porté au terrible dossier d'accusation du colonialisme français, que j'avais une Patrie, que je n'en avais jamais eu qu'une et que j'avais été incapable de la voir pendant plus de vingt ans.

En Septembre 1954, en application d'une loi d'amnistie (qui d'ailleurs avait été votée principalement en vue de réhabiliter certains collaborateurs) je fus ré-admis à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique. Dans les conditions qui étaient celles de l'Algérie à cette époque, il était de mon devoir de revenir en France pour y étudier afin de préparer à ma Patrie un de ces cadres techniques dont elle aura un si urgent besoin dans un proche avenir. Comme des millions d'Algériens, j'ai accueilli les nouvelles du 1er Novembre 54 avec un indicible sentiment de joie et de fierté : il me semblait que j'attendais ce jour depuis la défaite d'Abdelkader. En vérité, il ne s'y mêlait qu'une seule appréhension; celle de voir ces hommes valeureux se faire massacrer jusqu'au dernier (comme cela est déjà arrivé tant de fois) avant d'avoir pu grouper derrière eux l'ensemble du peuple algérien.

Je n'ai jamais dissimulé ces sentiments dans la mesure où j'estimais que leur manifestation contribuait à approcher l'heure où cesserait cette tuerie "imbécile et sans issue" pour la France.

C'est-ce qui me valut, sans doute, les dernières mesures des services de la Sécurité-Air : annulation de mon contrat de travail à la S.N.E.C.M.A. et radiation de la liste des promus au grade de sous-lieutenant de réserve sanctionnant les cours d'instruction militaire obligatoire où j'avais obtenu des notes suffisantes.

Si je vous ai exposé en détail toutes les raisons personnelles de mes actes, Monsieur le Président de la République, c'est qu'il se trouve en France des gens pour dénier aux Algériens non musulmans tout sentiment de patriotisme; ils trouvent plus commode de les affubler du nom de traîtres alors que, comme il ressort clairement de ce que je vous ai exposé, la véritable trahison serait pour moi d'agir d'une autre façon. C'est aussi parce que, Algérien de culture française, j'ai toute raison de m'inquiéter de la détérioration croissante des rapports franco-maghrébins. Je désire passionnément une collaboration amicale et fructueuse dans tous les domaines entre la France et l'Algérie, mais ni moi, ni aucun patriote algérien n'acceptera jamais plus que cette association soit celle du cavalier et du cheval. C'est pourquoi, avant qu'il ne soit trop tard, dans l'intérêt du peuple français, aussi bien que dans celui du peuple algérien, dans l'intérêt même des Français qui vivent de leur travail en Algérie, il faut reconnaître l'indépendance de l'Algérie et négocier avec le Front de Libération Nationale.

Joseph SIXOU
Ingénieur de l'Aéronautique.

Lettre parue le 2 Déc. 1957 dans "l'ACTION", hebdomadaire tunisien.

APPEL DE LA FEDERATION DE FRANCE DU F.L.N.

Algériens Israélites !

La politique colonialiste, raciste de tous temps, antisémite à l'occasion, contrainte de "justifier" aux yeux du monde l'injustifiable guerre qu'elle mène contre le peuple algérien, ose prétendre aujourd'hui qu'en nous refusant nos droits les plus sacrés elle défend les vôtres. Oubliant qu'elle vous a souvent persécutés, négligeant le fait que des milliers de Juifs (ceux par exemple qui croupissent dans les "Drabs") sont exploités et humiliés, elle feint de lier votre sort à celui de la minorité européenne qui ne peut concevoir ses rapports avec les Algériens que comme des rapports de maîtres à esclaves. Ainsi espère-t-elle vous associer à une cause qui n'est pas la vôtre et vous faire participer à la sauvegarde de privilèges qui n'ont rien à voir avec les droits légitimes revendiqués par notre révolution pour TOUS LES ALGERIENS, sans aucune discrimination.

Nombreux furent parmi vous ceux qui se joignirent à la lutte du peuple algérien : déserteurs de l'armée colonialiste, commerçants grévistes, médecins soignant les maquisards, avocats défendant les patriotes...

Ceux d'entre vous qui se sont faits les serviteurs zélés du régime colonialiste et de son armée, se sont irrévocablement exclus de la communauté nationale : leurs méfaits et leurs crimes les classent sans aucune équivoque parmi les traîtres. Ce n'est pas à eux que nous nous adressons.

Ce n'est pas non plus à ceux qui ont cru bon de joindre leur voix au choc de tous les complices de la grande entreprise de division et de mystification du peuple algérien. C'est le cas par exemple, avec l'instauration il y a quelques mois d'un "GRAND RABBIN de France et de l'Algérie" : il s'agit là d'une réforme d'inspiration intégrationniste, dont la nécessité ne s'imposait guère sur le plan religieux et qui fait apparaître un contraste significatif si l'on prend en considération l'attitude courageuse et réaliste de l'archevêque d'Alger.

Et nous ne nous adressons pas non plus à tous ceux qui, sans en avoir reçu mandat, se croient habilités à parler au nom de la communauté juive d'Algérie. C'est le cas par exemple d'un certain Alexandre Heiter, secrétaire de l'"Organisation sioniste de France" dont les divagations (1) témoignent d'une telle confusion mentale et d'une si exceptionnelle ignorance de l'histoire que nous ne saurions même pas comment entreprendre de les réfuter : les diverses mises au point et protestations formulées les jours suivants par d'autres organisations israélites en ont d'ailleurs fait justice, en précisant le genre de crédit qu'il convenait d'accorder à cette profession de foi gaulliste d'un groupuscule en mal d'existence (2).

Nous nous adressons à tous ceux qui, bien que n'ayant pas renié leurs origines, n'ont pas encore surmonté leurs troubles de conscience. Nous nous adressons à tous nos compatriotes israélites - et ils sont nombreux - qui se veulent algériens mais qui se tiennent toujours en marge de la lutte de leur peuple, et nous leur disons :

(1) Le Monde "Libres Opinions", du 9 Octobre 1959.

(2) Le Monde, déclaration du cercle Bernard Lazare, des 11-12/10/59.

Vous êtes partie intégrante du peuple algérien : il ne s'agit pas pour vous de choisir entre la France et l'Algérie mais de devenir des citoyens effectifs de votre véritable pays. Ou bien vous voulez exercer pleinement dans ce pays, dont l'avenir sera ce que librement et démocratiquement tous ses enfants ENSEMBLE le feront, des droits que personne jamais ne saurait remettre en question; ou bien vous acceptez de vivre sous le règne du mépris et de vous contenter d'une citoyenneté octroyée par vos oppresseurs dans un contexte qui est la négation même des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

Tels sont les termes du choix.

La prétendue option économique, le pari sur un avenir prétendument prospère, n'est pas davantage en cause : l'idéal pour lequel tant de patriotes algériens sont déjà tombés est sans commune mesure avec telles ou telles facilités matérielles, que nous devrions à quelque transformation du régime colonialiste.

C'est à un acte de foi que nous vous convions, un véritable acte de foi, par delà tous les calculs : foi en votre peuple, foi en votre pays, foi en vous-mêmes.

Algériens Israélites !

Des centaines de milliers de vos compatriotes sont morts et plus d'un million souffrent dans les prisons et les camps de concentration colonialistes, pour faire recouvrer à l'Algérie sa liberté, et à tous les Algériens sans distinction leur dignité.

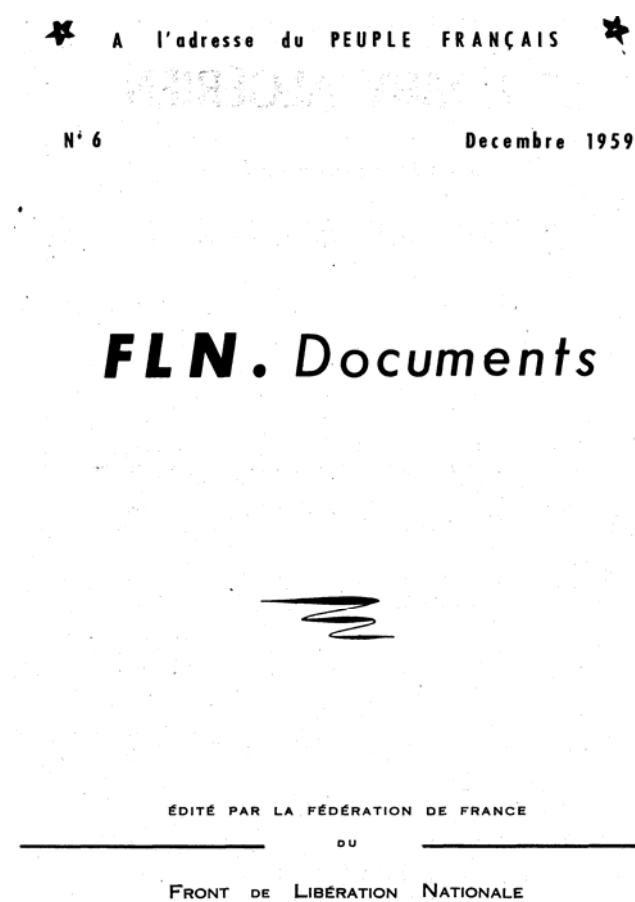
Au moment où notre combat entre dans une phase décisive, nous attendons que vous affirmiez, en tant qu'Algériens, votre adhésion à l'idéal d'indépendance et, partant, que vous preniez, pour dissiper une équivoque qui risque de compromettre nos rapports futurs,

une part PLUS GRANDE et plus ACTIVE à la lutte de VOTRE PEUPLE, afin que demain vive, EGALE POUR TOUS, la République Algérienne Démocratique et Sociale.

Front de Libération Nationale
Fédération de France

Paris, le 25 Novembre 1959.

Document 21-1



LE LOBBY ALGÉRIEN

sous le masque de la

" GRANDEUR FRANÇAISE "

Français !

Il ne dépend que de votre Gouvernement que les négociations s'engagent et que les armes se taisent.

Mais certains s'emploient - ouvertement ou dans les coulisses - à rendre tout dialogue impossible : certains s'opposent à toute solution pacifique, démocratique et juste du problème algérien.

Ce sont tous ceux qui ont intérêt à ce que la guerre d'Algérie dure, parce qu'ils en profitent.

Ces farouches défenseurs de "l'Algérie française", ces "super-patriotes" ces "incorruptibles", il vous faut les mieux connaître, afin que vous sachiez une fois de plus, que dans la guerre d'Algérie, il n'est pas plus question de la grandeur et du prestige de la France, que du sort de la minorité européenne. Il est question, dans cette entreprise de reconquête coloniale, du droit à ses propres biens, à la vie, à la dignité et à la liberté d'un peuple : le peuple algérien. Il est question, dans ce génocide baptisé pacification, des privilèges d'une minorité de seigneurs et de féodaux qui, pour perpétuer leur règne en Algérie, cherchent directement ou par personnes interposées, à consolider leur pouvoir en France.

Hommes et Femmes de France !

Les ennemis du peuple algérien sont vos ennemis.

Ils sacrifient votre bien-être et votre honneur à leurs appétits. Sous le couvert de la souveraineté, de la présence ou de la légitimité françaises, ils édifient des fortunes à vos dépens.

Vous vous devez de manifester vigoureusement votre opposition à la poursuite d'une guerre dont vous faites les frais et qui menace vos propres libertés - alors qu'elle profite à ceux-là même qui aujourd'hui vous exploitent, en attendant de pouvoir demain vous soumettre à une totale dictature.

Votre action en faveur de la PAIX peut être décisive.

Il vous appartient de faire taire les bellicistes et de maîtriser la meute des jusqu'aboutistes.

Cette faune colonialiste qui s'agite, qui menace et qui vous dupe, en voici quelques spécimens; tels que, malgré leur déguisement, leurs agissements les démasquent.

SOUSTELLE

Ancien membre du Comité des intellectuels anti-fascistes avant la dernière guerre. Ancien chef du B.C.R.A., à Londres.

Nommé Gouverneur Général par le Gouvernement Mendès-France. Les ultras qui le feront défiler sur un char à son départ, le présentaient à son arrivée comme juif nommé Bensousan, pour dresser contre lui la minorité européenne, dont ils connaissaient - pour les avoir suscitées et continuellement entretenues - les réflexes racistes et anti-sémites.

Soustelle n'était pourtant pas encore animateur du Comité France-Israël.

Mais il arrivait en Algérie, précédé d'une réputation d'intellectuel de gauche, de libéral, de résistant, de gaulliste, tous titres qui, pour les colons vichysois et autre vicomte pétainiste, étaient autant de tares. Cependant les ultras ne tarderont pas à prendre sa mesure : Soustelle était un affairiste. C'était donc leur homme. Ils en feront leur créature.

Voici quelques unes des "opérations de pacification" réalisées par le Gouverneur Soustelle.

Première opération : Afin de révolutionner l'agriculture algérienne, par la Réforme du khémassat et de hâter la Promotion Paysanne des Musulmans, Soustelle décida que les Sociétés Indigènes de Prévoyance (S.I.P.) seraient équipées de tracteurs de marque "Continental" au lieu de tracteurs de marque "Ferguson" dans le but "national" d'aider une firme française.

Mais au "Gouvernement Général de l'Algérie", où à l'époque le "Gouverneur mendésiste" Soustelle n'était pas "perso grata", on s'aperçut bien vite que le but national de Soustelle cachait en réalité une sordide affaire d'intérêts privés. On laissa faire l'opération - malgré les irrégularités administratives commises - pour constituer les dossiers de chantage et mieux "tenir en laisse" par la suite le "progressiste fédéraliste Soustelle".

Car la marque des tracteurs "Continental" était une affaire lyonnaise, dirigée par le député Charret, co-listier de M. Soustelle.

L'utilisation de ces tracteurs fut en quelques mois un désastre. Le chiffre des opérations traitées s'est élevé à 600 millions - Gros scandale. Pour sauver la face, le Directeur de l'Agriculture, Vialas, fut sacrifié. Pas pour longtemps d'ailleurs. Il fut, par la suite, embauché par la firme "Tracteurs Continental", car il était, avec Soustelle et Charret, dans le coup de l'opération - réalisée sur le dos des contribuables.

Deuxième opération : Afin de "mater la rébellion", le "Général Soustelle" décida de multiplier les gendarmeries. Il fallait en créer de toute urgence un millier, "pour sauver la vie des malheureuses populations du bled."

Mais les hommes des "ultras d'Algérie", qui régnaient en maîtres au Gouvernement Général et qui l'occupent toujours, veillaient pour constituer les dossiers de chantage. Ils s'aperçurent bien vite, que cette opération était une nouvelle affaire sordide, d'intérêts privés.

Le F.L.N. note cependant entre autres que Soustelle a gracieusement remis à la Résistance Algérienne un important armement lors de la constitution des fameux Harkas de Kabylie, opération "oiseau bleu". Et ces armes étaient transportées dans la camionnette de l'Echo d'Alger !...

DE SERIGNY

Scribe obscur à la "Transat", il est devenu par son mariage avec la fille Duroux (une des grosses fortunes d'Algérie) un homme puissant.

Jean Duroux regrette amèrement, dit-on, de lui avoir confié par contrat la direction de l'Echo d'Alger. Ce journal est devenu le porte-parole de tous les ultras de "Dunkerque à Tamanrasset".

Mais la "politique" est une chose, les affaires en sont une autre. Aussi, le Vicomte de Sérigny, défenseur acharné de la "présence française en Algérie" a-t-il liquidé l'ensemble de ses biens dans ce pays : la "villa Duroux" a été vendue à la Préfecture d'Alger, les actions dans les "cargos algériens" à un groupe de financiers, les actions des "Moulins de l'Harrach" à un groupe de minotiers. Par des transferts frauduleux de devises - via la Suisse et Tanger - la famille Duroux-de Sérigny a mis ses capitaux à l'abri en Uruguay et au Canada. Le Vicomte en a cependant investi une partie en France : il a acheté un appartement - 30 avenue Georges Mandel -, une propriété dans la Seine et Marne et un autre appartement à Evian.

Le seul bien de la famille Duroux-de Sérigny en Algérie est l'Echo d'Alger, pour lequel un accord a été conclu avec l'armée, qui le subventionne et le contrôle par l'intermédiaire du capitaine parachutiste Marion, nommé sous-directeur de l'Echo d'Alger. En compensation, l'Echo d'Alger est largement diffusé dans les casernes, soit plusieurs milliers d'exemplaires vendus par jour.

Pour intoxiquer l'opinion française, de Sérigny dispose d'une caisse noire de 400 millions alimentée par la grosse colonisation d'Algérie. Il a installé à Paris un véritable réseau journalistique. Ses principaux employés à l'Echo d'Alger sont en même temps correspondants de la majeure partie des journaux français : l'Aurore, le Figaro, le Parisien, Paris-Prese, Aux Ecoutes, Carrefour, l'Information, le Journal du Parlement, etc...

La "Caisse de l'Algérie" lui permet aussi de corrompre les hommes politiques. Quelques centaines de millions judicieusement distribués ont permis à de Sérigny de torpiller la loi-cadre chère à Bourges-Maunoury. Et ce n'est là qu'un exemple.

Après avoir lancé les "opérations" Général Weygand et Maréchal Juin, de Sérigny s'emploie maintenant - avec les moyens que l'on devine - à provoquer la dislocation de l'U.N.R. Ainsi par exemple Delbecq, député du Nord et Dumont, sénateur de Bougie, étaient logés, durant le coup du 13 Mai, à la villa de Madame Nouvion à El Biar, et pris en charge par de Sérigny. C'est le vicomte qui a payé leurs garde-robes et tous leurs frais de séjour. De plus Delbecq a reçu 18 millions pour s'installer à Paris. Et lors du dernier débat sur l'Algérie, de Sérigny a intimé à Delbecq et Dumont l'ordre de quitter l'U.N.R., faute de quoi il les dénoncerait dans sa presse. On connaît la suite. La profession de "Défenseur de l'Algérie Française" est une véritable mine d'or. L'on comprend, dès lors pourquoi ceux qui l'exercent, s'opposent à la négociation.

Après la "guerre sainte marocaine", le consortium Bidault-Soustelle-Morice-Duchet monta l'affaire U.S.R.A.F., alimentée par les fonds provenant des souscriptions faites par les colons algériens.

Le représentant colon algérien, agent de liaison entre cette U.S.R.A.F. et les brain-trusts ultras, Vignau, est, dit-on, tout disposé à ouvrir le dossier de cette association.

SCHIAFFINO

Milliardaire, d'origine napolitaine, Président de la région économique d'Alger, un des plus gros amateurs de France, gérant de la Société Algérienne de Navigation Charles Schiaffino et C^o.

En temps de paix, le monopole du Pavillon lui permet de réaliser d'immenses bénéfices. Et depuis le début de la guerre d'Algérie, sa fortune ne cesse d'augmenter, grâce aux transports, réservés à ses bateaux, des troupes, du matériel et des marchandises. Il souhaite, évidemment, que cela dure.

Dans le domaine politique, il est célèbre pour avoir préconisé à une certaine époque, l'envoi des travailleurs algériens à Madagascar, en Afrique noire, et en Guyane.

Le colonel Grozaffon, "un dur de la bataille d'Alger", n'a pu résister aux "arguments" de Schiaffino. Il l'a fait "être" sénateur. Le journaliste à tout faire, Jacques Leprevot, qui n'a pas encore digéré sa mésaventure électorale, répète à qui veut l'entendre : "le Napolitain nous a tous possédés, y compris Massu".

MORICE

On ne présente pas l'Ex-Ministre André Morice, il est mondialement connu depuis qu'il a construit - dans des conditions identiques - le Mir de l'Atlantique et les lignes Morice.

Les ultras qui connaissent les antécédents de l'homme, ont fait l'effort "nécessaire" pour en faire un défenseur de "l'Algérie française".

Mais comme leur confiance en cet homme est plus que limitée, il est tellement vénal - n'est-ce pas M. Borgeaud, M. Sicard, etc... - ils établirent deux dossiers :

- l'un concernant la construction des lignes Morice et l'achat de barbelés - certains proches du Ministre André Morice se sont bien servis),
- l'autre concerne les "honoraires" versés au Ministre.

L'homme qui a négocié l'"Opération Morice" est bien connu de certains chefs de la police. Il est le même que celui qui alimente l'U.S.R.A.F., les feuilles confidentielles, etc... Il s'agit, pourquoi le cacher, de VIGNAU.

LAGAILLARDE

Avocaillon aventurier - criminel de guerre.

Il a profité de son grade de lieutenant parachutiste pour assassiner de nombreux notables musulmans : M. Chaouch libraire rue d'Isly, le Cheikh Larbi Tebesi de l'Association des Oulmas, etc... Dans la région d'Oued El Alloug-Koléa, de nombreux algériens ont été enlevés, torturés et égorgés par Lagailarde et son équipe. La propriété du capitaine Saïdi a été mise à sac par le lieutenant Lagailarde. M. Sefta, magistrat, a été arrêté et torturé par le lieutenant Lagailarde qui, de plus, lui a volé sa voiture avec laquelle il écrasa un enfant.

La conduite du lieutenant Lagailarde a été tellement odieuse dans la région de Bida-Ouled el Alloug-Koléa que les autorités militaires, pourtant habituées aux horreurs de la "pacification" ont refusé de lui renouveler son contrat d'engagement.

Redevenu civil, Lagailarde, en compagnie de Le Pen et Djebbour, procédait au racket des algériens sur les routes du Sahel algérois.

Le Ministre résident Lacoste - qui n'ignorait rien des crimes de Lagailarde - en fit le président de l'Association des Etudiants, avec l'espoir qu'il le servirait.

Après le 13 Mai, de Sérigny et Massu le firent député de la Casbah.

Le Gouvernement de Gaulle-Debré a tout le dossier du criminel Lagailarde. Il s'en sert pour le tenir en laisse - et c'est un fait qu'on n'entend pas beaucoup parler du député Lagailarde - mais le gouvernement n'ose pas ouvrir un procès de crainte que cela ne rejaille sur lui-même.

LACOSTE

L'homme du dernier quart d'heure.

"Il a trahi le socialisme, il a trahi les ultras, il a trahi les Musulmans, il a trahi l'armée, et comme il n'avait plus rien à trahir, il a abandonné le navire en plein naufrage". Ainsi le définissait un socialiste.

Quant à ses amis ultras, ils affirment qu'il est parti avec les fonds secrets - évalués à 500 millions. Certaines feuilles confidentielles signalent, à l'intention sans doute de M. Debré, qu'un numéro existe dans une banque suisse.

Le dénommé Pécon, économe de son métier, homme à tout faire du Ministre Résident, qui l'a fait directeur de la Sécurité en Algérie, roule depuis qu'il est en chômage, en luxueuse voiture décapotable. Il connaît - pour s'être servi parmi les premiers - l'utilisation des "Fonds de Souveraineté". La disparition de ces fonds secrets a été signalée aux ultras par M. Maisonneuve, Directeur des Cabinets Civil et Militaire du Ministre résident.

Un dossier sur les affaires spéciales de l'équipe Lacoste - en particulier sur les "disparitions" de nombreux Algériens - a été constitué par M. Regard, qui le garde précieusement : c'est le meilleur bouclier, quand on est secrétaire du Gouvernement Général.

Pierre VIGNAU

Pierre Vignau, caissier de "l'Algérie française" - connu pour son racisme et sa grossièreté.

Il alimente toutes les organisations ultras d'Algérie et de France, y compris la "Main Rouge" dont il est un des dirigeants clandestins.

Son frère Camille Vignau - colon à Bouchis et maire de ce centre - a plus de cinquante crimes sur la conscience. Le fils de Vignau - du temps qu'il était militaire à Médéa - a procédé de ses propres mains à plusieurs exécutions sommaires. Redevenu civil, il est actuellement réfugié en France dans la région du Sud-Ouest.

Pierre Vignau est au courant de l'exécution par le général Roy, préfet civil et militaire de Médéa, du Docteur Boudier et du Muphti Hadj Bendali.

YRISSOU

Elu député indépendant du Tarn, grâce à M. Antoine Pinay qu'il trahit par des insinuations commises au moment de la dévaluation, l'Algérie pour cet ancien Inspecteur de l'Economie Nationale française, est le plus beau des fromages. Président des Houillères du Sud Oranais, il fait la pluie et le beau temps à Kenadza et à Colomb-Béchar. Il fait partie des Conseils d'Administration de la Repal (pétroles) et de l'Ouenza (minerais et phosphates), etc...

A peine élu député, il faillit être ministre. Mais la très fructueuse "opération dévaluation" réalisée grâce aux renseignements fournis par lui à certains grands électeurs du Tarn a anéanti ses rêves ministériels.

o o
o

Après l'Etat-Major, voici les troupes :

LES PROFESSEURS

- 1/- M. BLOCH-MASCART est chargé de plaider la cause de l'Algérie française dans les hautes sphères du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes et dans les cabinets ministériels.
- 2/- M. LAURIOL, théoricien du fédéralisme personnel, devenu inégriste, tire les ficelles au Palais Bourbon et inspire ses collègues en leur préparant les discours.
- 3/- M. MARCAIS, l'arabisant, est chargé de duper ses collègues par ses "connaissances" de l'âme musulmane.

LES JOURNALISTES

- 1/- Serge BROMBERGER opère au Figaro. Il "plastronne" au "Saint-Georges" à Alger aux frais du Lobby. Mademoiselle Marie Elbe, mise à sa disposition par l'Echo d'Alger, avec la bénédiction des Services Psychologiques, est chargée d'entretenir son ardeur pour l'Algérie française.
- 2/- DOUZON qui a servi Borgeaud grenouille au Sénat et au Palais Bourbon. Il rédige les discours des "élus" analphabètes, comme le bachaga Boualem, Brahim Sahouni, etc...
- 3/- René SEVRE alimenté par de Sérigny, sévit au "Journal du Parlement".
- 4/- Jean BRUNE radote tant à l'Echo d'Alger qu'à la Dépêche quotidienne, en collaboration avec l'ancien journaliste SCHERER de la Dépêche Algérienne; condamné à mort pour fait de collaboration avec les Allemands.
- 5/- STIBIO divague à Carrefour et à la Voix du Nord.
- 6/- André NOEL, perpétuel ivrogne, dont la plume est venue au plus offrant, est chargé des insultes dans sa feuille confidentielle.

LES INFORMATEURS

Les hommes de Soustelle : SENS et MAMERT, ceux des ultras : ROCCA, fils du Procureur Général d'Alger, célèbre par son discours exigeant du Général de Gaulle l'exécution des condamnés à mort, et SOLAL, neveu du gros minotier algérois, ont été casés au cabinet du Premier Ministre Debré afin de surveiller la politique algérienne du Gouvernement.

LES POLICIERS

- 1/- PAPON, véritable acrobate, homme à tout faire de René Mayer, puis de Lacoste, sert à la fois Soustelle, Guy Mollet, Bidault, Michelet, etc... Inspirateur de la fameuse loi-cadre dépeçant l'Algérie en petits morceaux, rêve de remplacer Delouvrier. Il donne des gages par des communiqués ronflants et pose au technicien du démantèlement du F.L.N.
- 2/- Le Colonel GODDARD, source algéroise des fausses nouvelles, inspirateur du livre "Les 13 complots du 13 Mai" prétend avoir pacifié la Casbah.

LES MILITAIRES

Général FAURE - Comploteur - tout le monde se souvient de l'affaire du micro de la Préfecture d'Alger - candidat poujadiste battu aux élections législatives à Lyon - sévit en Kabylie. C'est lui qui a décidé d'envoyer à la Chambre des Députés les nommés Azam Ouali, Colonna, Khorai, Saadi, Ioualalen, et au Sénat les nommés Benacer, Marcellin, Belkadi et Abdelatif.

Général ROY - Sévit à Médéa. Il a ordonné, en plus des crimes anonymes, l'exécution sommaire du Docteur Boudier et du Muphti Bendali afin de mater la population musulmane qui se refuse de se plier à ses dictats. C'est sur son ordre que furent désignés députés : Vignau, Messaoudi, Gahem Benelkadi.

Général MASSU - Il n'est pas nécessaire de le présenter. Il est tristement célèbre. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce cas. C'est sur son ordre que furent désignés députés : Lagailarde, Vinciguerra, Kaoula et Djebbour.

Général GANDOURT - Célèbre à Sétif pour sa sauvagerie et aussi par ses "rapports" avec Madame Keftani qu'il fit désigner députée.

Général MIRAMBEAU - Il sévit à Tiaret. C'est lui qui a fait désigner députés : Salado, Keddani et Saïdi.

Général BRAUDELION - Les crimes de ce général sont tels que les députés préfabriqués ont demandé son départ.

Colonel TRINQUIER - Criminel de guerre. Spécialiste de la torture.

Troupes de Réserve : Le Maréchal JUIN, les généraux WEYGAND, CHASSIN, etc... sur lesquels nous pensons prochainement entretenir nos lecteurs.

AUX LECTEURS

Nous pensons vous avoir montré pourquoi les jusqu'aboutistes ont intérêt à ce que la guerre d'Algérie dure.

Nous continuerons de les dénoncer, en même temps que d'autres qui les servent - afin que les Français sachent qu'il n'y aura pas, pour la France, de véritable grandeur ni de prospérité aussi longtemps que la guerre d'Algérie se poursuivra.

La Paix en Algérie est immédiatement possible

Document 22

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

FÉDÉRATION DE FRANCE

La répression et les provocations policières contre l'émigration algérienne, depuis le cessez-le-feu

La signature des accords de cessez-le-feu à EVIAN aurait dû mettre un terme au cauchemar qu'endure le peuple algérien depuis près de huit ans. Quelques jours ont suffi pour que certaines conclusions s'imposent avec la clarté de l'évidence : pendant que les Algériens fidèles aux accords conclus se tenaient fermes et disciplinés, fidèles aux directives de leur Gouvernement, à Alger des hordes déchaînées et racistes d'Européens s'adonnent au massacre de la population et en France, les meurtres, les attentats, les provocations de la police et de ses sous-produits harkis et messalistes se font encore au grand jour, comme à l'époque où la répression battait son plein.

En France le bilan de ces "activités" policières et contre-révolutionnaires de tous ordres se monte depuis la signature du cessez-le-feu à plus de quarante Algériens tués, près de soixante blessés, sans compter les nombreuses arrestations et "disparitions".

Un policier, avant que lui et ses congénères n'assomment et ne laissent pour morts deux Algériens dans un bois, a résumé le problème en ces termes :

"Cessez-le-feu ou non, pour nous tu restes un bicot" !
La répression continue.

De toute évidence, la police n'a pas perdu son habitude, acquise depuis sept ans, de "casser" de l'Algérien comme du bois mort.

La jonction entre messalistes-harkis et réseaux fascistes policiers s'affirme de plus en plus, surtout depuis EVIAN. La cible étant bien entendu l'Algérien.

Des bandes armées de harkis-messalistes font des descentes régulières dans les hôtels et les cafés à fréquentation algérienne. Sillonant les agglomérations en voiture, ils mitraillent à vue nos compatriotes sous l'œil bienveillant et complice de la police et de la gendarmerie.

Des harkis débarquent dans un hôtel algérien, le mettent à sac et laissent deux morts sur le carreau. La police, forcée d'intervenir, interpelle certains d'entre eux et les emmène au poste. Ils sont relâchés deux heures plus tard : ils ont l'assurance qu'ils peuvent continuer leurs exploits : ceci se passait à MAUBEUGE

Et ce n'est pas un cas isolé.

La police renseigne, téléguide, appuie et arme tous les ennemis de la Révolution et du peuple algérien.

La presse, dans un accord parfait et à des fins de propagande, parle de "heurts entre tendances nationalistes rivales" et poursuit son travail d'intoxication ; or les harkis-messalistes, n'ont que l'importance et la force que leur octroie la police française. Leur liaison avec l'O.A.S. est évidente : ils servent à cette organisation fasciste de force d'appoint et de service de renseignements.

Toutes ces menées criminelles sont l'instrument d'une politique qui est la suivante :

- Les Algériens respectent le cessez-le-feu : il faut dès lors par des séries d'attentats et de provocations les pousser à une réaction violente, qui réduirait à néant les accords conclus à EVIAN et donnerait un nouveau départ à la guerre. C'est exactement le même cal-
.../...

3.

-KABOUCHE Abdelkader, né le 23 avril 1942 à BOSQUET (MOSTAGANEM) demeurant 2, rue Jean Richard Bloc - Cité Joliot-Curie - ARGENTEUIL (S. et O.)

Le 8 mai 1962, KABOUCHE Abdelkader se trouvait à EPINAY s/Seine, il était 23 h. et il rentrait chez lui à Argenteuil. Arrivé à hauteur du carrefour dit Cygne d'Enghien, il est interpellé par la police. Les policiers le fouillent et lui soustraient une somme de 470 NF. trouvés sur lui. Il n'est relâché qu'à 3 heures du matin. Pour l'emmener au Commissariat, la police l'oblige sous la menace de coups à adopter une position allongée dans le fourgon pour ne pas être aperçu de l'extérieur. Le caractère arbitraire d'une telle arrestation est manifeste. Mais la police n'est pas à un arbitraire près. On peut en juger.

- Le 10 Avril 1962 vers 13 heures, les quartiers de Nanterre habités par les Algériens sont cernés par la police. Toutes les baraques du bidonville systématiquement fouillées, et ceci sans mandat de perquisition. Des gardiens de la paix armés de mitraillettes isolent le bidonville du reste de la cité et des inspecteurs armés de pistolets, de marteaux, d'arrache-clous mettent à sac les baraques. Ces actes de vandalisme ont duré plus d'une heure.

- A Tourcoing, le dimanche 22 avril 1962, la police se présente au 15, rue Franklin Roosevelt, et procède à une fouille des lieux : le café, la cuisine et la cave. Cette perquisition est suivie de l'arrestation de 4 compatriotes. Des passants se rassemblent pour protester contre de tels excès et contraignent la police à les relâcher.

- Toujours à Tourcoing, le vendredi 6 avril 1962, la police se présente au 40, rue du Moulin et procède à une perquisition illégale et à l'arrestation, sans mandat d'amener, de BOUSBA Mohamed.

- BOUSBA Mohamed est actuellement détenu à la Maison d'arrêt de LAVOS.

- Le même jour le nommé AYELLOUS Messaoud demeurant 15, rue Vienne Chakène à TOURCOING se rend sur convocation au Commissariat où il est arrêté.

- AYELLOUS Messaoud est détenu à la Maison d'Arrêt de LAVOS.

On peut multiplier les exemples d'exactions policières : une perquisition est effectuée dans une boucherie tenue par un compatriote au 39, rue Pascal à LOURCHES ; la boucherie est littéralement saccagée.

- Une descente de police est effectuée au Camp d'Erre : Cinq Algériens sont arrêtés. Ils sont détenus à la prison de Valenciennes.

- Le samedi 21 avril vers 15 heures, un Algérien qui se trouvait à hauteur de place Fosses-aux-Chênes à Roubaix est attaqué par des harkis. Ils le fouillent, lui dérobent ses pièces d'identité et son argent, le brutalisent et le laissent pour mort sur le trottoir. Il est hospitalisé dans un état désespéré.

- Le dimanche 22 avril dans la matinée une trentaine de harkis font irruption dans un quartier de Roubaix habité par des Algériens. Ils descendent de voiture provoquent les passants, les insultent et repartent en toute quiétude. Le même jour vers 19 heures, se présentent 4 harkis armés dans un café fréquenté par des Algériens, situé au 101, rue des Mouraux. Ils insultent les consommateurs, les menacent de leurs armes et blessent grièvement un compatriote. En sortant

.../...

4.

ils lancent des projectiles qui brisent les vitres d'un café voisin. Le propriétaire, alerte la police ; celle-ci se borne à constater les dégâts.

Vers 16 heures 30, 9 harkis se rendent au 67, rue Darbo, là aussi ils provoquent les consommateurs et les menacent de leurs armes. La police, au lieu de mettre un terme à leurs provocations, procède à l'arrestation du cafetier et d'un consommateur. Ces derniers ne sont relâchés qu'à 21 heures sous la pression de la colonie algérienne de la ville, manifestant pour leur libération.

Roubaix, toujours, le dimanche 22 avril 1962 à 19 heures, un Algérien libéré le jour même de prison, essuie des coups de feu tirés par des harkis. D'autre part, très souvent les travailleurs algériens de la région de Roubaix sont en butte aux provocations des harkis armés, à la sortie des usines.

Le 10 mai à Marseille, une vaste opération de police est organisée contre les Algériens, succédant à la perquisition, la veille, des Centres d'accueil aux compatriotes libérés de prisons.

II- COLLUSION POLICE-HARKIS-MESSALISTES

Le jeudi 26 avril 1962 à Louvroil (Nord), un groupe de traitres messalistes armés de gourdins, couteaux, manches de pioche tentent par la force de distribuer leurs tracts à des Algériens. Une échauffourée s'ensuit entre Algériens et harkis-messalistes : la police intervient, interpelle quelques harkis et les remet en liberté une heure après.

A Maubeuge, le 1er mai 1962, il y eut une forte concentration de harkis messalistes venant d'Aulnoye, de Belgique, de St. Quentin, de Valenciennes et de tous les lieux environnants ; ils prennent à partie dans la rue des travailleurs algériens et mitraillent un café. Bilan : un mort et quatre blessés.

la police prend sur le fait douze tueurs les armes à la main : elle les relâche deux heures après, avec leurs armes.

Le 5 mai 1962 à Lallaing, non loin de Douai, Ali BOUGHERRA, 28 ans, habitant 252, Cité du Moucheron est grièvement blessé par balles par un tueur messaliste.

A Montigny en Ostrevant, le 29 avril 1962 des harkis-messalistes veulent contraindre par la force des travailleurs algériens à s'inscrire à leur "syndicat" et provoquent des bagarres. La police intervient, n'inquiète pas les provocateurs et arrête cinq militants du Front de Libération Nationale; il s'agit de :

- MAHALA Belaïd, né le 13-12-1943 à TIMIZART (Grande Kabylie)
- CHEDDAD Sekhraoui né en 1929 à BENHARC (Médéa)
- OUKOUKES Ahcène né le 16-7-1936 à TIKOBAIN (Grande Kabylie)
- ZEGGAD Belkacem né en 1934 à OULED BOUABDALLAH (Médéa)
- CHALAL Ammar, né le 19-3-1932 à BENI-HABIBI (Constantine)

La tactique des harkis-messalistes, en jonction avec la police, est simple : quelques harkis-messalistes pénètrent dans une agglomération, sèment le désordre et la violence parmi les travailleurs algériens : la police intervient alors, soi-disant pour ramener l'ordre, et arrête des militants du Front de Libération Nationale. Ces cinq militants sont écroués à la Maison d'Arrêt de Douai. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

-A Venne (Isère) le 24 mai 1962 cinq Algériens ont été arrêtés par la police; il s'agit de :

-LAZREG Mohamed 35 ans, père de trois enfants,
-Djeffal Abdelkader, 47 ans, père de cinq enfants,
-BERCHI Abderrahmane, père de cinq enfants,
-ZULMI Amar - Célibataire.

Le cinquième dont l'identité n'a pas été révélée serait domicilié à PEAGE DU ROUSSILLON.

Le 1er mai à Sous-le-Bois - MAUBEUGE, à l'occasion de la fête du Travail, des harkis-messalistes veulent distribuer des tracts contre-révolutionnaires sous la menace de leurs armes; ils tirent sur six compatriotes revenant du marché, qui refusent leurs tracts: un mort et trois blessés.

-Ali HAMOUN, 36 ans, marchand forain, touché à l'abdomen est achevé à bout portant par un harki.
-HOUMEL Rabah, 20 ans, manoeuvre à HAUTMONT, grièvement blessé est transporté à l'hôpital dans un état désespéré.
-LOUKHAD Saïd, touché à l'épaule.
-SAHALI Arezki, touché à l'épaule, tous deux de Maubeuge, sont hospitalisés.

Les harkis après ce crime s'enfuient dans deux voitures stationnées à proximité : la police arrive en retard, comme de bien entendu, juste à temps pour...ramasser les douilles et arrêter quelques-uns de nos militants.

Toujours la même tactique : envoyer des provocateurs harkis-messalistes contre nos compatriotes et intervenir pour arrêter ceux qui ont survécu.

- le 6 avril, 1962, Bd. de la Villette (Paris 19^e), cinq harkis pénètrent dans un café et réclament 10.000 frs. au cafetier. Il refuse; une échauffourée s'ensuit : les harkis tirent : un mort et trois blessés. Les consommateurs arrivent à ceinturer les assaillants. La police prévenue survient peu après et se trouve bien obligée d'embarquer les harkis prisonniers.

- le jeudi 12 avril à 22 h.30, rue de la Goutte d'Or à Paris, deux Algériens sont raflés par une fourgonnette de la police :

C'était :

-MERDJANE Abdelkader - 64 Boulevard de la Chapelle (18^e)
-OUARET Smaïl - 9, rue de la Charbonnière (18^e)

Tout se passe avec force insultes et bousculades. L'un des policiers parle de les jeter dans la Seine.

La voiture s'arrête près d'un terrain vague à SAINT-OUEN. Ils sont tabassés et laissés pour morts. MERDJANE est admis à l'hôpital Lariboisière, le 13 avril 1962 avec plusieurs blessures au crâne.

Les deux victimes ont porté plainte contre X.

Cela se passait le 12 avril 1962, alors que le cessez-le-feu était signé. La police n'est pas près de perdre ses vieilles habitudes et le cycle des répressions continue.

Lundi 23 avril 1962 à 23 h 30, rue de Meaux à Paris, un harki

.../...

blesse par balles un Marocain et un Algérien, en tirant dans le tas.

Au poste de Gambetta, Paris (20^e) des témoins reconnaissent dans le fichier de la police la photo de l'agresseur. Un officier de police laisse tout simplement entendre que cet homme avait 6 morts et 8 blessés sur la conscience.

L'affaire paraît-il poursuit son cours.

Citons encore quelques faits :

- SAIBI Mohand Arab, domicilié 7, rue Caillé à Paris, abattu de sang-froid parce qu'il voulait porter secours au patron d'un café aux prises avec des harkis.
- REMILI Moussa, né en 1913 à SETIF, domicilié à NOGENT-sur-OISE, 94, rue Jean-Jaurès, abattu à Valenciennes par les messalistes. Il laisse 4 enfants et une femme en Algérie.
- NEPTOUT Mohand Idir, né le 17-3-1899 à BENI GHOBRI (Azazga) domicilié 23 rue Petit PARIS 19^{ème} abattu dans la cour de son immeuble par des harkis messalistes.
- BOULKROUN Amar né en 1937 à SIDI MAROUANE (Constantine) marié et père de 2 enfants en bas âge, abattu dans le dos par les occupants d'une traction avant noire. Un an auparavant, il avait quitté les messalistes pour rejoindre les rangs du Front de Libération Nationale.

Le 9 avril 1962 à SAINT QUENTIN, des messalistes mitraillent le café sis 69 rue Michelet : Ahcène DJOUAB, 30 ans, militant F.L.N. s'écroule mortellement touché. Le lendemain, pendant le déroulement de l'enterrement, les messalistes armés de couteaux et de gourdins tentent d'empêcher la procession de passer. Les militants assurant le service d'ordre funèbre, les mettent en fuite.

A Vivier-au-Court (Ardennes) BRIHMAT Mohamed né en 1922 à MAKOUA (Tizi-Ouzou) est assassiné alors qu'il revenait de son travail, par des tueurs messalistes il laisse 4 orphelins et une femme enceinte de sept mois.

A Roubaix, le militant GONTAS Mohammed né en 1924 à GASPRI (Grande Kabylie) est lâchement abattu par les harkis.

C O N C L U S I O N

La liste de ces méfaits n'est nullement exhaustive, la lecture de la presse ajoute chaque jour quelques horreurs de plus à ce triste bilan.

Conscients du calcul politique de l'ennemi, les militants conservent le sang-froid en évitant de riposter à ces meurtres et à ces provocations, sauf dans les cas absolus de légitime défense.

Le peuple algérien a pris ses responsabilités face aux accords conclus et les respecte à la lettre : preuve s'il en fallait encore une, de sa force, de sa discipline et de sa maturité politique, il entend préserver de toutes ses forces, avec sang-froid, ces accords qui sont le fruit et la victoire de huit années d'une lutte acharnée.

Au peuple français d'assumer les siennes et d'imposer le respect de ces accords signés en son nom et ratifiés par lui.

7.

Seulement, le Front de Libération Nationale, n'admettra pas que ses militants soient conduits comme du bétail à l'abattoir par une horde déchaînée de fascistes en mal de pouvoir.

Il lance ici un avertissement solennel : le respect du cessez-le-feu ne saurait signifier l'assassinat prémédité des Algériens, et ces atteintes intolérables à leur dignité d'homme.

Les Algériens défendront ces accords et exigeront leur application avec la dernière énergie. Il est temps que le peuple français se libère de son apathie et impose à ses responsables le strict respect des accords passés en son nom avec le GPRA.

De toutes façons pour l'Algérie, l'indépendance est certaine et la libération proche : on n'enraye pas la marche d'un peuple résolu à arracher sa liberté et à imposer le respect de sa dignité.

L'Algérie Française est un mythe : l'O.A.S. elle-même n'y croit pas : elle n'en fait que son cheval de bataille. Alliée aux messalistes, aidée de réseaux policiers complices, ce qu'elle souhaite c'est la prise de pouvoir en France.

A la lumière des événements d'Algérie et de France on déduit qu'inéluctablement l'Algérie sera libre et souveraine, mais qu'à l'heure actuelle c'est l'avenir de la démocratie en France qui se joue.

Paris, le 30/5/1962

La Fédération de France du F.L.N.

Document 23

L'ACTION POLICIERE
CONTRE L'EMIGRATION ALGERIENNE
DEPUIS LE CESSEZ-LE-FEU
ET LE SABOTAGE DU REFERENDUM

Depuis le 19 Mars, date du cessez le feu, la répression policière menée en France contre l'émigration algérienne n'a cessé de se développer:

- Les perquisitions illégales, les matraquages, les dévastations, les rafles, les enlèvements se multiplient.

- Plus de 500 Algériens se trouvent à nouveau détenus dans les prisons françaises pour les motifs les plus futiles, et parfois sans aucun motif. D'autres sont internés administrativement ou envoyés arbitrairement en Algérie.

- Dans le Nord, le nombre des Algériens abattus par des commandos de harkis et de messalistes agissant avec la complicité de la police, avoisine la centaine.

- Enfin, depuis quelques jours, une série de provocations policières déclenchées selon un plan systématique, vise à saboter les opérations du référendum d'autodétermination prévu pour le 1er juillet.

Pour alerter l'opinion française sur la gravité de cette situation, une conférence de presse a été tenue le 13 mai à Paris, au Palais de la Mutualité, avec la participation de M. messaoudi Zitouni, directeur de l'agence Algérie-Presse-Service et porte-parole officiel du Ministère de l'Information du G.P.R.A.7 de M. Rahal, membre de la Commission Centrale de Contrôle du référendum auprès de l'Exécutif provisoire, de Mes Benabdallah, Oussedik et Bendime ad.

Le document que nous présentons ici n'a pas d'autre but que de compléter les exposés faits par ces personnalités en fournissant une série de faits incontestables choisis dans l'énorme dossier de la répression policière. Nous lui avons adjoint le texte de la déclaration faite officiellement par M. Zitouni au nom du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

I- INTERVENTIONS ARBITRAIRES

Malgré les accords d'Evian la police française continue, sans motif, à interner des Algériens. Citons notamment les cas de:

ABRAS Ahmed, arrêté le 4 Juin vers 22 heures à son domicile 103 rue Henri Barbusse à CLICHY.

ABICHF Mohand, arrêté le 4 Juin vers 22 heures 30 à son domicile 42 rue Damrémé PARIS 13°

SADOUN Mohamed, arrêté le 4 Juin au soir à son domicile 14 Passage Raguant PARIS 12°

DEZZAR Abdelkader, arrêté vers 22 heures dans un café 21 rue de la Harpe PARIS 5°

FOUADJI Ahmed ainsi que deux de ses camarades. Sept policiers se sont également présentés à deux reprises au domicile de

SADAQUI, recherchant en même temps AZRARA Mohamed et IMINE Mohamed à Colombes. La police s'est rendue à Nanterre pour arrêter BERRICHI.

BENSAILLA Lahcene arrêté le 6 Juin au 166 Bd de la Villette à Paris, ex-condamné à mort dans l'affaire dite des militaires du camp de Frileuse.

BOUCHOUCHA Boudjema arrêté le 6 Juin dans le 3^e arrondissement, même affaire que le précédent. Sont également recherchés DAIBOUN SAHIL Messaoud et BENCHIKH Abderrazak.

L'internement est prouvé par le fait que tous les Algériens arrêtés ont été internés au Dépôt sans qu'il y ait de mesures judiciaires en cours.

II- PERQUISITIONS ET DEVASTATIONS

Jusqu'au dimanche et lundi de la Pentecôte, perquisitions sans mandat et arrestations arbitraires se sont multipliées à Paris et dans le reste de la France.

Le jeudi 11 Mai 1962 à 19 heures, la police se présente au 19 rue de Solferino à Aubervilliers et procède à quatre arrestations d'Algériens:

MELAAH Hocine âgé de 42 ans

KERBOUCHI S.lem âgé de 32 ans

ZOUANI Said âgé de 30 ans

KHELIFA Amokrane âgé de 28 ans

Deux d'entre eux ont été odieusement brutalisés et sont actuellement hospitalisés.

BERKOUK Ahmed demeurant à la gare 8 Ottmarsheim a été arrêté par trois gendarmes le 8 avril 1962 à 16h30. Actuellement détenu à Mulhouse.

KABOUCHE Abdelkader demeurant 2 rue Jean Richard-Cité Joliot Curie à ARGENTRUILL, a été également arrêté.

Le 10 avril 1962 vers 13 heures, les quartiers de Nanterre habités par les Algériens, sont cernés par la police. Toutes les baraques du bidonville sont systématiquement fouillées, et cela sans mandat de perquisition. Des gardiens de la paix armés de mitraillettes isolent le bidonville du reste de la cité; des inspecteurs armés de pistolets, de marteaux, d'arrache-clous mettent à sac les baraques. Ces actes de vandalisme ont duré plus d'une heure.

A Tourcoing, le dimanche 22 avril 1962, la police se présente au 15 rue Franklin Roosevelt, et procède à une fouille des lieux. Cette perquisition est suivie de quatre arrestations d'Algériens. Des passants se rassemblent pour protester contre de tels excès et contraignent la police à les relâcher.

BOUSBA Mohamed a été arrêté le 6 avril à son domicile 40 rue du Moulin à Tourcoing, ainsi que le nommé AYLILOUS.

On peut multiplier les exemples d'exactions policières: par exemple, une perquisition est effectuée dans une boucherie tenue par un Algérien au 39 rue Pascal à Lourches; la boucherie est littéralement saccagée.

Une descente de police est effectuée au camp d'Erre: cinq Algériens sont arrêtés. Ils sont actuellement détenus à la prison de Valenciennes.

Le samedi 21 avril vers 15 heures un Algérien, à Roubaix est attaqué par des harkis. Ils le fouillent, lui dérobent ses pièces d'identité et son argent, le brutalisent et le laissent pour mort sur le trottoir. Il est hospitalisé dans un état désespéré.

Le dimanche 22 avril, dans la matinée, une trentaine de harkis font irruption dans un quartier de Roubaix habité par des Algériens. Provoquant les passants, ils les insultent et repartent en toute quiétude. Le même jour vers 19 heures, se présentent 4 harkis armés dans un café fréquenté par des Algériens, situé au 101 rue des Mouraux. Ils insultent les consommateurs, les menacent de leurs armes et blessent grièvement un compatriote. En sortant ils lancent des projectiles qui brisent les vitres d'un café voisin. Le propriétaire alerte la police, celle-ci se borne à constater les dégâts.

Vers 16h.30, 9 harkis se rendent au 67 rue Darbo. Là aussi ils provoquent les consommateurs et les menacent de leurs armes. La police, au lieu de mettre un terme à leurs provocations, procède à l'arrestation du cafetier et d'un consommateur. Ces derniers ne sont relâchés qu'à 21 heures sous la pression de la colonie algérienne de la ville manifestant pour leur libération.

A Roubaix, toujours le dimanche 22 avril à 19 heures un Algérien libéré le jour même de prison, essuie des coups de feu tirés par des harkis. D'autre part, très souvent, les travailleurs algériens de la région de Roubaix sont en butte aux provocations des harkis armés à la sortie des usines.

Le 10 mai à Marseille, une vaste opération de police est organisée contre les Algériens, succédant à la perquisition, la veille du Centre d'accueil aux compatriotes libérés de prison.

III- COLLUSION POLICE-HARKIS-MESSALISTES

Il suffit de citer quelques affaires qui se sont déroulées dans le Nord pour être convaincu:

Le jeudi 26 avril à Louvroil (Nord) un groupe de messalistes armés de gourdins, couteaux, manches de pioche tentent par la force de distribuer leurs tracts à des Algériens. Une échauffourée s'ensuit entre Algériens et harkis messalistes: la police intervient, interrompt quelques harkis et les remet en liberté une heure après.

A MAUBERGE, le 1er mai 1962 il y eut une forte concentration de harkis messalistes venant d'Aulnoye, de Belgique, de St Quentin, de Favière et de tous les lieux environnant; ils prennent à partie dans la rue des travailleurs algériens et mitraillent un

café. Bilan, un mort, quatre blessés. La police prend sur le fait douze tueurs les armes à la main: elle les relâche deux heures après, avec leurs armes.

A Montigny en Ostrevant le 29 avril 1962 des harkis messalistes veulent contraindre par la force des travailleurs algériens à s'inscrire à leur "syndicat" et provoquent des bagarres. La police intervient, n'inquiète pas les provocateurs mais arrête cinq militants du Front de Libération Nationale: il s'agit de:

MAHIA Belaid né le 13.12.1943 à TIMIZART

CHEDDAD Sekhraoui né en 1929 à BENHARC

OUKOUKES Ahcene né le 16.7.1936 à TIKOBAINF

ZEGGAD Belkacem né en 1934 à OULED BOUABDAILAH

CHALAL Mmar né le 19.3. 1932 à BENI HABIBI

Le 6 avril 1962, 162 BD. DE LA VILLETTTE (Paris 19°) cinq harkis pénètrent dans un café et réclament 10.000Fr au cafetier. Il refuse. Une échauffourée s'ensuit: les harkis tirent: un mort et trois blessés. Les consommateurs arrivent à ceinturer les assaillants. La police prévenue survient peu après et se trouve bien obligée d'embarquer les harkis prisonniers.

Le jeudi 12 avril à 22h30 rue de la Goutte d'Or à Paris, deux Algériens sont raflés par une fourgonnette de la police: c'était:

BERDJANE Abdelkader 64 Bd de la Chapelle 18°

OUART Smail 9 rue de la Charbonnière 18°

La voiture s'arrête près d'un terrain vague à Saint-Ouen. Ils sont blessés et laissés pour morts. BERDJANE est admis à l'hôpital Lariboisière le 13 avril avec plusieurs blessures au crâne. Les deux victimes ont porté plainte contre X.

Citons, pour la seule ville de Paris, l'agression du Café hôtel 31 rue de Poissonnières (18°) qui fit un mort et deux blessés. L'identité des agresseurs ne faisait aucun doute. Il s'agissait de harkis connus de la police mais aucune arrestation n'a été opérée.

Enfin, la police a visiblement décidé de ne respecter aucun texte lgal. Le 23 mai vers 20h30 deux inspecteurs de police sans mandat de perquisition entrèrent dans le café-hôtel sis 17 Av. Gabriel Péri à ASNIERES et se mirent à fouiller tout le monde. Les Algériens protestèrent. Le lendemain, 17 cars de police cernèrent l'établissement. Ont été blessés: KHADRI MOHAND, CHEKKAOUCH DJERBAI, FERAET AHMED, SEGHIRI MOAM, FEGRICHE NOUI, CHERABI SAID, FARAH MOHAMED TAHAR.

Furent arrêtés: GHAZAL Madami- FERAHT Salah- DEGHFAL Aissa- DJEROUNI DJEROUNI- HEMIL Abdelkader- SILI Ahmed-.

IV- ARRESTATIONS ET DEPORTATIONS ARBITRAIRES

Outre les rafles, les perquisitions sans mandat, les agressions contre les cafés et les hôtels, la police française se livre depuis quelques semaines à l'enlèvement systématique de militants algériens et notamment d'anciens détenus.

Le 8 juin, la Fédération de France du F.L.N. signalait par exemple cinq enlèvements, ceux de :

5

ABBAS Ahmed, le 4 juin vers 22 heures, à son domicile 103 rue
Henri Barbusse à Clichy

AMMICH Mohamed, le 4 juin vers 22 heures 30 à son domicile
42 rue Damrémy; 13°

SADOUN Mohamed, le 4 juin vers 22 heures dans un café 14
Passage Raguant; 12°

DRZZAR Abdelkader, le 6 juin vers 22 heures dans un café
(ou restaurant) 21 rue de la Harpe.

FOUADJI Ahmed, ainsi que deux de ses camarades.

Sept policiers se sont également présentés à deux reprises
au domicile de SADAOUJI, heureusement absent.

A la suite de cette protestation, le Ministère français de
l'Intérieur a fait savoir que la police avait reçu ordre de
rechercher, parmi les détenus libérés, ceux qui avaient été
condamnés pour "crime de sang", afin de les expédier en Algérie.

Il convient de noter que de telles mesures sont absolument
contraires aux accords d'Evian. Ceux-ci déclarent en effet
expressément:

1°: "nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné
ni faire l'objet de décision pénale de sanction disciplinaire ou
de discrimination quelconque en raison d'actes commis en relation
avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour
de la proclamation du cessez le feu"

2°: "Sauf décision de justice, tout Algérien muni d'une carte
d'identité est libre de circuler entre l'Algérie et la France"

Ces mesures ne sont pas moins contraires au Décret d'Amnistie
du 22 mars 1962 dont l'art. 6 entraîne application de l'art. 23 de
la loi du 31 juillet 1959, qui énonce: "Il est interdit à tout
magistrat ou fonctionnaire de l'ordre administratif et ce à peine
de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation ou
la destitution, de rappeler ou laisser subsister sous quelque
forme que se soit dans un dossier judiciaire ou de police ou dans
tout document quelconque les condamnations les peines discipli-
naires et déchéances effacées par l'amnistie"

L'expulsion d'Algériens condamnés pour attentats contre "les
forces de l'ordre" est donc illégale et contraire à ces textes.

V. LE SABOTAGE DU REFFOND

Nous ne reviendrons pas longuement sur les incidents des
19, 21, 22 juin, dans le 18° arrondissement de Paris, à Nanterre et
à Noisy-le-sec.

On sait que le 10 juin, à 16h., 4 rue de la Charbonnière
(18°), alors que les Algériens se préparaient à accomplir les
formalités leur permettant de prendre part au référendum, la
police parisienne s'est livrée à une véritable provocation:
s'emparant des bulletins déposés par les électeurs algériens et
mettant en arrestation 17 des leurs. La colonie algérienne ayant
manifesté dans le calme pour obtenir la restitution des listes
et la libération des prisonniers, la police, sans aucun motif, a
chargé la foule avec brutalité, n'hésitant pas à foncer en car

6

sur les Algériens.

Le lundi, vers 15h45, nouvelle agression 31 rue Pessart (19°) où un Algérien, Smail Lahlah est grièvement blessé, sans motif, de deux balles dans le ventre.

Incidente identique à Nanterre, à Noisy-le-Sec, à Briey, à Rennes ect.... où la police disperse et matraque les Algériens réunis dans les cafés pour préparer le référendum.

Voici une liste des blessés les plus gravement atteints le 10 juin dans le 18° arrondissement:

NOMS ET PRENOMS	ADRESSE	BLESSURE
BERRISKI Reguig	104 bd. de la Chapelle	Fracture crâne
NEMPUR Said	19 r. Emile Duployé	3 " "
OUALAL Mohamed	21 r. Goutte d'Or	et bras droit
AOUAG Hocine	8 rue de Chartres	Fracture tête
		et coups corps
		Fracture crâne,
		bras et jambe
		gauches.
BESSA Mohamed Said	6 rue de Laghouat	Fracture crâne.
A'IMER Mohamed	6 rue de Chartres	Colonne vertébrale.
ADDALA Ahmed Ben	rue de l'Eglise	Fracture crâne
Mohamed	St. Lieu d'Esseront	
	(Oise)	
OUSSERDRAT Abdelkrim	94 bd. de la Chapelle	Bras droit et
		jambe gauche.
M'GUEBEL Abdelkader	221 r. de Sartrouville	Bras droit et
	Nanterre	gauche
SADFK AHMED	4 r. de la charbon-	Fracture crâne,
	niere	sourcils et nez.
KHIARE Mohamed	16 r. de Lyon	Epaule.
BOUGHAZI Menouère	14 av. Charles Floquet	Jambe gauche.
	Blanc-Mesnil (S&O)	
AMARA Ramdane	22r. de Chartres	Fracture crâne.
HAMMAN Said	85 r. Marcadet	Blessure tête.
PADFI Khelifa	22 r. Cavé	" côte.
TAHIR Slimane	32 r. Polonceau	" tête.
ALGURMI Bachir	116 bd. de la Chapelle	Divers corps.
AFRACUCIN Akli	32 r. Polonceau	Divers corps.
CHERIF Ali	27 r. l'Ain, Nanterre	Admis hôpital
	St. Louis.	
BELHADJ Fatma	98 bd. de la Chapelle	Colonne vertébrale;

Et voici la liste des Algériens hospitalisés à Bobigny après avoir été l'objet des violences policières du 11 juin à Noisy-le-Sec:

BENCOUCHA Larbi, ARAB Mohamed Ameziane, AMIRAT Ali, HAMADOU Ramdane, BORDJIBENE Sadek, M'EDOUR Mouloud, BELLEMOUNOUB Abdelkader, ACHOUR Saadi, KACICHAOUCHI Hocine, BOULAHIA Mohamed Ameziane, RABHI Belkacem, RAHMANI Arab, SAZOUZI Ahmed, ARFZKI Smail, ABDULAH Ben Said.

DECLARATION DE MESSAOUDI ZITOUNI

Directeur d'Algérie-Presse-Service
Porte-parole du Ministère de l'Information du G.P.R.A.

Après les exposés de Mes OUSSÉDIK et BERRABDALLAH et de M. RAHAL membre de la Commission de Contrôle du Référendum en Algérie sur la situation faite aux Algériens depuis le cessez le feu, ma présence à leurs côtés souligne combien le G.P.R.A. considère cette situation comme grave et pouvant compromettre l'avenir de la coopération entre la France et l'Algérie.

En effet, après ce que vous avez entendu, il est démontré que la colonie algérienne est agressée jour après jour.

A) DANS LA PERSONNE DE SES ELEMENTS

Rafles multiples, coups et brutalités, sévices au cours d'interrogatoires.
Des dizaines de morts et des centaines de blessés, tous victimes de la violence policière et de la collusion de cette même police avec messalistes et harkis.

B) DANS LA LIBERTE DE CEUX-CI:

Depuis le 19 Mars plus de 500 Algériens arrêtés sont actuellement dans les prisons.
Des centaines d'Algériens sont internés dans les commissariats et les casernes de G.R.S.
Des centaines d'Algériens ont été expulsés "manu militari" vers leurs "douars d'origine"

C) DANS LEURS ACTIVITES PROFESSIONNELLES:

Des établissements commerciaux fermés par arrêté préfectoral avant le 19 Mars n'ont pas été autorisés à rouvrir depuis le cessez feu.
Des établissements commerciaux ont été fermés par arrêté préfectoral depuis le 19 Mars. Tracasseries nombreuses et quotidiennes de autorités préfectorales pour empêcher les Algériens d'exercer normalement leurs professions commerciales.

Par ailleurs, encouragée par le silence des Pouvoirs publics, la police française a décidé d'empêcher par tous les moyens les Algériens résidant en France de participer au scrutin d'autodétermination. Elle n'a pas hésité pour cela, à 18 jours de la proclamation de l'indépendance, à assumer la responsabilité d'incidents graves.

Ces incidents ont déjà provoqué une protestation officielle de la Commission du Référendum siégeant au Rocher Noir.

Pour sa part, la Fédération de France du F.L.N. a dénoncé les agissements de la police et des autorités. L'Exécutif Provisoire Algérien s'apprête à s'élever contre de tels procédés.

Le G.P.R.A., conscient de ses responsabilités vis à vis de ses nationaux vivant en France, alerte l'opinion publique française et internationale sur les conséquences de ce déchaînement raciste dont sont, une fois de plus, victimes des centaines de milliers de travailleurs algériens.

La situation devenant tous les jours plus instable pour la colonie algérienne vivant en France, le problème de sa présence en France se pose aujourd'hui.

Le G.P.R.A. et le peuple algérien n'accepteront pas que la répression policière continue de s'abattre impunément sur les Algériens résidant dans ce pays. Conformément aux accords d'Evian, le Gouvernement français se doit d'agir pour permettre et faciliter la participation au vote du 2 juillet de tous les Algériens et Algériennes.

Les accords d'Evian devaient déboucher sur autre chose que l'accélération de la répression. Aussi, si le Gouvernement français ne prend pas d'urgence des mesures permettant à la colonie algérienne de vivre dans d'autres conditions que celles de l'inquiétude et de la terreur, le G.P.R.A. se verrait dans l'obligation de procéder à un éventuel dégagement de ses nationaux vivant en France. Le G.P.R.A. attire l'attention sur les conséquences d'un tel dégagement pour l'Algérie, pour la France et pour la Coopération entre les deux pays.

Document 24



10 mars Journal de l'Algérie

Lire le Détail de nos informations page 4

Liberté

Organe clandestin du
PARTI COMMUNISTE ALGERIEN
MARS 1958 - n° 23

Nouvelle étape dans la guerre d'indépendance

Sous la conduite de jeunes chefs, l'A.L.N., dirigée par le F.L.N., se couvre de gloire. Elle continue les traditions de JUGHATHA et d'ABDELKADER. Elle a adapté à notre pays et enrichi les enseignements de la guerre anti-impérialiste définis par MAO-TSE-TOUNG.

Depuis le début de l'année, de nombreuses embuscades ont coûté à l'armée française, en particulier aux parachutistes, plusieurs centaines de tués et blessés. La D.C.A. algérienne a éteint 120 avions ennemis en Mars. Des villes et des postes fortifiés sont attaqués au mortier. La "Ligne Morice" est enfoncée en plusieurs endroits. Des trains sautent sur des mines télécommandées. Le "front du pétrole" immobilise de nouvelles forces ennemies sans améliorer le chiffre ridiculement bas (300 tonnes par jour) du débit. Pour briser les tentatives d'encerclement, les unités de l'A.L.N. sont suffisamment fortes pour se concentrer et attaquer l'ennemi en son point faible, en lui causant de lourdes pertes. Les colonialistes parlent à présent d'un front Nord-Constantinois. En vérité, le front passe par chaque village et chaque quartier de nos villes. L'A.L.N. est partout. Elle choisit le lieu et le moment propices pour frapper. L'inquié-

(suite page 2)

LE CHEMIN DE L'UNITÉ MAGHRIBINE

Les bombes qui ont détruit SAKIET ont renforcé la volonté des patriotes nord-africains de libérer leurs pays totalement, sans marchandage. Les Tunisiens ont engagé la bataille de l'évacuation, immobilisant les troupes françaises sur leur sol. Le peuple marocain a réclamé l'évacuation des troupes françaises et espagnoles.

Marocains et Tunisiens savent que le "chemin de la liberté pour tout le Maghreb passe par l'indépendance de l'Algérie". La guerre faite à notre peuple fait peser sur eux la menace d'une reconquête militaire et entrave leurs efforts de relèvement économique. C'est pourquoi les Tunisiens insistent pour mettre la question algérienne au premier plan des discussions avec la France.

(suite page 3)

NOTRE PEUPLE SALUE LE GESTE PACIFIQUE DE L'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. vient de décider de suspendre unilatéralement les explosions expérimentales des bombes A et H. En refusant de la suivre, les impérialistes démasquent aux yeux des peuples leurs plans de guerre et de conquêtes.

L'accord de notre peuple avec cette décision est d'autant plus grand que les impérialistes français préparent un nouveau crime contre lui en voulant faire du SAHARA un terrain d'expériences pour l'explosion de leurs bombes atomiques. Comme le soulignait la protestation de notre Parti à cette occasion, "notre peuple qui combat héroïquement pour son indépendance nationale... dénie à

(suite page 4)

MESSAGE ENVOYE PAR LE P.C.A. AU PRESIDENT NASSER > (En voici quelques extraits traduits de l'Arabe).

" Le P.C.A. salue les résultats de la consultation populaire en Egypte et en Syrie et la naissance de la REPUBLIQUE ARABE UNIE sous la présidence de son leader élu INAMAL ABD EL MASSER. Notre Parti présente aux deux peuples frères ses félicitations chaleureuses à l'occasion de cette nouvelle victoire dans leur héroïque lutte contre les impéria-

listes et leurs auxiliaires... " Nous espérons que cette République constituera le premier pas vers la réalisation de l'aspiration des peuples arabes à l'unité et à la prospérité et qu'elle prouvera par ses réalisations devant tous les peuples afro-asiatiques qu'il est possible d'obtenir grâce à l'application des principes de BANDOENG "

L' A.L.N. tude du commandement français se traduit par de nouvelles demandes de renforts, car le système du "quadrillage " a déla-té. 10.000 hommes sont prélevés dans l'armée de l'air pour combler les vides faits par l' A.L.N. La terre algérienne brûle sous les pieds du corps expéditionnaire.

Mobilité, élévation du niveau technique des cadres, renforcement des effectifs, consolidation de l'infrastructure: tout cela apparaît à travers la série d'opérations offensives que mène l'A.L.N. Tout cela témoigne de l'augmentation de son potentiel militaire. Elle a atteint en qualité une nouvelle étape. C'est la plus forte armée d'Afrique du Nord.

L'ennemi, obligé de reconnaître ces progrès, n'en voit que les aspects techniques. Si la guerre d'Algérie n'était qu'une simple question " technique ", l'insurrection de Novembre lancée avec des fusils de chasse et des boîtes de conserves bourrées d'explosifs aurait été écrasée. A ce sujet, le renforcement même de l'armée d'occupation (750 avions, 100 hélicoptères, 10.000 sorties avec 20.000 heures de vol pour le seul mois de Février) ne fait d'ailleurs que souligner les progrès considérables de l' A.L.N. Mais le fond du problème est ailleurs : la nation algérienne est à l' A.L.N. ce que l'eau est au poisson. Le numéro de Février d' "El Moudjahid" montre comment les fellahs font corps avec elle. Elle leur apprend à se protéger contre les avions, les aide à travailler la nuit et leur fournit des vivres dans les " zones de la faim ". L' A.L.N. combat pour une cause juste, dans l'unité politique solide des combattants: l'indépendance du pays, la terre aux paysans, le bien-être du peuple. Son moral est élevé. Elle bannit les actes susceptibles de nuire à son honneur. Elle traite selon les lois de la guerre les prisonniers français. Confiante dans l'issue politique de la lutte armée, elle n'en recherche pas moins une solution pacifique pour mettre fin à l'effusion de sang et aux souffrances de la guerre. A plusieurs reprises, le F.L.N. a fait des propositions dans ce sens, chaque fois repoussées par la France.

Par contre, le corps expéditionnaire français est sur une terre étrangère. Il est entouré de la méfiance et de la haine générales, surtout dans les villages où, sous la menace, les officiers des S.A.S. recrutent quelques collaborateurs pour leurs " délégations spéciales ". Il est l'instrument d'oppression et d'exploitation de la bourgeoisie colonialiste française. Comme toute armée de rapine coloniale, il est sans idéal et emploie des méthodes barbares pour briser notre résistance. Le commandement français

(suite page 4)

MAGHREB
s u i t e

C'est pourquoi le Roi du Maroc vient d'appeler son peuple à faire du 27^{ème} Jour du Ramadhan la " Journée de l'Algérie ".

L'obstacle à la libération et à l'unité des trois peuples, c'est la guerre qui fait rage en Algérie, c'est l'occupation de nos territoires par les impérialistes. Mais ces derniers, qu'ils soient français, espagnols ou américains, s'opposent à nos aspirations, non seulement par l'oppression franche ou la présence de leurs troupes, mais encore par leurs manœuvres.

Devant l'isolement international de la France après SAKIET, F. GAILLARD s'est efforcé de jeter la confusion avec son projet, que nous avons dénoncé, de Pacte Méditerranéen et de communauté franco-maghrébine. Chez nous, on n'achète pas les nattes avant d'avoir construit la mosquée: lorsque les trois pays seront tous indépendants, ils songeront à définir leurs relations avec les autres pays. De plus, le Maghreb uni n'acceptera jamais son inclusion dans aucun pacte militaire, à plus forte raison dans un pacte dirigé en réalité contre nos frères de la REPUBLIQUE ARABE UNIE et leurs alliés soviétiques. Enfin, de quel droit les colonialistes français veulent-ils distribuer à leurs alliés occidentaux, pour payer leur complicité, nos richesses sahariennes ?

Plus dangereuses sont les manœuvres déployées à l'occasion des " bons offices " anglo-américains entre la France et la Tunisie. Certains patriotes d'Afrique du Nord pensent que les impérialistes américains et anglais font pression sur les gouvernements français. Or, si cela était vrai, il y a longtemps que la guerre serait arrêtée, car la France ne peut continuer la guerre sans l'aide américaine. Malgré cela, le Président BOURGUIBA croit utile de continuer à proclamer son attachement à l'Occident ". Comment pouvons-nous être les alliés ou les amis de ceux qui ont financé, armé et couvert les assassins de plus de 500.000 de nos compatriotes ? Dans les questions d'Afrique du Nord, les Etats-Unis ne sont pas neutres. Ils ont toujours soutenu la France par leurs votes à l'O.N.U., en lui fournissant des armes, de l'argent et enfin, récemment, par l'offre de bons offices, ils lui ont évité la condamnation par le Conseil de Sécurité. Contre les mouvements de libération nationale ils ont pris le parti de la France, leur allié atlantique. Mais si la France échoue dans la guerre, les U.S.A. essaieront, sous des formes nouvelles, de prendre sa place. Mais pour cela, ils doivent d'abord la laisser s'épuiser longtemps comme ils l'ont fait en Indochine. Mais le peuple algérien n'a pas consenti tant de sacrifices pour s'arracher au joug des colonialistes français pour ensuite ouvrir les portes de son pays à des impérialistes plus puissants. Il n'offrira pas notre pays comme base atonique, vouant ainsi notre nation à une destruction certaine. Il sait que c'est un faux et dangereux calcul que de croire qu'on peut diviser et affaiblir les impérialistes par de bonnes paroles, ou en leur ouvrant les portes du pays.

L'expérience de la REPUBLIQUE ARABE UNIE montre qu'on fait reculer les impérialistes en se dressant fermement contre eux, avec l'appui des masses populaires et en n'hésitant pas à accepter le soutien des pays désireux sincèrement de nous aider : à Suez, les Américains ont été obligés de conseiller au Français et aux Anglais de reculer parce que l'Union Soviétique et les pays de BANDOENG étaient décidés à se porter au secours de l'Egypte. Les U.S.A. ont fourni quelques armes à la Tunisie uniquement parce

(suite page 4)

- 4 -

**LE GESTE DE
L' U.R.S.S.**

quiconque le droit d' utiliser à quelque fin que ce soit une parcelle de son territoire."

Répondant ainsi à la volonté unanime des peuples, faisant suite aux importantes résolutions de la Conférence Afro-Asiatique du Caire sur la cessation des essais atomiques, la décision du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. a eu de profondes répercussions dans tous les pays. Elle apporte la preuve éclatante de la force tranquille de l'U.R.S.S. et de sa volonté ardente de sauvegarder la paix mondiale.

**MAGHREB
s u i t e**

que l'Egypte et les pays socialistes étaient prêts à lui en fournir autant qu'elle en voulait. Dans ces conditions, on comprend que la seule façon pour la Tunisie (et pour l'Afrique du Nord) de faire face aux menaces françaises, c'est de s'appuyer réellement sur ses véritables alliés de BANCORÉ et l'U.R.S.S. et non pas de se tourner exclusivement vers l'Occident.

La situation nous est favorable. L'A.L.N. remporte de nouveaux succès. Nos trois peuples sont prêts à affronter des luttes décisives. Réunis à la fin d'Avril à Tanger, les représentants de l'Istiglal, du Destour et du F.L.N. discuteront de la libération et de l'unité du Maghreb. La proclamation de la REPUBLIQUE ARABE UNIE a soulevé l'enthousiasme des Algériens qui voient se renforcer un pays frère, un allié précieux. Enfin nos peuples sont plus attachés que jamais aux principes de la Conférence du Caire et au neutralisme positif, dont l'efficacité s'est manifestée encore dans la démonstration extraordinaire de solidarité, à l'occasion de la JOURNÉE DE L'ALGERIE du 30 MARS. Renforçons notre union nationale, ne laissons pas les manœuvres de division se tramer à l'intérieur de cha-

.../..

que pays d'Afrique du Nord et entre nos trois pays. Soyons vigilants, redoublons d'énergie dans la lutte : bientôt la liberté et l'indépendance véritables régneront d'un bout à l'autre du Maghreb.

**L'A.L.N.
s u i t e**

refuse les ouvertures du F.L.N. au sujet des prisonniers, confirmant son manque d'humanité et le peu de cas qu'il fait de la vie de ses propres soldats. Aveuglés par leur puissance technique et leur complexe de supériorité " raciale ", les impérialistes français oublient que 4 années de guerre d'extermination n'ont pas empêché l'A.L.N. d'être plus puissante que jamais. Ils oublient que leur armée est sortie vaincue et humiliée chaque fois qu'elle a livré des combats contre les mouvements de libération, du Viet-Nam au Maroc en passant par Suez. Le moral de cette armée s'en ressent, en même temps que grandit le malaise en son sein. Des " harkis " passent à l'A.L.N. avec armes et bagages. Les soldats originaires d'Afrique Noire sont peu sûrs. Le mécontentement gagne les soldats du contingent. On diminue leur solde et on parle de prolonger leur temps de service. Des scandales éclatent à propos du tableau d'avancement des officiers et des trafics qui ont présidé à la construction de la " Ligne Morice ".

Dans ces conditions, il est assez facile de comprendre que les tentatives du corps expéditionnaire français pour " redresser " la situation militaire se heurtent à des facteurs politiques et moraux défavorables, tandis que ces mêmes facteurs, favorables à l'A.L.N., concourent à son renforcement. Le F.C.A., engagé dans le combat libérateur, soutient de toutes ses forces notre jeune et vaillante armée nationale, dont les sacrifices et les succès constituent la condition première

(suite page 5)

- 5 -

LA JOURNÉE DU 30 MARS

Voici les premiers renseignements qui nous sont parvenus de la " Journée de Solidarité ", lancée par la Conférence Afro-Asiatique du Caire :

Pays Arabes : A DAMAS, les manifestations ont ouvert une Semaine de Solidarité. Au Caire et dans d'autres villes, des défilés ont eu lieu. Cinq minutes de silence ont été observées dans la République Arabe Unie. Des réunions de masse ont été organisées à BEYROUTH, à TRIPOLI, etc... Le Président NASSER a versé son traitement mensuel en signe de solidarité.

Pays Socialistes : A MOSCOU, un Meeting a groupé des milliers d'étudiants parmi lesquels les étudiants algériens de l'Université Lénine. Un de nos compatriotes y a pris la parole. Des meetings d'usines ont eu lieu. Des réunions ont été organisées également dans d'autres villes soviétiques, notamment celles des Républiques Musulmanes d'Asie Centrale.

En CHINE POPULAIRE, dans la République Démocratique du VIET - NAM, et dans d'autres pays socialistes, des réunions ont été tenues et des collectes faites au profit de l'Algérie.

Dans L' INDE : Différentes manifestations ont eu lieu.

En AFRIQUE DU SUD, la ligue Sudafricaine a tenu un meeting.

L' A.L.N. fin de la victoire.

Gloire éternelle aux Héros de l'A.L.N., morts pour que VIVE L'ALGERIE LIBRE ET INDEPENDANTE.

L'ALGERIE N'EST PAS SEULETEMOIGNAGES DE SOLIDARITE

- La campagne mondiale menée avec une puissance extraordinaire a arraché à l'échafaud DJAMILA BOUHREZ. D'autres patriotes échappent aussi à la mort : JACQUELINE GUERROUDJ, DJAMILA BOUZZA, ABDEKADER GUERROUDJ, HAMID GUERRAB, HACHEMI, etc...

Mais des centaines d'autres patriotes sont menacés d'exécution. La campagne continue pour les sauver et empêcher que soient exécutés les combattants de l'A.L.N. faits prisonniers par l'armée française.

- Dans le journal clandestin " Le soldat Français " (Février), ces mots d'ordre :

" Il n'est pas de tâche plus urgente et plus noble que de travailler au refus massif de l'armée de poursuivre la guerre en Algérie. ... Opposez - vous collectivement aux départs en Algérie ... Refusez de participer aux opérations militaires ... "

De nombreux soldats français, fidèles à la constitution de leur pays et à l'internationalisme prolétarien, DIECHTI, LETOQUART, MARIN, LAURENSOT, DESREZ, CLAVEL, GIANELLI, RENDA, LEGER, etc... ont appliqué ces mots d'ordre. Ils sont en prison. Ils font honneur à leur peuple.

- A PARIS, une assemblée contre la guerre d'Algérie s'est tenue le 30 Mars avec 2000 personnes. Elle s'est prononcée pour le droit de l'Algérie à l'indépendance.

- Un bateau soviétique a déchargé à TUNIS des colis de solidarité d'une valeur de 105 millions de francs offerts par la Croix Rouge et le Croissant Rouge soviétiques à nos frères et sœurs réfugiés en Tunisie.

(suite page 6)

- 6 -

LES LUTTES DU PROLETARIAT FRANCAIS

Le 1er Avril, de grandes grèves ont paralysé trafic, usines, chantiers et bureaux pendant 24 heures en France : cheminots, gaziers, électriciens, receveurs et chauffeurs d'autobus, mineurs, métalliers, etc... ont ainsi exprimé dans l'unité leur colère devant la politique économique et sociale du gouvernement français, conséquence de la guerre d'Algérie. Ces luttes mettent en difficulté les plans financiers de guerre de la France. Elles constituent donc une aide importante à notre lutte.

AFRIQUE NOIRE

Notre Parti a adressé à des centaines de patriotes d'Afrique Noire une lettre leur demandant de manifester leur solidarité envers l'Algérie, de révoquer le retrait de leurs frères soldats dans le corps expéditionnaire et de demander à certains de leurs élus dont HOUFRQUET - BOIGNY, de cesser de cautionner la politique coloniale du gouvernement français en Algérie.

- Dans un meeting électoral, le Camarade KROUCHTCHEV, élu Président du Conseil de l'U.R.S.S., a exprimé la sympathie du peuple soviétique pour la cause algérienne.

Le F.L.N. lui a adressé un télégramme de remerciements.

" LA QUESTION "

De sa cellule, HENRI ALLEG a écrit un livre bouleversant : " La Question ", dont le style sobre est terriblement évocateur.

Son mérite le plus grand a été d'avoir su, au travers même du récit de son supplice, s'effacer derrière le cas de ses innombrables frères et dénoncer la généralisation des atrocités en Algérie.

Le retentissement du livre d'ALLEG (en France, il est traduit en Suède, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, aux U.S.A., en U.R.S.S. etc...) fera avancer dans le monde entier la cause de l'Algérie martyre.

65.000 exemplaires ont été vendus en France avant sa saisie.

Faites Circular

" LIBERTÉ "